PAGES CHOISIES DE LÉNINE



Première partie
1893-1904

Traduction et notices de
Pierre Pascal

Collection Classiques

les bons caractères lbc

V. I. LÉNINE

PAGES CHOISIES

© Bureau d'édition, de diffusion et de publicité, 1926
© Les Bons caractères, 2017
ISBN : 978-2915727-56-2

V. I. Lénine

Pages choisies

Traduction et notices
de Pierre Pascal

Préface de Paul Galois

Première partie
(1893–1904)



Les Bons Caractères
6, rue Florian - 93500 Pantin

Table

Préface	7
Avant-propos	23
Première partie La campagne pour le programme, la tactique et l'organisation du parti (1893-1904)	27
Quel héritage renions-nous ?	33
Nos objectifs immédiats	55
Le parti ouvrier et les paysans	73
Que faire ?	95
Contre les mencheviks	165
Les statuts du parti	171
Un pas en avant, deux pas en arrière	181
Au catalogue des bons caractères	217

Préface

En ce centenaire de la révolution russe de 1917, la plupart des commémorations seront le fait de ses adversaires. Nous avons voulu remettre à la disposition du public les écrits de celui qui fut son principal dirigeant, Lénine, sous une forme qui les rende accessibles aux lecteurs d'aujourd'hui. C'est pourquoi nous rééditons ces *Pages choisies*, traduites, introduites et annotées par Pierre Pascal. Elles ont été publiées entre 1926 et 1929 par la maison d'édition d'un Parti communiste qui, se voulant encore internationaliste dans l'esprit du bolchevisme, ne s'appelait pas encore français.

Lire Lénine en 2017

Les changements survenus durant le siècle écoulé depuis la révolution russe ne sont pas là où les laudateurs du capitalisme prétendent les voir et ne rendent pas obsolètes l'œuvre et le combat de Lénine.

Les rapports sociaux n'ont pas changé sur le fond depuis les débuts du capitalisme. La vie d'un prolétaire, en Russie en 1900, en Chine ou même en France aujourd'hui, reste conditionnée par le fait qu'il ne possède rien, qu'il doit vendre sa force de travail, qu'il n'a aucun contrôle sur le produit de son activité, qu'il est à la merci de crises économiques dont il n'est en rien responsable, que sa situation est semblable à celle de millions d'autres autour de lui. L'amélioration temporaire survenue pour une partie des prolétaires dans un petit nombre de pays riches, dont une relative sécurité de l'emploi, est en train de disparaître. Le prolétariat vit toujours dans l'insécurité permanente, comme du temps de Marx, comme du temps de Lénine. Mais, précisément,

la similitude des conditions matérielles unit les travailleurs à travers le temps et l'espace. Leurs revendications immédiates se retrouvent ainsi souvent à l'identique, de pays en pays, de génération en génération. Leurs formes de lutte et d'organisation, les obstacles qu'ils rencontrent et jusqu'aux problèmes politiques qu'ils affrontent ont un air de famille. Aussi la lecture de certains textes de Lénine procure un sentiment de familiarité au militant d'aujourd'hui, pourvu qu'il se situe sur le même terrain de classe.

La mondialisation, dont les pauvres penseurs contemporains rebattent les oreilles d'un patient public, n'a rien non plus pour faire vieillir Lénine. Elle était déjà à l'œuvre de son temps. Quoi de plus mondialisé en effet que la guerre de 1914-1918 ? L'impérialisme, ses fondements, ses conséquences et les possibilités révolutionnaires qui en découlent ont été analysés par Lénine en 1915. Le fait de déceler une issue révolutionnaire dans l'évolution du capitalisme, de voir dans la monstrueuse centralisation des trusts et des États un pas en avant vers le socialisme, de décrire le capitalisme enfantant nécessairement le communisme, met Lénine bien au-dessus de tous les critiques contemporains de la mondialisation, étriqués, protectionnistes, réactionnaires honteux ou avoués.

Quant aux progrès technologiques de ces dernières décennies, certes nombreux, variés et spectaculaires, ils n'ont en rien transformé les rapports sociaux. Tout au plus peut-on dire que les stupidités circulent plus vite de nos jours et espérer qu'il en sera de même pour les mouvements de révolte lorsqu'il s'en produit.

La classe ouvrière internationale, dont Lénine pensait après Marx qu'elle était la seule classe sociale capable de mettre à bas le capitalisme, représente désormais la majorité écrasante de la population mondiale. Elle est, depuis longtemps, la seule classe productive. Le programme que fixait Lénine, organiser les travailleurs pour les rendre

capables de prendre la tête d'une révolution populaire, reste d'actualité.

En fait, le véritable et profond changement intervenu depuis l'époque de la révolution russe réside dans la disparition du mouvement ouvrier organisé. Lénine s'était formé dans le cadre de la deuxième Internationale qui avait elle-même bénéficié, en particulier par l'intermédiaire d'Engels, de l'acquis des générations précédentes. La question de la mission révolutionnaire de la classe ouvrière, de sa constitution en parti et de son activité politique indépendante ne se posait pas pour lui. En devenant marxiste, en rejoignant le mouvement ouvrier organisé dans la l'Internationale, Lénine faisait corps avec ce programme, même dans un pays où la classe ouvrière était très minoritaire. C'est sur la base de ce parti pris, c'est avec la certitude d'avoir derrière lui non seulement la tradition théorique marxiste mais aussi le mouvement ouvrier vivant, des travailleurs en chair et en os, organisés, actifs, sous de multiples formes, dans de nombreux pays, que Lénine militait et polémiquait avec les autres courants.

La trahison de la social-démocratie en 1914, puis la dégénérescence de l'État ouvrier issu de la révolution russe de 1917 entraînant celle des partis communistes, ont rompu la continuité révolutionnaire. La théorie révolutionnaire, les idées de Marx, de Lénine, de Rosa Luxemburg et de Trotsky, produits d'un mouvement ouvrier vivant et puissant, sont désormais presque suspendues dans le vide, ne peuplant plus que les bibliothèques. Pour tenter de se les approprier, il faut d'abord commencer par étudier le contexte qui les a vus naître.

Les notes de Pierre Pascal, la propre expérience militante du lecteur et un effort d'imagination permettent de se représenter quelque peu les militants ouvriers pour qui Lénine écrivait. Et donc de mieux comprendre ce qu'il voulait dire. Cet effort n'est certes pas facile à faire. Mais

il est indispensable pour qui veut travailler à renouer le fil du mouvement ouvrier révolutionnaire, pour qui veut garder ses idées vivantes afin que les travailleurs puissent s'en emparer à nouveau. C'est, en tout cas, dans ce but que cette réédition a été entreprise.

Avatars des œuvres de Lénine

Les écrits de Lénine, la partie imprimée de son travail de militant révolutionnaire, nous sont connus presque exclusivement par les éditions d'État de l'Union soviétique. Celle-ci ayant disparu il y a un quart de siècle, on n'édite plus les *Œuvres complètes* de Lénine, ni même, sauf exception, ses textes les plus importants.

Mais surtout, la présentation des œuvres de Lénine par l'intermédiaire des éditions d'État soviétiques était, depuis des décennies, celle qui convenait à la bureaucratie.

Sous Staline on avait supprimé des œuvres « complètes » tout ce qui mettait en cause Staline lui-même et la bureaucratie. Tout ce qui sous la plume de Lénine, mettait en valeur le rôle de ses adversaires, à commencer par Léon Trotsky, avait également disparu.

Sous Khrouchtchev et après, les éditions d'État avaient progressivement réintroduit les passages caviardés, mais une chose n'avait pas changé : les introductions historiques, quand elles existaient, et les notes explicatives visaient plus à camoufler l'esprit de l'œuvre de Lénine qu'à l'éclairer.

On peut en donner un exemple dans l'attribution à Lénine de la notion stalinienne de « socialisme dans un seul pays ». L'œuvre entière de Lénine, toute son activité politique démontrent la stupidité de ce mensonge bureaucratique, pour tout marxiste le « socialisme dans un seul pays » est une contradiction dans les termes.

Mais l'indigence, voire l'inexactitude volontaire des notes ont eu un effet plus pernicieux. Elles empêchaient souvent de comprendre ce que disait réellement Lénine, à

qui il répondait, à qui il s'adressait, dans quelle situation. La difficulté d'en saisir la portée est d'autant plus grande que les écrits de Lénine sont des textes militants, presque toujours polémiques, répondant aux interrogations des membres de son parti, à des problèmes tactiques, aux questions soulevées dans tel ou tel cercle, etc. De ces dialogues, filtrés par les censeurs de la bureaucratie, on n'entendait que l'écho déformé d'un seul interlocuteur…

Pierre Pascal, lui, a réussi à faire passer dans sa traduction et ses notes la passion révolutionnaire qui animait Lénine et ses camarades. Lire une sélection chronologique des œuvres de ce dirigeant révolutionnaire, c'est suivre la montée des ouvriers russes vers l'organisation, vers la conscience, vers la lutte jusqu'aux explosions révolutionnaires successives de 1905, février et octobre 1917. C'est aussi voir s'opérer la fusion de plusieurs générations d'intellectuels avec le mouvement ouvrier, fusion dont Lénine était à la fois le prototype et l'organisateur. C'est entrevoir la révolution, cette irruption des masses sur le devant de la scène politique, et constater que, du temps de Lénine et des bolcheviks, la politique révolutionnaire était fondée tout entière sur la confiance dans les capacités créatrices des opprimés. C'est donc apercevoir tout ce que les bureaucrates staliniens craignaient comme la peste. Et, ajouterons-nous aujourd'hui, tout ce la société bourgeoise et ses partisans redoutent toujours.

Il peut sembler paradoxal que Pierre Pascal, plus anarchiste que marxiste au moment même où il rédigeait ses notes et ne retenant au crédit des bolcheviks que les années de révolution, ait su rendre vivante l'œuvre de Lénine. À la lecture des mémoires de Pierre Pascal, étudiant slavisant formé à l'École normale supérieure, happé par la guerre et la révolution, se révèlent une honnêteté intellectuelle, une capacité de révolte, un amour des gens simples hors du commun. Ces qualités et les

circonstances de sa vie expliquent comment il s'est rendu capable d'accomplir le travail aujourd'hui réédité.

Pierre Pascal, la Russie et la Révolution

Effectuant son service militaire, Pierre Pascal était officier en 1914. Blessé deux fois, il fut envoyé à la mission militaire française à Moscou en 1916. Sa connaissance de la langue et du pays le recommandait particulièrement pour ce poste. La mission militaire faisait la liaison entre les états-majors des deux pays alliés, réglait les questions de commandes de guerre, participait à la défense des intérêts industriels, financiers et commerciaux français, fort nombreux et fort rentables, dans la Russie de Nicolas II.

Il n'y constata pas seulement la pourriture du régime russe et la situation de cette armée tsariste pour laquelle le terme de chair à canon semblait avoir été inventé. Pascal était aussi aux premières loges pour découvrir les buts de guerre de la France, le cynisme de ses diplomates, la rapacité de ses industriels et le mépris de tous ces nantis pour les petites gens. Dans son carnet de notes[1], il croquait un diplomate français se gaussant des Russes, si naïfs, à qui l'on peut faire gober n'importe quoi. Et Pascal de conclure : « *C'est pour cela que, moi, je les aime.* » Fréquentant par fonction ministres, généraux, diplomates et industriels, Pascal connaissait néanmoins aussi le prix du pain, la température dans les logements ouvriers, la situation dans les tranchées et les hôpitaux. Avant même la révolution, il était devenu un ennemi de la guerre, des nationalistes, des profiteurs de guerre, à commencer par les Français. Mais, et c'est un trait permanent de sa personnalité, il n'en continuait pas moins son travail, le plus consciencieusement du monde.

1 *Mon Journal de Russie* (4 tomes. De 1916 à 1927) Ed. L'Âge d'Homme 1990. *Journal de Russie* (1928-1929) Ed. Noir sur Blanc 2014

En 1917, après la révolution de février, le travail de la mission militaire française consistait à convaincre, voire à contraindre la Russie à continuer la guerre. Après octobre, la mission se tourna discrètement, puis ouvertement du côté de la contre-révolution, allant jusqu'à préparer le débarquement de troupes d'intervention et conseillant les généraux blancs. La mission fut donc logiquement priée de quitter le pays, mais Pierre Pascal avait choisi son camp depuis un certain temps : resté en Russie, il se mit au service de la révolution en octobre 1918.

Avec plusieurs autres membres de cette mission, tels le capitaine Sadoul et le soldat Marcel Body, Pierre Pascal participait à un groupe communiste français au sein du Parti bolchevique. Ce groupe a notamment publié un journal hebdomadaire de propagande et d'information, intitulé *La troisième internationale* destiné aux soldats du corps d'occupation français du sud de la Russie soviétique et aux ouvriers français présents dans le pays. Pascal a souligné dans ses notes que Lénine était l'inspirateur de ce journal.

La révolution elle-même, le fait que les masses les plus opprimées prenaient leur sort en mains, s'organisaient, décidaient, la puissance du système des soviets qui faisait vivre cela, le dévouement des ouvriers, l'inventivité, le courage des travailleurs russes convainquirent Pierre Pascal. Il fut de ces intellectuels très peu nombreux qui rejoignirent la révolution alors qu'elle était en danger de mort. Il troqua volontiers un avenir d'universitaire à Paris contre une assiette de kacha, une chambre mal chauffée, de longues journées de travail chichement payées et le risque d'être passé par les armes en cas de victoire des Blancs.

L'empathie pour les opprimés, la joie de les voir monter à l'assaut du ciel avaient conduit Pierre Pascal à la foi révolutionnaire, c'est-à-dire à l'action. L'État ouvrier trouva tout de suite à l'employer au Commissariat du

Peuple aux Affaires étrangères. Il fut un des adjoints du commissaire du peuple Tchitchérine, rédigeant chaque jour la dépêche internationale diffusée par radio, traduisant sans relâche. Pierre Pascal participa aux négociations diplomatiques de 1921 et 1922 en tant que traducteur et peut-être un peu plus. Il s'agissait alors de rétablir des liens commerciaux avec les pays capitalistes, sans rien renier des idéaux et de la politique révolutionnaire. Pascal travailla spécialement à la négociation et à la traduction du traité de Rapallo de coopération économique entre l'Allemagne, vaincue et étouffée, et la Russie, socialiste et affamée.

Dans le même temps Pascal participa aux travaux des premiers congrès de l'Internationale communiste, traduisant et écrivant pour sa presse, ainsi qu'aux premiers pas de sa section française. Il fut le secrétaire du groupe communiste français à Moscou. Outre les milieux de l'Internationale et de l'État, Pierre Pascal fréquentait également à cette époque un groupe de révolutionnaires d'horizons divers, aux caractères bien trempés, décidés comme lui à servir la révolution. Il se lia ainsi à Victor Serge, l'écrivain anarcho-syndicaliste belge d'origine russe, dont il devint le beau-frère, à Boris Souvarine, à Nicolas Lazarevitch, ouvrier anarchiste belge et ami de toute une vie, à Marcel Body.

Dans *Moscou sous Lénine*, Alfred Rosmer, dirigeant de l'Internationale communiste, ami et compagnon de Trotsky, en donne le portrait suivant : « *Le lieutenant Pierre Pascal, catholique fervent et pratiquant, passé du côté de la révolution non malgré son catholicisme mais à cause de lui – ce qui suffit à faire comprendre qu'il n'est pas un catholique ordinaire ; le caractère spartiate du régime était précisément ce qu'il aimait. Grand travailleur il ne se plaignait ni ne demandait jamais rien.* » Pascal assistait aux offices religieux et se sentait bien au contact de la ferveur populaire. Il priait par exemple pour le

rétablissement de Lénine, victime d'un attentat en août 1918, et il ne devait pas être le seul dans cette Russie d'après la révolution.

C'est à cette époque que Pierre Pascal commença à étudier l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire russe. Il voulait comprendre en quoi le travail des révolutionnaires avait préparé ou non l'explosion de 1917 qui avait tout d'un phénomène naturel, imprévisible, incontrôlable. Et pourtant, constatait-il encore, cette explosion n'aurait pas été la même, peut-être même n'aurait-elle pas eu lieu sans les bolcheviks. Si Pierre Pascal n'a jamais répondu à cette interrogation, il a permis par son travail de comprendre quelles réponses Lénine y apportait.

Servant la révolution et l'État ouvrier, Pascal a vécu de l'intérieur l'extrême tension de la guerre civile et du communisme de guerre, l'enthousiasme devant la croissance du mouvement communiste international, suivi de la déception que provoqua son repli et, en 1921, le recul de la NEP. En mars de cette année-là, devant la nécessité de tenir dans un pays dévasté par sept ans de guerre mondiale puis civile, faute de perspectives d'extension à brève échéance de la révolution à d'autres pays, les dirigeants bolcheviques durent céder du terrain. Pour ranimer une économie exsangue, les bolcheviks ne virent d'autre solution, finalement, que de faire appel à l'initiative privée, de réintroduire une forme de profit privé. La NEP, nouvelle politique économique, laissa donc la petite entreprise renaître, le commerce privé reprendre. L'État recommença à garantir les profits des paysans riches et à ouvrir aux capitalistes étrangers des concessions (sociétés mixtes, bien souvent à capitaux totalement privés). Tout cela se faisait sous le contrôle de l'État ouvrier, mais la conséquence immédiate fut l'apparition au grand jour de profiteurs, d'accapareurs, d'exploiteurs au petit pied mais féroces, de jouisseurs jusque dans les organes de

l'appareil d'État et les services du parti communiste et de l'Internationale.

Pierre Pascal a ressenti le retour des profiteurs comme une trahison. Dans ses carnets, il fustigeait les bureaucrates qui utilisaient leur automobile de service pour aller à la campagne, ou ceux qui se groupaient pour payer une institutrice privée à leurs enfants. Mais il voyait surtout dans la NEP le retour de la possibilité d'opprimer les plus faibles, il constatait que le recul pesait avant tout sur les humbles. Il notait par exemple que la patronne de la petite cantine désormais privée où il déjeunait exploitait férocement son employée.

Malgré ce recul indéniable non seulement l'État ouvrier restait debout, mais ceux qui l'avaient construit n'avaient pas dit leur dernier mot. Pierre Pascal fut le témoin désespéré et désarmé de la lutte contre la montée de la bureaucratie.

N'épousant pas les méandres de la concurrence entre fonctionnaires, ne voulant pas rentrer dans le moule de la bureaucratie, Pascal fut écarté des postes de responsabilité. L'État ne lui confia bientôt plus que des travaux de traduction et de rares articles pour la presse de l'Internationale. Il fut affecté à l'Institut Marx-Engels, dirigé par le vieux révolutionnaire et savant marxiste Riazanov. Ce dernier, qui lui non plus ne prenait pas part à l'opposition, aidait les oppositionnels en leur procurant du travail. C'est à l'Institut Marx-Engels que, entre autres travaux, Pascal fut chargé à partir de 1925 de préparer une édition française des œuvres de Lénine.

Les *Pages choisies de Lénine*

Dans son introduction générale, en tête du premier volume, Pierre Pascal écrit : « *Je ne présenterai pas au lecteur les œuvres de Lénine. La lecture des pages qui suivent lui en dira plus long que n'importe quelle préface.* »

Les œuvres du dirigeant de la première révolution socialiste victorieuse, du premier État ouvrier, étaient publiées par la maison d'édition de la section française de l'Internationale communiste. Le parti voulait mettre à la disposition de ses militants et plus largement du mouvement ouvrier l'expérience politique synthétisée par Lénine. La traduction et les notes visaient à en permettre la compréhension « *à tout travailleur de langue française ayant une instruction primaire* ». Le tout était réalisé sous la direction de Pierre Pascal, un intellectuel dévoué à la révolution, résidant et travaillant à Moscou. Les lecteurs de l'époque savaient qui étaient l'auteur et même le traducteur, ce qui rendait en effet toute préface inutile pour ces militants du jeune parti communiste. Ils étaient conscients d'avoir entre les mains un manuel de stratégie révolutionnaire.

Les introductions et notes de Pierre Pascal sont le résultat d'un travail méticuleux dont il expose les raisons et la méthode dans sa préface. En voici un exemple parmi d'autres, tiré du deuxième volume des *Pages choisies* : à l'automne 1905, la révolution apporta la liberté de presse de fait aux révolutionnaires russes. Les journaux fleurirent, chaque tendance ayant le sien, s'emparant au besoin d'une imprimerie et y restant le temps nécessaire pour sortir son journal, les armes à la main. Les citations utilisées par Pascal, les exemples choisis pour illustrer cette période montrent qu'il a dépouillé soigneusement ces journaux. Et il ne l'a pas tant fait pour y trouver la trace de Lénine que pour y débusquer la révolution vivante. Prenant lui-même parti pour les opprimés, s'adressant à des militants ouvriers, Pascal dépeignait dans ses notes un mouvement ouvrier en chair et en os, sa vie, ses revendications, sa façon de les exprimer.

Les notes de Pierre Pascal éclairaient aussi ce dont Lénine ne parlait qu'allusivement, tant c'était évident pour lui et ses lecteurs russes : la barbarie, l'arriération

du régime tsariste, la brutalité avec laquelle étaient traités les opprimés. Pascal expliquait, par exemple, que, jusqu'à une date récente, les moujiks pouvaient légalement être fouettés et qu'ils continuaient à l'être dans l'armée. Il décrivait la façon dont on traitait les minorités nationales et, bien sûr, l'oppression multiforme subie par les ouvriers des villes. Cette barbarie était un puissant ferment de révolte, c'est elle qui poussait des générations de jeunes, intellectuels et ouvriers, à la révolution. Sans mention de cette barbarie, inimaginable pour le lecteur occidental, sans idée de la passion révolutionnaire qu'elle suscitait, comment comprendre que des ouvriers écrivaient en 1901 à l'*Iskra*, la publication de Lénine, pour demander que le journal « *leur apprenne à vivre et à mourir* » ? Et comment comprendre que Lénine ait tenu cette lettre pour représentative et l'ait publiée ?

Le travail n'alla pas sans mal. Les carnets de Pierre Pascal nous apprennent qu'il n'avait pas lui-même sélectionné les textes comme il l'aurait souhaité. Il a contourné plusieurs fois cet obstacle en donnant en note des citations de Lénine lui paraissant plus explicites, tirées d'un autre texte, non publié dans la sélection. Mais surtout, en 1925 déjà, l'histoire du parti et de la révolution, les textes de Lénine, les souvenirs des militants étaient devenus une arme dans le combat politique.

Depuis 1923, la lutte était engagée entre la bureaucratie montante regroupée derrière Staline et l'opposition fidèle à la tradition communiste dont Trotsky était l'âme. Usurpant le pouvoir dans l'État ouvrier, la bureaucratie était contrainte de se prétendre l'héritière de Lénine et, entre autres, de publier ses œuvres. Reniant l'héritage, elle ne pouvait que faire dire aux textes autre chose que ce qu'ils disaient. Et lorsqu'elle ne le pouvait pas, elle les censurait ou les supprimait carrément. La bureaucratie devait mentir sur les événements, transformer l'histoire, la réécrire autant de fois que nécessaire suivant les

nécessités politiques du moment. On sait que les staliniens transformèrent ainsi l'histoire de la révolution russe jusqu'à en exclure la plupart des dirigeants bolcheviques, et en particulier Léon Trotsky qui n'apparaissait plus que sous les traits de l'éternel traître.

Les pressions ne manquèrent pas de s'exercer sur Pierre Pascal. Il fut ainsi convoqué par un responsable de l'Internationale qui lui demanda « *d'atténuer doucement les choses de façon à ne pas trop louer Léon Trotsky* » dans ses notes pour le deuxième tome. La scène, racontée dans les carnets de Pascal, se passait en février 1927. En novembre, Trotsky était exclu du parti communiste.

En 1929, alors que le travail préparatoire pour le quatrième volume était achevé, les introductions furent refusées. Pascal écrivait alors : « *Traduire les notes tendancieuses de l'édition russe est au-dessus de mes forces* ». Le quatrième tome, *Le Parti bolchevique au pouvoir*, ne fut jamais publié. Les trois premiers volumes, tirés à 5 000 exemplaires, « *dont la moitié encore dans les stocks des libraires* », disait Pascal, furent peu diffusés, et évidemment jamais réédités par un parti communiste français qui se stalinisait à grande vitesse.

Pierre Pascal et l'opposition

En 1921, Pierre Pascal avait traduit, en dehors de son travail officiel, la plate-forme de l'Opposition ouvrière. Cette tendance du parti communiste russe s'élevait alors contre une politique conduisant à surexploiter les ouvriers. Pascal qualifiait la plate-forme de « *critique impitoyable et fort éloquente, avec des exemples concrets, du mal bureaucratique* ». Sa traduction dactylographiée a été retrouvée, bien des années plus tard, dans les archives du syndicaliste révolutionnaire Pierre Monatte.

Par la suite, bien qu'ayant perçu assez rapidement les germes de dégénérescence du régime soviétique, Pierre Pascal n'a pas fait partie de l'opposition à Staline. Il n'a

pas été trotskyste, comme son beau-frère, camarade et collègue de travail Victor Serge. Il n'a pas rejoint les anarchistes qu'il affectionnait pourtant. Mais il n'a jamais hurlé avec les loups, jamais levé la main pour voter quelque chose qu'il savait faux et encore moins pour condamner qui que ce soit. Et il a refusé de traduire des textes dont la stupidité ou la malhonnêteté le révoltaient.

On sait aussi que Pierre Pascal a fait passer des articles décrivant la vie des travailleurs soviétiques pour publication dans des revues oppositionnelles françaises (*La Révolution prolétarienne* de Pierre Monatte ou le *Bulletin communiste* de Boris Souvarine). Les conditions de vie des travailleurs soviétiques, plus encore que la situation politique, le préoccupaient constamment, comme l'attestent ses carnets.

Concernant Trotsky, la position de Pascal était complexe. Son honnêteté intellectuelle l'obligeait à reconnaître son rôle éminent, dans ses carnets privés comme dans les notes des *Pages choisies*. Dans ces dernières, Pascal replaçait dans leur contexte les polémiques entre Lénine et Trotsky d'avant 1917, polémiques parfois vives dont les staliniens faisaient évidemment une arme dans leur lutte contre l'opposition. Il suffisait aux censeurs de souligner les invectives échangées sans donner au lecteur les moyens de comprendre pour transformer Trotsky en ennemi de Lénine. Pascal, lui, présentait les tenants et aboutissants des débats. À plusieurs reprises, il a même donné des citations de Trotsky qui, loin de montrer une opposition, prouvaient son profond accord avec Lénine sur des questions essentielles. Cela en un temps, 1925-1929, où calomnier Trotsky était devenu le meilleur moyen de faire carrière, voire simplement de trouver du travail.

Mais, en même temps, Pascal pensait que Trotsky et les autres dirigeants de l'opposition étaient du même bois que Staline. Il les tenait tous pour des petits-bourgeois se

croyant désignés pour diriger le peuple mais n'oubliant jamais leur confort personnel. Tout au plus, pensait-il dans ses moments les plus désespérés, les bolcheviks avaient eu, grâce à Lénine et dans une moindre mesure à Trotsky, le génie de laisser exploser la révolution en 1917 et d'en tirer toutes les conséquences en permettant à la classe ouvrière de prendre le pouvoir et de construire son État. Mais, après quelques années, d'après Pierre Pascal, la vie avait repris son cours normal et des politiciens qu'il qualifiait de sociaux-démocrates avaient pris les rênes de l'État. L'oppression d'une part, la morgue des puissants d'autre part, étaient réapparus. Pascal a d'ailleurs longtemps pensé que Trotsky allait finir par faire la paix avec Staline, comme d'autres oppositionnels de renom l'avaient fait.

Mais, là encore, son honnêteté, son profond attachement aux travailleurs lui ont servi de garde-fou. Dans ses carnets, il notait également la résistance de Trotsky et de ses camarades, la renaissance permanente de l'opposition dans les usines, et le fait que cette opposition se rangeait derrière Trotsky.

Pierre Pascal était un révolté bien plus qu'un révolutionnaire et encore moins un militant conscient, comprenant les ressorts de l'évolution qui rejetait en arrière la société issue de la révolution. La poussée révolutionnaire de 1917 l'avait, comme des millions d'autres, porté au-delà de lui-même. Mais, la sincérité et la foi ne suffisaient pas pour résister au reflux de la vague révolutionnaire, à la montée de la bureaucratie. Il fallait pour cela une confiance dans la classe ouvrière qui dépasse la simple empathie, une confiance étayée par le marxisme, des liens militants avec les travailleurs. Il fallait pour cela être communiste, ce qui voulait dire rejoindre le combat de Trotsky.

Pascal s'en tint volontairement éloigné. Cependant il fut, jusqu'au bout, profondément solidaire du peuple de

l'abîme et, en un certain sens, de l'État que les travailleurs avaient construit, puis de ce qui en subsistait dans la conscience des hommes.

De plus en plus isolé, dans une lourde ambiance de répression policière, Pierre Pascal vécut encore quelques années à Moscou, vivant de traductions. Rentré en France en 1933, il réintégra l'université et devint un maître dans les études russes. Il ne se fit jamais une gloire – ni une honte – de son passé communiste et ne rejoignit en aucun cas la cohorte des repentis qui font commerce de leur expérience de jeunesse[1].

Il y eut des intellectuels entraînés par la révolution et se dévouant jusqu'au bout à son service, tel John Reed ; ceux qui accomplirent un bout de chemin avec elle, puis finirent par la combattre, comme Boris Souvarine ; ceux qui, après avoir calomnié la révolution, se vendirent au stalinisme triomphant, comme Louis Aragon. Pascal, qui voyait dans le ralliement d'un Romain Rolland la « *preuve qu'il ne reste plus rien de l'idéal de 1917* », a donné l'exemple d'un homme honnête. Il a servi la révolution puis s'est retiré discrètement, sans renier le passé ni entraver le travail de ceux qui continuaient malgré tout. Souhaitons que cette réédition permette aux jeunes générations de découvrir le nom de Pierre Pascal et son travail, et d'accéder au mieux, grâce à lui, aux écrits de Lénine.

Paul Galois
Février 2017

1 Voir la biographie de Sophie Cœuré : *Pierre Pascal. La Russie entre christianisme et communisme* Ed. Noir sur Blanc 2014

Avant-propos[1]

Je ne présenterai pas au lecteur les *Œuvres* de Lénine. La lecture des pages qui suivent lui en dira plus long que n'importe quelle préface.

Je veux expliquer seulement dans quel esprit la présente édition a été conçue.

Le présent volume est le premier d'une série qui sera ainsi divisée : 1° La campagne pour le programme, la tactique et l'organisation du parti (1893-1904) ; 2° Le Parti bolchevique en action (1904-1914) ; 3° Pendant la guerre (1914-octobre 1917) ; 4° Au pouvoir (1917-1923).

La traduction a été faite par plusieurs camarades travaillant en Russie. À ce premier volume ont collaboré G. Gorélik, étudiant à l'université de Moscou, et R. Marchand, suffisamment connu. L'ensemble a été ensuite très soigneusement revu par moi. Notre effort commun a été d'obtenir un texte à la fois facile à lire et scrupuleusement fidèle. Pour cela, nous avons appliqué les bonnes méthodes classiques : d'une part, ne pas se contenter d'expressions approchantes, conserver autant que possible l'ordre des mots, où se reflète d'ordinaire une nuance de la pensée, trouver des équivalents aux images, enfin n'esquiver aucune difficulté ; d'autre part, éliminer les lourdeurs, ne pas tolérer les répétitions verbales qui choquent le Français plus que le Russe, réduire au minimum les transcriptions pures et simples, les barbarismes nécessaires, les tournures commodes mais peu usitées.

Nous avons voulu donner une traduction scientifique à laquelle les personnes ne connaissant pas le russe puissent en toute confiance se référer, et

1 Toutes les notes sans signature sont de Pierre Pascal ; les notes de Lénine sont signées : N. L.

cependant une traduction populaire, que puisse lire sans être arrêté tout travailleur de langue française ayant une instruction primaire.

La lecture des ouvrages de Lénine, surtout sous forme de pages choisies et surtout quand il s'agit d'époques déjà lointaines, ne peut être entreprise intelligemment par un étranger que s'il connaît de façon précise l'histoire du peuple russe et du Parti social-démocrate de Russie. Nos introductions n'ont pas pour but de résumer la pensée de Lénine, de mettre en relief ses traits essentiels, de la justifier ou de la critiquer : elles se proposent uniquement de replacer chaque extrait à son époque et dans l'ensemble dont il est tiré. Ainsi se trouvent d'avance expliquées bien des allusions du texte ; il reste pourtant encore des obscurités : elles sont éclaircies par les notes. Le principe adopté a été de ne laisser aucun mot, aucune phrase inintelligible.

Les difficultés étaient grandes. D'abord, il n'existe pas encore d'édition scientifiquement établie des *Œuvres* de Lénine : celle qui a été publiée par l'Édition d'État en dix-neuf volumes, de 1920 à 1924, a le mérite d'avoir été la première et de permettre des travaux ultérieurs ; elle rend, en attendant, de grands services, mais contient nombre d'erreurs matérielles et ne tient pas compte des variantes fournies par les divers tirages d'un même ouvrage. Nous avons dû vérifier les textes, indiquer les passages supprimés, par exemple lors de la réimpression de *Que faire ?* Ensuite, la traduction est d'un bout à l'autre entièrement originale. Le seul auxiliaire que nous ayons pu utiliser, d'ailleurs après coup, pour cette première partie, est le *Que faire ?* publié par la librairie de *L'Humanité*. Nous ne nous sommes pas interdit de lui emprunter quelques trouvailles heureuses. Enfin, pour les introductions et les notes, il n'existait absolument aucun travail analogue. Les remarques que l'on trouve à la fin de l'édition russe des *Œuvres complètes,* très peu nombreuses, souvent erronées, s'adressant au public russe

et mal rédigées même pour ce public, ne nous ont été pour ainsi dire d'aucune utilité[1]. Il nous fallait non pas copier les notices passe-partout que peut fournir le premier dictionnaire ou la première encyclopédie venue, mais élucider consciencieusement des passages précis, montrer pourquoi se trouve cité tel nom ou tel ouvrage, expliquer une formule obscure par sa concision au moyen d'une autre phrase, plus étendue, de Lénine lui-même, retrouver les passages essentiels des adversaires attaqués, compléter les citations insuffisantes... Pour être parfait, un tel travail demanderait des années de recherches : rien d'étonnant si la tâche n'a pas été intégralement remplie.

Introductions et notes sont longues parce qu'elles ne pouvaient pas être plus courtes : nous avons tenu à fournir au lecteur tous les matériaux indispensables pour former son opinion, et rien que cela. À lui maintenant, s'il veut s'instruire, de s'imposer le travail d'étude et de réflexion que lui demanderont ces quatre modestes volumes, tenant lieu, en attendant mieux, des vingt-sept composant les *Œuvres complètes*.

Pierre Pascal

1 L'Institut Lénine a commencé la publication d'une deuxième édition, beaucoup plus sérieusement travaillée tant au point de vue des notes qu'à celui du texte. Le premier volume seulement ayant paru, nous n'avons pu en faire usage.

Première partie

La campagne pour le programme, la tactique et l'organisation du parti

(1893-1904)

Contre les populistes (narodniki)

Les échecs de la guerre de Crimée (1853-1856) rendirent évident l'état d'infériorité dans lequel la Russie se trouvait vis-à-vis des autres puissances. De là une violente réaction contre le régime autoritaire qui avait sévi pendant les trente ans du règne de Nicolas 1er et un mouvement général de protestation contre le régime de servage qui rendait impossible tout progrès économique. De là la renaissance de l'opinion libérale, qui exige et finit par obtenir la grande réforme, l'affranchissement des paysans. Les publicistes de cette époque sont des bourgeois réformateurs dont Lénine croit pouvoir ramener les doctrines à ces trois points : 1° une haine vigoureuse du régime féodal avec toutes ses conséquences économiques, sociales et juridiques ; 2° un attachement profond aux « lumières », à tout ce qui peut augmenter la liberté et rapprocher la Russie des pays européens ; 3° un intérêt sincère pour le peuple, et en particulier pour les paysans, et la persuasion qu'il suffira d'abolir le servage et ses survivances pour faire régner le bien-être général[1].

Cet ensemble d'idées, en tenant compte des différences de temps et de lieu, est assez semblable à ce qu'on trouve chez les « philosophes » et les économistes de la fin du XVIIIe siècle en France. À la fin du siècle dernier, les publicistes avancés avaient coutume, pour ne pas éveiller les susceptibilités de la censure, de le désigner par le terme d'« héritage ».

Lorsque, après les « réformes » de 1860-1869 (abolition du servage ; création de municipalités autonomes ou *zemstvo*s ; réforme judiciaire), on se fut rendu

1 Voir la fin du chapitre premier de l'ouvrage de Lénine : *Quel héritage renions-nous ?*

compte que la « liberté » n'était pas une panacée, un nouveau mouvement apparut : celui des populistes (narodniki). Ce mouvement cherche le remède aux maux du pays, non plus dans l'imitation de l'Occident, mais dans le retour aux saines traditions de la commune rurale et de l'association de travail dite artel, qui distinguent radicalement le peuple russe de tous les autres et le conduiront directement au socialisme sans passer par les tourments du capitalisme[1].

La belle époque du populisme s'étend de 1870 à 1881, avec les organisations de Zemlia i Volia (Terre et Liberté), puis de la Narodnaïa Volia (Liberté populaire), qui ne négligèrent pas la propagande parmi les ouvriers et se jetèrent dans la lutte révolutionnaire directe. Lénine a toujours respecté leurs héros, comme Pierre Alexéiev et les terroristes de 1880.

Les répressions qui suivirent le meurtre d'Alexandre II en 1881 anéantirent les organisations populistes, mais non les tendances populistes dans la presse et la société.

D'autre part les progrès de l'industrie, l'augmentation du nombre des ouvriers d'usine (870 000 en 1882 ; 1 318 000 en 1887) et, en général, le développement du capitalisme en Russie donnaient naissance à un mouvement prolétarien, qui trouvait son expression dans la doctrine marxiste.

À dater de ce moment, on assiste à une concurrence acharnée des deux tendances : populiste et marxiste. Le populisme reste encore influent, grâce à des économistes et théoriciens de talent, comme N. Mikhailovsky, directeur de la revue mensuelle *La Richesse russe* (*Rouskoïé Bogatstvo*) ; V. Vorontsov, collaborateur de la même revue et auteur, en 1882, d'un ouvrage alors célèbre sur *Les Destinées du capitalisme en Russie* (toujours désigné par les initiales V. V.), et N. Danielson,

1 Voir au début de notre premier extrait comment Lénine définit le populisme.

auteur, en 1883, des *Esquisses de notre économie nationale après la réforme* (pseudonyme : N-on).

La critique de ce dernier ouvrage par P. Strouvé, en 1893, ouvre la polémique entre populistes et marxistes dans la presse légale.

Dans sa jeunesse, Lénine avait fait partie de cercles populistes, mais bientôt il prend chaudement la défense du marxisme : il critique les populistes dans les réunions, il écrit, pour les combattre, des articles et des brochures. En 1894, se basant déjà, comme il fera toujours, sur les données statistiques, il lance en trois fascicules son ouvrage : *Qu'est-ce que les Amis du peuple et comment ils combattent les social-démocrates ?* qui fournit à tous les cercles marxistes des armes terribles contre leurs adversaires[1]. Contre les populistes, il ne craint pas de s'allier, lui marxiste révolutionnaire, aux marxistes légaux comme Strouvé, qui ne sont que des démocrates bourgeois et qu'il combat par ailleurs.

En 1897-1898 Lénine se trouve exilé en Sibérie, dans le district de Minoussinsk, et il écrit l'article « Quel héritage renions-nous ? »

Mikhaïlovsky avait prétendu que les social-démocrates, en attaquant les populistes, rompaient avec l'« héritage » de 1860, c'est-à-dire avec « *les meilleures traditions de l'élite de la société russe* », et se trouvaient en cela alliés aux réactionnaires de la *Gazette de Moscou*. Lénine affirme au contraire que les « disciples russes » (c'est-à-dire les marxistes, dans la langue de l'époque, destinée à tromper la censure) considèrent l'« héritage » comme progressif, parce qu'il va dans le sens de l'évolution capitaliste : loin de le renier, ils le continuent. Ce sont les populistes qui « *n'ont rien de*

1 Voir en traduction française deux extraits de cet ouvrage dans le recueil *Lénine et la coopération*, publié à Berlin en 1924, p. 18-20. Une analyse en a été donnée, lors de sa découverte en 1923, par P. Pascal dans la Correspondance Internationale, mai 1923, IP 42, p. 310 et le *Bulletin communiste* du 21 juin 1923, n. 25, p. 323-325.

commun » avec lui, car ils l'ont déformé par leurs rêveries pratiquement réactionnaires.

Il analyse d'abord les articles du publiciste Skaldine, sur *La Ville et les coins perdus* (publiés de 1867 à 1869), pour montrer que ce libéral ami du progrès n'en est pas moins un ennemi acharné des idoles populistes telles que le mir (la commune paysanne). Les disciples attaquent non pas l'héritage, mais les additions romantiques et petites-bourgeoises qu'y ont apportées les populistes. C'est le chapitre premier.

Lénine prend ensuite les *Lettres du village*, d'Engelhardt. Cet auteur, à des constatations justes tirées de sa propre pratique agricole et coïncidant avec l'« héritage », joint des conclusions populistes erronées. Lénine souligne ainsi une fois de plus l'opposition entre la tradition de 1860 et le populisme. C'est le chapitre II.

Quel héritage renions-nous ?[1]

III
L'« héritage » a-t-il gagné à être mêlé au populisme ?

[...] Mais qu'entendez-vous par populisme ? – demandera le lecteur...

Le populisme est un système de conceptions qui se distingue par les trois points suivants : 1° appréciation du capitalisme en Russie comme un phénomène de décadence, de régression. De là le désir de « retenir », d'« arrêter » la dislocation par le capitalisme des piliers séculaires de la Russie, et autres lamentations réactionnaires ; 2° proclamation de l'originalité du régime économique de la Russie en général, et du paysan avec sa commune[2], son artel[3], en particulier. Le populisme n'estime pas nécessaire d'appliquer à la Russie la notion des classes sociales et de leurs conflits, élaborée par la science moderne. Il voit dans la commune paysanne quelque chose de supérieur, de meilleur, par rapport au capitalisme ; il idéalise

1 *Œuvres complètes*, édition russe, t. III, p. 328-340.

2 Dont la caractéristique est la propriété collective du sol.

3 Artel, association, fondée sur un consentement formel ou tacite de membres égaux, poursuivant des buts économiques, liés par une responsabilité collective et apportant leur travail, ou à la fois leur travail et leur capital. Cette forme d'association remonte en effet en Russie, contrairement aux pays occidentaux, à une haute antiquité. L'erreur des populistes était de croire qu'elle rendait inutile ou impossible le développement du capitalisme et conduisait, avec la commune paysanne, directement au socialisme.

nos fameux « piliers »[1]. Il nie ou voile l'existence parmi les paysans des antagonismes propres à toute économie marchande et capitaliste, il nie la connexité de ces antagonismes avec la forme plus développée qu'ils revêtent dans l'industrie et l'agriculture capitalistes ; 3° méconnaissance de la liaison des intellectuels et des institutions juridiques et politiques avec les intérêts matériels de certaines classes sociales. La négation de cette liaison, l'absence d'une explication matérialiste de ces facteurs sociaux l'obligent à y voir une force capable de « *pousser l'histoire dans une autre direction* » (V. V.), de la « *faire dévier* » (N-on ; Youjakov[2], etc.) et ainsi de suite.

Voilà ce que nous entendons par populisme. Le lecteur voit donc que nous employons ce terme dans le sens le plus large, comme font tous les « disciples russes », qui combattent un système d'idées et non tel ou tel de ses représentants. Il existe évidemment, parmi ces représentants, des divergences, parfois considérables. Nul ne l'ignore. Mais les conceptions exposées ci-dessus sont communes aux partisans les plus divers du populisme, depuis... mettons M. Youzov[3], jusqu'à M. Mikhaïlovsky. Aux traits négatifs déjà indiqués MM. Youzov, Sazanov[4], V. V.[5], etc. en joignent d'autres, que n'ont ni M. Mikhaïlo-

1 « *Les vieux piliers de la vie économique populaire* », comme dit Mikhaïlovsky, qui reproche aux marxistes de les ébranler, c'est-à-dire la commune, l'association en artels et le sentiment religieux.

2 S. Youjakov, un des collaborateurs de la revue *La Richesse russe*, contre lequel Lénine venait d'écrire l'article « Quelques perles de l'utopisme populiste ».

3 Youzov (de son vrai nom Kablitz), ardent populiste, était arrivé sur le tard à cette conclusion que « *le peuple tend par lui-même à la vérité, qu'il n'a pas à être conduit par les intellectuels* » et, en conséquence, il condamnait les aspirations constitutionnelles.

4 G. Sazonov, populiste devenu libéral bourgeois.

5 V. Vorontsov s'était séparé de Mikhaïlovsky. De l'impossibilité du développement en Russie de la production capitaliste, il tirait cette conclusion qu'« *il n'y a pas non plus en Russie de*

vsky, ni les autres collaborateurs de la *Rouskoïé Bogatstvo* (*La Richesse russe*) actuelle. Il ne serait pas juste, assurément, de nier ces divergences entre les populistes au sens étroit du terme et les populistes en général, mais il le serait encore moins d'ignorer que les idées sociales et économiques fondamentales de tous les populistes coïncident sur les points énumérés. Or, comme les « disciples russes » repoussent précisément ces idées fondamentales, et non seulement leurs « déviations fâcheuses », ils ont évidemment le droit d'employer la notion de populisme dans le sens large. Non seulement ils en ont le droit, mais ils ne peuvent faire autrement.

Passant en revue les idées essentielles, définies plus haut, du populisme, nous devons constater d'abord que « l'héritage » n'y est absolument pour rien. Il existe de nombreux représentants et gardiens incontestables de cet « héritage » qui n'ont rien de commun avec le populisme, qui ne posent même pas la question du capitalisme, ne croient pas à l'originalité de la Russie et de la commune paysanne et ne remarquent dans la gent intellectuelle et les institutions juridiques aucun facteur capable de « faire dévier » l'histoire. Nous avons nommé plus haut, à titre d'exemple, le directeur du *Viestnik Evropy* (*Messager d'Europe*)[1], qu'on ne saurait accuser de violer les traditions de 1860.

Par contre, il est des hommes dont les idées se rapprochent fort des principes indiqués et qui, franchement, « renient » l'« héritage » : nous nommerons seulement ce même M. Abramov[2], que cite M. Mikhaïlovsky, ou bien

---

classe semblable à la bourgeoisie libérale d'Occident, pas d'appui naturel pour la liberté politique ».

1 M. Stassioulévitch, professeur de l'université de Saint-Pétersbourg, fondateur et directeur de cette grande revue mensuelle de la bourgeoisie libérale. Lénine, dans le chapitre premier du présent ouvrage, avait rappelé en effet qu'il était adversaire du populisme, tout en étant attaché aux principes libéraux de 1860.

2 J. Abramov, publiciste populiste de droite.

M. Youzov. Le populisme que combattent les « disciples russes » n'existait même pas lorsque (pour employer le langage juridique) la succession fut « ouverte », c'est-à-dire vers 1860-1870. Son embryon existait, évidemment, non seulement vers 1860-1870, mais vers 1840 et même avant[1], mais ce n'est pas l'histoire du populisme qui nous occupe maintenant.

Nous voulons seulement, nous le répétons, établir que l'« héritage » de 1860-1870... n'a rien de commun avec le populisme, c'est-à-dire que, pour le fond des idées, il n'y a rien de commun entre eux, et qu'ils posent des questions différentes. Il est des gardiens de l'« héritage » non populistes et des populistes qui ont « renié l'héritage ». Bien entendu, il existe aussi des populistes gardant l'« héritage » ou prétendant le garder. C'est pourquoi d'ailleurs nous parlons de liaison entre l'« héritage » et le populisme. Voyons ce qu'a donné cette liaison.

Premièrement, le populisme a fait un grand pas en avant par rapport aux hommes de 1860, en posant à la pensée sociale des problèmes que les gardiens de l'« héritage » ou bien ne pouvaient pas poser à l'époque, ou bien ne posaient pas et ne posent pas encore aujourd'hui par suite de l'étroitesse de leur horizon. Le fait qu'il a posé ces problèmes est le mérite historique du populisme, et il est clair et naturel qu'en leur donnant une réponse même quelconque il a par là même occupé une place d'avant-garde parmi les courants progressistes de la pensée sociale russe.

1 Voir le livre de Tougane-Baranovsky : *La Fabrique russe*, Saint-Pétersbourg, 1898. (N. L.) Dans ce livre, Tougane-Baranovsky, un des marxistes légaux, trouve en effet l'origine du populisme chez les « slavophiles » de 1840 et dans le livre fameux du voyageur allemand Haxthausen, publié en 1847, qui « découvrit » en Russie la commune, l'artel et beaucoup de particularités créant une situation économique et sociale toute différente de celle des pays d'Occident.

Mais la solution donnée par le populisme ne valait rien, car elle était fondée sur des théories arriérées, depuis longtemps abandonnées en Occident, sur une critique romantique et petite-bourgeoise du capitalisme, sur l'ignorance des grands faits de l'histoire et de la réalité russes[1]. Tant que le développement du capitalisme et des antagonismes qui lui sont propres était très faible en Russie, cette critique primitive pouvait suffire. Mais au degré actuel de l'évolution, dans l'état actuel de nos connaissances sur l'histoire et la réalité économiques russes, avec les exigences qu'on présente aujourd'hui à une théorie sociologique, le populisme est absolument incapable de nous satisfaire. Progressif en son temps pour avoir le premier posé le problème du capitalisme, il est maintenant réactionnaire et nuisible ; il déroute la pensée sociale, il fait le jeu de la routine et des survivances asiatiques[2] de toute sorte. Le caractère réactionnaire de sa critique du capitalisme lui a même ajouté des traits qui le placent au-dessous des conceptions qui se limitaient à garder fidèlement l'héritage de 1860[3]. Pour le démontrer, nous analyserons chacun des trois traits fondamentaux caractérisant les populistes.

La commune russe n'est pas un phénomène naturel et spontané, mais une création du Moyen Âge ; la petite

1 Tout un article de Lénine : « Pour caractériser le romantisme économique. Sismondi et nos sismondistes », publié en avril-juillet 1897, est consacré à montrer le caractère sentimental, petit-bourgeois et réactionnaire (en fait, sinon en intention) de la critique romantique (c'est-à-dire populiste) du capitalisme.

2 L'artel est en effet, comme le mot même, d'origine asiatique, tatare.

3 J'ai déjà eu l'occasion, dans mon article sur le romantisme économique, de remarquer que nos adversaires font preuve d'une myopie étonnante lorsqu'ils prennent les termes de « réactionnaire » et de « petit-bourgeois » pour des attaques de polémiste, alors que ces expressions ont un sens parfaitement défini dans la philosophie de l'histoire. (N. L.)

production (artels, koustari) n'est pas une entité indépendante, mais, à l'égal de la grande production, une partie de l'économie marchande ; le nombre et l'importance des fabriques ne diminuent pas, mais augmentent.

Premier trait : le capitalisme en Russie est une décadence et une régression. Dès que la question fut posée, le caractère de notre évolution économique fut très vite reconnu, et les populistes déclarèrent que cette évolution était une régression, une erreur, une déviation de la voie soi-disant prescrite par toute l'histoire de la nation, soi-disant consacrée par ses piliers séculaires, etc. La foi ardente dans le progrès céda la place à la méfiance, l'optimisme au pessimisme et à l'abattement, sous prétexte que « *plus les choses iront dans ce sens, et plus il sera difficile de résoudre les problèmes posés par l'évolution nouvelle* » ; on veut « retenir » et « arrêter » l'évolution ; une théorie apparaît selon laquelle le bonheur de la Russie est dans son caractère « arriéré », etc. Tout cela non seulement n'a rien de commun avec l'« héritage » de 1860, mais est en contradiction flagrante avec lui. Considérer le capitalisme comme une déviation ou une décadence conduit à dénaturer le sens de toute l'évolution économique de la Russie, à dénaturer le sens du grand changement qui s'opère sous nos yeux. Séduit par le désir de retenir et d'arrêter la « *dislocation par le capitalisme de nos piliers séculaires* »[1], le populiste révèle une absence surprenante de sens historique, il oublie que derrière ces piliers il n'y a rien, sinon la même exploitation que derrière le capitalisme, jointe à des formes multiples de servitude et de dépendance personnelle, il n'y a que routine et stagnation dans la production et, par suite, dans toutes les sphères de la vie sociale. En combattant de son point de vue romantique et petit-bourgeois le capitalisme, le populiste jette par-dessus bord tout réalisme historique :

1 L'expression appartient aux populistes.

il compare toujours la réalité du capitalisme à l'idée qu'il se forge des régimes précapitalistes. L'« héritage » des hommes de 1860, avec leur foi ardente dans la valeur progressive de l'évolution sociale donnée, avec leur haine implacable tournée tout entière contre les survivances du passé, avec leur conviction qu'il suffirait de balayer ces survivances pour que tout allât au mieux, non seulement n'est pour rien dans les conceptions du populisme, mais les contredit formellement.

Second trait : la foi en l'originalité de la Russie, l'idéalisation du paysan, de la commune traditionnelle, etc. La doctrine de l'originalité de la Russie a obligé les populistes à se cramponner à des théories occidentales périmées et à traiter avec une légèreté incroyable bien des acquisitions de la culture occidentale : ils se consolaient à la pensée que, si certains traits de l'humanité civilisée nous font défaut, il « nous est réservé » de montrer au monde de nouveaux modes d'économie, etc. Non seulement on évitait d'appliquer à la sainte Russie l'analyse du capitalisme et de ses manifestations donnée par la pensée européenne d'avant-garde, mais on s'évertuait à imaginer toutes sortes de réserves pour ne pas porter sur le capitalisme russe les mêmes conclusions que sur celui d'Occident. Les populistes tiraient leur révérence aux auteurs de l'analyse du capitalisme[1] et... demeuraient le plus tranquillement du monde les mêmes romantiques contre lesquels ces auteurs ont combattu durant toute leur vie. Cette doctrine, commune à tous les populistes, sur l'originalité de la Russie n'a rien non plus de commun avec l'héritage de 1860.

1 V. V. et N-on admettaient dans Marx la théorie de la valeur, du capital et de la plus-value, mais refusaient de l'appliquer à la Russie. Mikhailovsky lui-même rendait hommage à la profondeur de l'analyse de la société capitaliste faite par Marx. N-on donna même une traduction du *Capital* de Marx.

Les hommes de 1860, au contraire, voulaient européaniser la Russie, croyaient qu'elle se joindrait à la civilisation européenne, s'occupaient de transplanter cette civilisation sur notre sol, pas original du tout. Toute doctrine soutenant l'originalité de la Russie est en désaccord complet avec l'esprit et la tradition de 1860. L'idéalisation du régime rural tranche davantage encore avec cette tradition. Cette fausse idéalisation, qui veut à tout prix voir dans le village russe quelque chose de particulier, ne ressemblant en rien à celui des autres pays en période précapitaliste, est en contradiction criante avec la tradition objective et réaliste de 1860. Plus le capitalisme s'est développé, manifestant de plus en plus vivement dans les campagnes les antagonismes communs à toute société marchande, plus s'est accentué le contraste entre les contes idylliques des populistes sur l'esprit de communauté du paysan, sur son esprit d'association (artels), etc. et la réalité, c'est-à-dire la différenciation des paysans en une bourgeoisie rurale et un prolétariat rural ; plus les populistes, continuant à tout considérer par les yeux des paysans, se sont transformés rapidement, de romantiques sentimentaux en idéologues de la petite bourgeoisie, car, dans la société actuelle, le petit producteur se transforme en producteur pour le marché. Leur fausse idéalisation du village et leurs illusions romantiques sur l'« esprit de communauté » du paysan ont amené les populistes à négliger les besoins véritables des paysans, découlant de l'évolution économique. On pouvait, en théorie, parler tant qu'on voulait de la force des « piliers » traditionnels, mais, en pratique, chaque populiste sentait très bien que la disparition des survivances du passé, des vestiges du régime d'avant la réforme[1], qui, encore maintenant, empêtrent le paysan des pieds à la tête, ouvrirait la route précisément à l'évolution capitaliste, et non à une autre.

1 L'abolition du servage.

Plutôt la stagnation que le progrès capitaliste ! tel est, au fond, le point de vue de tout populiste sur le paysan, quoique, bien entendu, fort peu se décident à l'avouer avec la franchise naïve de M. V. V. « *Les paysans, assujettis à leur lot*[1] *et à leur commune, privés de la faculté d'appliquer leur travail là où il est le plus productif et le plus avantageux pour eux, se sont comme figés dans la même forme d'existence, compacte, grégaire, improductive, avec laquelle ils sont sortis du servage.* » Ainsi parlait un des tenants de l'« héritage »[2]. Que les paysans restent figés dans leur vie routinière et patriarcale, plutôt que de déblayer la voie au capitalisme dans les campagnes ! ainsi pense au fond tout populiste. Il ne se trouvera probablement pas un seul populiste qui ait le courage de contester que la commune paysanne, institution fermée de caste, avec sa caution solidaire et l'interdiction d'aliéner la terre ou de refuser le lot légal, soit en contradiction éclatante avec la réalité économique, avec le régime capitaliste actuel, avec le sens de l'évolution. Il est impossible de nier cette contradiction, mais justement les populistes craignent comme le feu de poser la question, de comparer les conditions juridiques de la vie paysanne avec sa réalité économique, avec l'évolution économique. Le populiste veut obstinément croire en une évolution sans capitalisme, produit romantique de son imagination, et c'est pourquoi... il est prêt à arrêter l'évolution réelle, qui suit la voie capitaliste. Quant à l'exclusivisme de caste de la commune paysanne, à la caution solidaire, au droit de vendre le lot légal ou de le refuser, le populiste aborde ces questions avec une extrême circonspection, avec une grande inquiétude quant au sort des « piliers » (des piliers de la routine et de la stagnation) ; bien plus, il tombe

1 Le lot de terre reçu lors de l'affranchissement, et que le paysan n'avait pas le droit d'aliéner,

2 Skaldine, dont Lénine analyse les vues dans le chapitre premier du présent ouvrage.

même si bas qu'il approuve l'interdiction policière faite aux paysans d'aliéner leur lot. « *Le moujik est stupide, dit en somme le populiste, il ne sait pas arranger son sort lui-même. Si personne ne prend soin de lui, il brûlera les forêts, massacrera le gibier, exterminera le poisson, gâtera la terre et finira par mourir de faim.*[1] » Là, le populiste ouvertement « renie l'héritage » de 1860 et devient réactionnaire. Remarquez que l'abolition du caractère fermé de la commune paysanne est, à mesure que l'évolution économique avance, une nécessité de plus en plus vitale pour le prolétariat rural, alors que les incommodités qui en résultent pour la bourgeoisie rurale sont loin d'être aussi considérables. Le moujik aisé peut facilement prendre à ferme un bien, ouvrir un établissement dans un autre village, voyager où il veut et tant qu'il veut pour commercer. Mais pour le paysan qui vit principalement de la vente de sa force de travail, l'assujettissement à son lot et à sa commune implique une gêne énorme dans son activité économique, l'impossibilité de chercher un employeur plus avantageux, la nécessité de vendre sa main-d'œuvre aux acheteurs locaux, qui en donnent toujours moins et imaginent toutes sortes de servitudes.

Une fois tombé sous l'empire des illusions romantiques, le populiste qui s'était d'abord proposé de soutenir et de sauver, en dépit de l'évolution économique, les « piliers » de la Russie, roule, sans s'en apercevoir, jusqu'aux côtés de l'agrarien, qui veut de tout cœur maintenir et renforcer l'« attache du paysan à la terre ». Ainsi le régime de caste de la commune fermée a engendré un nouveau procédé de louage : les patrons des fabriques et des domaines envoient leurs commis dans les villages connus comme insolvables pour enrôler des ouvriers aux conditions les plus avantageuses. Heureusement, les

1 Engelhardt se moque en ces termes de l'état d'esprit qui inspire les mesures policières prétendant faire le bonheur du paysan. (Voir chapitre II du présent ouvrage.)

progrès du capitalisme agraire, détruisant l'état sédentaire du prolétaire (tel est l'effet des métiers qui obligent le paysan à quitter son village), remplacent peu à peu le nouveau servage par le louage libre.

Une autre confirmation, non moins frappante peut-être, de ce que nous avons dit du mal causé par les théories actuelles des populistes est que l'idéalisation du métayage est parmi eux un fait courant. Engelhardt, après sa chute populiste[1], en est arrivé à écrire qu'« il serait bon » de généraliser le métayage. Nous avons trouvé la même idée dans le fameux projet de M. Youjakov sur les lycées agricoles (*Rouskoïé Bogatstvo*, 1895, n° 5)[2]. M. V. V., collaborant à la même revue qu'Engelhardt[3], s'est appliqué, en de sérieux articles économiques, à la même idéalisation : d'après lui, le paysan aurait triomphé du grand propriétaire qui voulait implanter le capitalisme ; mais le malheur est que le paysan, pour obtenir des terres à ferme, s'engage à travailler les terres du propriétaire et rétablit ainsi le système économique qui existait lors du servage. Voilà les exemples les plus frappants de l'esprit réactionnaire dans lequel nos populistes envisagent les problèmes agraires.

1 Dans le chapitre II du présent ouvrage, Lénine montre comment cet auteur, qui est un agriculteur-praticien, un réaliste reconnaissant la « capitalisation » des campagnes, la division croissante de la classe paysanne en riches et en prolétaires, réclamant la liberté pour le paysan, tire de ses constatations positives une « foi » populiste injustifiée.

2 Youjakov, préconisant l'enseignement secondaire obligatoire et gratuit pour toute la population des deux sexes, proposait le système suivant : « *Le travail d'un espace de terre* [par les élèves] *leur... garantit une alimentation abondante, agréable et saine... jusqu'à la fin des études secondaires...* », tandis qu'il y aurait dans les villes des lycées du type actuel pour les gens capables de payer. Lénine critique cette théorie dans l'article déjà cité : « Quelques perles de l'utopisme populiste ».

3 *Otiétchestvennié Zapiski* (*Notes de la patrie*).

Vous trouverez cela, sous des aspects moins nets, chez chaque populiste. Chaque populiste parle des méfaits et du danger du capitalisme dans notre agriculture : le capitalisme, voyez-vous, substitue au paysan indépendant le prolétaire rural. La réalité capitaliste (le prolétariat rural) est opposée à la fiction du paysan « indépendant » : on fonde cette fiction sur le fait que le paysan précapitaliste possède ses instruments de production, en oubliant de dire qu'il paie ces instruments le double de leur valeur, que ces instruments lui servent à travailler pour autrui, que son existence « indépendante » est si lamentable que dans n'importe quel pays capitaliste on le classerait parmi les indigents, et qu'à la misère désespérée et à l'inertie intellectuelle de ce paysan « indépendant » vient s'ajouter encore la servitude personnelle qui accompagne inévitablement les formes économiques précapitalistes.

Le troisième caractère du populisme, l'ignorance de la liaison des intellectuels et des institutions juridiques et politiques avec les intérêts matériels de certaines classes sociales, est inséparable des précédents : il fallait cette absence de réalisme sociologique pour engendrer la doctrine de l'erreur du capitalisme russe et de la possibilité de « faire dévier » ce capitalisme de sa route. Cette conception du populisme, encore une fois, n'a aucun rapport avec l'« héritage » et les traditions de 1860 ; elle est en contradiction flagrante avec ces traditions. Il en résulte naturellement une manière d'envisager les nombreuses survivances de la réglementation d'avant la réforme que des « héritiers » fidèles n'auraient jamais pu partager. Nous nous permettons de citer les excellentes réflexions de M. V. Ivanov dans l'article « Une mauvaise invention » (*Novoïé Slovo*, septembre 1897) [1]. L'auteur parle du fameux

1 Le *Novoïé Slovo* était une revue populiste, achetée au début de 1897 par les marxistes et à laquelle collaborèrent, sous divers pseudonymes, Strouvé, Tougane-Baranovsky, Poulgakov, Berdiaev, les « marxistes légaux », mais aussi Lénine, Potressov,

roman de M. Boborykine[1] : *Autrement* et dénonce son incompréhension du différend entre les populistes et les « disciples ». M. Boborykine met dans la bouche de son héros, populiste, un reproche à l'adresse des « disciples », qui rêveraient « *d'une caserne avec un despotisme intolérable de réglementation* ». V. Ivanov remarque :

Non seulement ils [les populistes] n'ont pas attribué à leurs adversaires le rêve d'un « *despotisme intolérable de réglementation* », mais ils ne pouvaient pas le faire, s'ils voulaient rester des populistes. Le fond de leur différend avec les partisans du « matérialisme économique » est au contraire que, selon eux, les survivances de l'ancienne réglementation peuvent servir de base à une réglementation nouvelle. Le caractère intolérable de cette ancienne réglementation disparaît, à leurs yeux, d'abord devant l'idée que « l'âme paysanne (une et indivisible) évolue », elle aussi, vers la réglementation, et ensuite devant leur foi en la beauté morale actuelle ou prochaine des intellectuels, de la « société », ou, en général, des « classes dirigeantes ». Ils accusent les tenants du matérialisme économique de parti pris en faveur du régime occidental, fondé sur l'absence de réglementation. Le matérialisme économique affirme en effet que les vestiges de l'ancienne réglementation, qui a poussé sur le terrain de l'économie naturelle, deviennent de plus en plus « intolérables » à un pays qui est entré dans l'âge de la monnaie, avec les

Plékhanov et Véra Zassoulitch, et, d'autre part, Victor Tchernov, alors allié des marxistes contre le populisme dégénéré. La revue fut confisquée par le gouvernement en décembre 1897. V. Ivanov est le pseudonyme de Véra Zassoulitch.

1 P. Boborykine est un polygraphe libéral qui a écrit entre autres plus de trente romans. Dans celui qui est intitulé *Autrement*, il prétend mettre en action le débat entre populistes et marxistes. Véra Zassoulitch l'accuse de ne connaître Marx et les marxistes qu'à travers Slonimsky, son confrère du *Messager d'Europe*, c'est-à-dire à travers le prisme d'un bourgeois libéral.

bouleversements innombrables qui s'ensuivent et dans la situation matérielle et dans la physionomie intellectuelle et morale des diverses classes de la population. C'est pourquoi ils sont convaincus que les conditions nécessaires à l'apparition d'une nouvelle « réglementation » bienfaisante de la vie économique ne peuvent pas sortir des vestiges de la réglementation appropriée à l'économie naturelle et au servage, et n'apparaîtront que dans une atmosphère complètement libre, comme celle qui existe dans les pays civilisés d'Occident et d'Amérique. Ainsi se pose la question de la « réglementation » entre les populistes et leurs adversaires (pages 11 et 12).

Cette opinion des populistes sur les « vestiges de l'ancienne réglementation » est peut-être la manifestation la plus nette de leur reniement de l'« héritage » de 1860. Les « héritiers » fidèles, nous l'avons vu, se distinguaient par la condamnation absolue et passionnée de tous les vestiges de l'ancienne réglementation. Donc, sous ce rapport, les « disciples » sont beaucoup plus près des « traditions » et de l'« héritage » de 1860 que les populistes.

Leur absence de réalisme sociologique, outre l'erreur très importante que nous venons d'indiquer, conduit les populistes à une manière particulière de penser et de raisonner sur les affaires et questions sociales, que l'on peut qualifier de présomption intellectuelle, ou peut-être encore de mentalité bureaucratique. Le populiste se demande toujours : quelle voie devons-« nous » choisir pour notre patrie, quelles calamités fondront sur nous si « nous » orientons notre patrie dans telle direction, quel aboutissement obtiendrons-« nous », si nous évitons les dangers de la voie qu'a suivie la vieille Europe, si nous « prenons ce qu'il y a de bon » et en Occident et dans notre vieille tradition « communale » ? etc., etc. De là, la méfiance et le dédain du populiste envers les diverses classes sociales, qui font l'histoire conformément à leurs intérêts. De là, la légèreté inouïe avec laquelle le populiste,

oubliant tout ce qui l'entoure, se lance dans les projets sociaux de toutes sortes, depuis l'« organisation du travail agricole » jusqu'à « la communalisation de la production ». « *Mit der Gründlichkeit der geschichtlichen Action wird der Umfang der Masse zunehmen deren Action sie ist* »[1]. Ces paroles expriment une des vérités les plus profondes de cette théorie de la philosophie de l'histoire que ne veulent ni ne peuvent comprendre nos populistes. À mesure que l'activité créatrice des hommes gagne en étendue et en profondeur, augmente aussi la partie de la population qui est un facteur conscient de l'histoire[2]. Le populiste, lui, a toujours raisonné sur la population en général, et sur la population laborieuse en particulier, comme sur un objet passif de mesures plus ou moins raisonnables, sur une matière brute qu'on pourrait diriger dans telle ou telle voie ; il n'a jamais considéré les diverses classes comme des facteurs historiques indépendants dans une voie donnée ; il n'a jamais posé ce problème : quelles sont, dans cette voie, les conditions capables de développer (ou, au contraire, de paralyser) l'action indépendante et consciente de ces créateurs de l'histoire ?

Ainsi, quoique le populisme ait accompli un grand progrès sur l'« héritage » des « philosophes » de 1860, en posant la question du capitalisme en Russie, la solution qu'il a donnée est absolument insuffisante. Avec leur point de vue petit-bourgeois et leur critique sentimentale du capitalisme, les populistes se sont trouvés, sur plusieurs points essentiels de la vie sociale, en arrière des « philosophes ». Leur adhésion à l'héritage et aux traditions de nos « philosophes » a été, en fin de compte, un désavantage ; le populisme n'a pas su résoudre les nouveaux problèmes posés à la pensée sociale russe par le

1 Marx : *La Sainte Famille*. (N. L.)

2 Cette phrase est la traduction légèrement commentée de la citation précédente de Marx.

développement économique consécutif à l'abolition du servage ; il s'est borné à des lamentations sentimentales et réactionnaires ; quant aux problèmes anciens, déjà posés par les « philosophes », il les a compliqués de son romantisme et en a retardé la solution totale.

IV
Les « philosophes », les populistes et les « disciples »

Nous pouvons maintenant faire le bilan. Comparons brièvement les trois courants de la pensée sociale nommés dans le titre de ce chapitre :

Le « philosophe » a foi en l'évolution sociale donnée, car il ne remarque pas les antagonismes qu'elle recèle. Le populiste la craint, car il a déjà remarqué ces antagonismes. Le « disciple » a foi en elle, car il voit dans le plein développement de ces antagonismes le gage d'un avenir meilleur. Le premier et le dernier veulent soutenir, accélérer, faciliter l'évolution donnée, écarter les obstacles qui l'entravent et la retardent. Le populiste, au contraire, s'efforce de retenir et d'arrêter cette évolution, craint la disparition d'un obstacle au développement du capitalisme. Le premier et le dernier peuvent être appelés optimistes : plus les choses iront comme elles vont, mieux cela vaudra. Le second tombe naturellement dans le pessimisme : plus les choses iront comme elles vont, et pis ce sera.

Les « philosophes » ne se demandaient pas ce qui se passerait après la réforme, ils se bornaient à la lutte contre les survivances de l'ancien régime, à la tâche négative de déblayer le chemin pour une évolution à l'européenne. Le populisme a posé la question du capitalisme, mais a conclu que le capitalisme est réactionnaire, et c'est pourquoi il n'a pas pu recevoir intégralement l'héritage des « philosophes » : il a toujours fait la guerre à ceux qui voulaient européaniser la Russie en général au point de

vue de l'« unité de la civilisation » ; il leur a fait la guerre, non parce qu'il ne pouvait se contenter de leur idéal (il aurait eu raison), mais parce qu'il ne voulait pas aller si loin dans cette civilisation capitaliste. Les « disciples » considèrent le capitalisme en Russie comme un progrès, et c'est pourquoi non seulement ils peuvent, mais ils doivent accepter intégralement l'héritage des « philosophes », en le complétant par l'analyse des contradictions internes du capitalisme du point de vue des producteurs non possédants.

Les « philosophes » ne distinguaient pas comme objet de leur attention les classes de la population ; ils parlaient non seulement du peuple en général, mais de la nation en général. Les populistes voulaient représenter les intérêts du travail, sans toutefois indiquer de groupes définis dans le système économique actuel. En réalité, ils adoptaient toujours le point de vue du petit producteur, que le capitalisme transforme en producteur de marchandises. Les « disciples », eux, non seulement prennent pour critérium les intérêts du travail, mais ont en vue des groupes bien définis de l'économie capitaliste, à savoir : les producteurs non possédants. La première et la dernière de ces tendances correspondent, par leur contenu, aux intérêts des classes que le capitalisme engendre et développe ; le populisme correspond aux intérêts de la classe des petits producteurs, de la petite bourgeoisie, occupant une place intermédiaire entre les autres classes de la société contemporaine. C'est pourquoi la façon contradictoire dont les populistes se comportent envers l'« héritage » n'est point fortuite, elle est le résultat inévitable de leurs conceptions. Un des traits principaux des « philosophes » était leur désir ardent d'européaniser la Russie ; les populistes ne peuvent pas, sans cesser d'être populistes, partager entièrement ce désir.

En fin de compte, nous revenons à la conclusion que nous avions maintes fois tirée déjà, sur des points

particuliers : les « disciples » sont des gardiens de l'héritage beaucoup plus conséquents, beaucoup plus fidèles que les populistes. Non seulement ils ne le renient point, mais ils considèrent comme un de leurs devoirs primordiaux de réfuter les appréhensions romantiques et petites-bourgeoises qui obligent les populistes à répudier, sur beaucoup de points très importants, l'idéal européen de nos philosophes. Mais il va de soi que les « disciples » ne gardent pas l'« héritage » comme les archivistes conservent les vieux papiers. Garder l'héritage ne signifie pas s'y limiter, et, à la défense des idées générales d'européanisation, les « disciples » joignent l'analyse des antagonismes que porte en elle notre évolution capitaliste et l'appréciation de cette évolution au point de vue spécifique indiqué plus haut.

❖ ❖ ❖

Dans un dernier chapitre, Lénine conclut que Mikhaïlovsky n'a aucun droit d'accuser les social-démocrates d'attaquer l'héritage de 1860, puisque ces derniers, au contraire, reprochent aux populistes de n'avoir pas su résoudre dans l'esprit de cet « héritage » les problèmes nouveaux surgis après la réforme.

Lénine revient encore sur la critique du populisme dans un grand ouvrage fortement documenté : *Le Développement du capitalisme en Russie*, écrit également pendant son exil de Sibérie et publié à Saint-Pétersbourg en avril 1899.

Après quoi il abandonne cet adversaire déjà réduit à l'impuissance et réfuté pratiquement par les progrès du capitalisme en Russie (2 098 000 ouvriers industriels en 1898) et par l'animation du mouvement ouvrier (500 000 grévistes de 1894 à 1899) et se consacre tout entier à la constitution d'un véritable parti social-démocrate.

Contre les économistes

Le premier programme des social-démocrates russes avait été lancé en 1884 par le groupe Libération du travail, dont les principaux inspirateurs étaient Plékhanov et Axelrod, depuis plusieurs années déjà fixés à l'étranger. Ce groupe contribue grandement à la formation d'un cadre d'intellectuels social-démocrates.

La grande famine de 1891 et le besoin d'action qu'elle suscita parmi les classes instruites poussèrent ces intellectuels à la rencontre du mouvement ouvrier grandissant : dans cette période, se multiplient les cercles où, sous la direction d'intellectuels, quelques ouvriers plus développés étudient le marxisme.

Mais bientôt les exigences de la lutte poussent les cercles à se grouper, par régions, en ligues. La plus importante est la Ligue pétersbourgeoise de lutte pour la libération de la classe ouvrière, fondée en 1895 avec la participation de Lénine. Tout le groupe central d'organisation qu'elle avait à sa tête fut arrêté à la fin de la même année et exilé en Sibérie, mais elle-même continua à fonctionner. Nous trouvons des ligues analogues, au cours des années suivantes, à Moscou, Kiev, Iékatérinoslav, Nikolaev, etc.

Le besoin d'une liaison nationale entre les organisations social-démocrates de Russie devenait de plus en plus évident. Malgré de grandes difficultés, les représentants des ligues de Saint-Pétersbourg, Moscou, Kiev, Iékatérinoslav et ceux du Bund israélite en formation dans les provinces de l'Ouest (Lithuanie et Pologne) se réunirent le 1er mars 1898 à Minsk. Ce congrès fondit les diverses ligues en un parti ayant à sa tête un comité central et décida de faire de la *Gazette ouvrière* publiée à Kiev l'organe central du parti. Il est

pour cette raison considéré comme le premier congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

L'arrestation de la plupart des membres du congrès ne permit pas la mise en pratique de ses résolutions. D'autre part, aucun programme n'avait été adopté. Le plus grand trouble au sujet de la doctrine et de la tactique continua à régner.

D'une part, certains social-démocrates accordaient une importance presque exclusive à la lutte économique de la classe ouvrière, remettant à plus tard les revendications politiques essentielles. Se désintéressant de tout ce qui n'était pas le duel économique entre le Travail et le Capital, ils passaient à côté du mouvement universitaire, du mouvement paysan, du mouvement libéral des zemstvos (municipalités rurales), et ils aboutissaient pratiquement à isoler le parti ouvrier de l'ensemble du grand mouvement antiabsolutiste. Cette tendance était représentée à Saint-Pétersbourg par le journal *Rabotchaïa Mysl (La Pensée ouvrière)*, qui avait commencé à paraître en 1897 et opposait nettement la lutte professionnelle des ouvriers, comme mouvement spécifique de classe, à la lutte politique contre l'autocratie, mouvement de toute la démocratie en général.

L'économisme, comme on l'appela, fut fortifié par la publication, en juin 1897, des lois réduisant la journée de travail, obtenues à la suite d'une vague de grèves. Il l'emporta non seulement en Russie, mais aussi dans le groupe des social-démocrates russes émigrés, qui se divisa.

D'autre part, certains intellectuels bourgeois, qui avaient adhéré au marxisme parce qu'ils voyaient dans la classe ouvrière la force principale destinée à renverser l'ancien régime politique, estimaient que l'objectif principal du mouvement devait être politique, plutôt que social. Plus ennemis de l'autocratie qui entravait les progrès de la bourgeoisie que partisans du socialisme destiné à succéder au capitalisme, ils étaient prêts à adopter la théorie qui justifierait leurs tendances.

C'étaient ceux qu'on appelait les marxistes légaux, et l'apparition dans la social-démocratie allemande de la théorie de Bernstein[1], qui révisait le marxisme dans le sens antirévolutionnaire des réformes et de la collaboration des classes, les renforça considérablement. Leurs chefs étaient Strouvé, Boulgakov et Tougane-Baranovsky. Évoluant rapidement dans le même sens, ils devaient bientôt former, en 1901-1902, avec le groupe Libération, le noyau du parti bourgeois constitutionnel-démocrate ou cadet.

Enfin, en 1899, fut mis en circulation un document qui risquait d'établir une sorte d'alliance entre l'économisme et le réformisme à la Bernstein : c'était celui qui fut connu plus tard sous le nom de Credo, et qui était l'œuvre de E. Kouskova, membre du groupe des social-démocrates russes à l'étranger. Sa thèse générale était celle-ci : aux ouvriers, la lutte pour les améliorations économiques partielles ; aux classes possédantes, la lutte pour la liberté politique.

Il était donc urgent de faire l'unité de la social-démocratie autour d'un programme précis et d'une organisation ferme. Lénine s'en occupa déjà de Sibérie : il avait rédigé, dès la fin de 1897, un exposé des objectifs pratiques de la social-démocratie ; il avait fait adopter par un groupe de dix-sept de ses amis une résolution de protestation contre le Credo. Revenant d'exil, en 1900, avec Martov et Potressov, il se donna la tâche de constituer véritablement ce Parti social-démocrate qui n'existait que formellement depuis le congrès de 1898.

Le mouvement ouvrier, un moment calmé, reprenait avec une force nouvelle et comprenait mieux la nécessité de la lutte politique depuis que les lois de 1897 étaient souvent violées par les patrons avec l'aide du gouvernement. Le mouvement des étudiants

1 Son livre : *Les Prémisses du socialisme et les objectifs de la social-démocratie* ne parut qu'en 1899, mais sa doctrine était déjà connue auparavant par ses articles.

entraînait dans son atmosphère révolutionnaire une fraction même des classes possédantes. La situation était donc éminemment favorable à la fondation d'un parti ouvrier révolutionnaire menant à la fois la bataille pour le socialisme et pour le renversement de l'autocratie.

La première chose à faire était d'avoir un journal comme centre de doctrine et de direction. Comme les persécutions policières rendaient pratiquement impossible la publication régulière d'un organe en Russie, Lénine se rendit à l'étranger et négocia avec le groupe de la Libération du travail, c'est-à-dire Plékhanov, V. Zassoulitch et Axelrod, la fondation de l'*Iskra*[1].

Le journal fut installé à Munich, grâce au concours des social-démocrates allemands, et le premier numéro parut le 21 décembre 1900 (3 janvier 1901). Le texte qui suit est l'article de tête de ce premier numéro.

1 *Iskra* signifie « étincelle ». Le journal porte cette épigraphe, prise de la réponse des décembristes à Pouchkine : « *De l'étincelle jaillira la flamme* ».

Nos objectifs immédiats[1]

(*Iskra*, n° 1, décembre 1900)

La social-démocratie russe a déclaré plus d'une fois que l'objectif immédiat du parti ouvrier est le renversement de l'autocratie et la conquête de la liberté politique. Ses porte-parole, les membres du groupe Libération du travail, l'avaient dit il y a plus de quinze ans[2] ; les représentants des organisations social-démocratiques qui ont formé au printemps de 1898 le Parti ouvrier social-démocrate de Russie l'ont de même affirmé, il y a deux ans et demi[3].

En dépit de ces déclarations réitérées, la question des objectifs politiques de la social-démocratie en Russie redevient actuelle. On exprime des doutes sur la justesse de la solution indiquée. On affirme que la lutte économique doit être prépondérante, on relègue au second plan les buts politiques du prolétariat, on les rétrécit et on les limite, on prétend même que vouloir constituer un parti ouvrier indépendant en Russie, c'est faire le perroquet, et que les ouvriers doivent se borner à la lutte économique en laissant la lutte politique aux intellectuels alliés aux libéraux. Cette apparition d'une nouvelle profession de foi (le fameux Credo)[4] revient à dire que le prolétariat russe n'est pas majeur et à répudier le

1 *Œuvres complètes*, édition russe, t. IV, p. 11-15.

2 Dans leur programme, publié en 1884.

3 Le manifeste du premier congrès du Parti social-démocrate déclare que le principal objectif du parti est la conquête de la liberté politique.

4 Cette dénomination de Credo, devenue usuelle après la campagne de protestation suscitée par Lénine, n'avait pas été

programme social-démocrate. La *Rabotchaïa Mysl* (surtout dans son supplément)[1], s'est en somme prononcée dans ce sens. La social-démocratie russe traverse une période d'hésitation, une période de doute allant jusqu'à la négation de soi-même. D'une part, on détache le mouvement ouvrier du socialisme ; on aide les ouvriers à mener la lutte économique, mais on ne leur explique pas du tout ou pas assez les buts socialistes et les objectifs politiques du mouvement dans son ensemble. D'autre part, le socialisme se détache du mouvement ouvrier ; les socialistes russes recommencent à dire que la lutte contre le gouvernement sera menée par les intellectuels avec leurs propres forces, les ouvriers se cantonnant dans la lutte économique.

Trois sortes de circonstances ont, à notre avis, préparé le terrain à ces erreurs regrettables. Premièrement, à l'origine, les social-démocrates russes se sont bornés à la propagande dans les cercles ; abordant ensuite l'agitation dans la masse, ils n'ont pas toujours su éviter l'autre extrême[2]. Deuxièmement, à l'origine, nous avons eu très

---

donnée au document par son auteur, Kouskova, mais par la sœur de Lénine, qui le lui avait transmis sous ce titre.

1 La *Rabotchaïa Mysl* parut, à l'étranger, jusqu'en décembre 1902 ; Lénine a en vue un supplément publié à part en septembre 1899.

2 Les cercles fonctionnaient sous la direction d'un intellectuel et groupaient seulement les ouvriers les plus développés ; ils étudiaient surtout les questions théoriques, *le Capital* de Marx, etc., et avaient une tendance à s'isoler de la vie de l'ensemble des ouvriers.
Le passage de cette méthode à celle de l'agitation dans la masse, sous l'influence du large mouvement gréviste de la fin du siècle, obligeait les social-démocrates à grouper les ouvriers sur le terrain de leurs revendications économiques immédiates. La brochure : *De l'Agitation* (œuvre de Martov et d'un social-démocrate de Vilna), très répandue de 1894 à 1900, disait que, pour élever la classe ouvrière au niveau de la lutte de classe organisée avec des objectifs politiques, la social-démocratie

souvent à défendre notre existence contre les *narodovoltsi*[1], qui entendaient par « politique » une activité sans liaison avec le mouvement ouvrier, qui réduisaient la politique à la conspiration. Repoussant cette « politique », nous sommes tombés dans l'exagération en reléguant au second plan la politique en général. Troisièmement, militant isolément dans de petits cercles ouvriers, les social-démocrates n'ont pas prêté assez d'attention à l'organisation d'un parti révolutionnaire coordonnant les groupes locaux et permettant un travail révolutionnaire régulier. La prépondérance de l'action isolée entraîne naturellement la prépondérance de la lutte économique.

Pour toutes ces raisons, on s'est engoué d'un des aspects du mouvement. La tendance économique (si l'on peut parler de tendance) a tenté d'ériger cette étroitesse en théorie et d'utiliser pour cela le bernsteinisme à la mode, la « critique du marxisme » à la mode, qui présente les vieilles idées bourgeoises sous un nouveau pavillon. Cette tentative a engendré le danger d'un affaiblissement de la liaison entre le mouvement ouvrier et la social-démocratie comme champion de la liberté politique. Or, notre devoir essentiel est de renforcer cette liaison.

La social-démocratie est la réunion du mouvement ouvrier et du socialisme ; son rôle n'est pas de servir passivement le mouvement ouvrier à chacun de ses stades[2], mais de représenter le mouvement dans son ensemble, de lui indiquer le but final et les objectifs politiques, de sauvegarder son indépendance politique et doctrinale. Isolé de la social-démocratie, le mouvement ouvrier se rapetisse et tombe inévitablement dans la mare bourgeoise : cantonnée dans la lutte économique, la classe ouvrière

doit d'abord la grouper dans ses mouvements et conflits spontanés purement économiques.

1 Membres de la Narodnaïa Volia.

2 Allusion à la théorie des « économistes ». Voir nos extraits de *Que faire ?* avec l'introduction.

perd son indépendance politique, se traîne à la remorque des autres partis, trahit la grande devise : « *L'affranchissement des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Il y a eu dans tous les pays une période où le mouvement ouvrier et le socialisme existaient indépendamment l'un de l'autre et suivaient chacun son chemin, et dans tous les pays cette séparation a causé la faiblesse du socialisme et du mouvement ouvrier. Partout la réunion du socialisme et du mouvement ouvrier a seule donné une base solide à l'un et à l'autre. Mais partout cette réunion a été un produit de l'histoire, s'est opérée d'une façon particulière, selon les conditions de temps et de lieu. En Russie, sa nécessité a été proclamée en théorie depuis longtemps, mais, pratiquement, elle ne s'élabore qu'actuellement. C'est un processus difficile, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il soit accompagné de toutes sortes d'hésitations et de doutes.

Quelle leçon découle du passé ?

L'histoire de tout le socialisme russe a fait que son objectif immédiat s'est trouvé être la lutte contre le gouvernement autocratique et la conquête de la liberté politique. Notre mouvement socialiste s'est concentré, pour ainsi dire, dans la lutte contre l'absolutisme. D'autre part, nous avons vu qu'en Russie la pensée socialiste est beaucoup plus éloignée de l'avant-garde des classes laborieuses que dans les autres pays, et que cette séparation condamne le mouvement révolutionnaire à l'impuissance[1]. De là la mission de la social-démocratie : inculquer les idées socialistes et la conscience politique à la masse du prolétariat et organiser un parti révolutionnaire indissolublement lié au mouvement ouvrier spontané. La social-démocratie a beaucoup fait dans ce

1 Dans un article écrit par Lénine en 1900 (pour réfuter l'article de tête du supplément de la *Rabotchaïa Mysl* de septembre 1899), on voit comment il se représentait l'histoire des rapports du socialisme et de la classe ouvrière en Russie :

sens, mais il lui reste encore plus à faire. Avec le progrès du mouvement, le champ d'action s'élargit, le travail se diversifie, un nombre toujours plus grand de militants se consacrent aux tâches particulières que font apparaître les besoins quotidiens de la propagande. C'est un phénomène légitime et inévitable, mais il oblige à veiller à ce que des tâches et des procédés particuliers ne soient pas érigés en absolu, à ce qu'un travail préparatoire ne devienne pas le travail principal et unique.

Aider au développement politique et à l'organisation politique de la classe ouvrière, voilà notre tâche fondamentale. La reléguer au second plan ou ne pas lui subordonner tous les objectifs et procédés particuliers, c'est

---

« *La tendance à fondre le socialisme avec le mouvement ouvrier est le grand mérite de Marx et d'Engels : ils ont forgé une théorie révolutionnaire qui explique la nécessité de cette fusion et donne comme objectif aux socialistes l'organisation de la lutte de classe du prolétariat.*

Il en a été exactement de même en Russie. Chez nous aussi le socialisme, durant plusieurs dizaines d'années de son existence, a été séparé de la lutte des ouvriers contre les capitalistes, des grèves ouvrières, etc. D'un côté, les socialistes ne comprenaient pas la théorie de Marx, la jugeaient inapplicable en Russie ; de l'autre, le mouvement ouvrier demeurait à l'état embryonnaire. Quand se formèrent, en 1875, l'Union ouvrière du sud de la Russie et, en 1878, l'Union ouvrière du nord de la Russie, ces organisations ouvrières demeurèrent à l'écart des socialistes russes : elles réclamaient pour le peuple des droits politiques, elles voulaient mener la bataille pour ces droits, et les socialistes russes d'alors voyaient à tort dans l'action politique une déviation du socialisme.

Mais les socialistes russes ne persévérèrent pas dans leur théorie primitive et erronée. Ils allèrent de l'avant, adoptèrent la théorie de Marx, appliquèrent à la Russie la doctrine du socialisme ouvrier, de la social-démocratie. La fondation de la social-démocratie russe est le grand mérite du groupe Libération du travail de Plékhanov, Axelrod et leurs amis. Depuis lors (1883), le mouvement ouvrier, à chacune de ses grandes manifestations, s'est rapproché des social-démocrates, aspire à se fondre avec eux. La fondation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (printemps 1898) est un pas énorme vers cette fusion. »

s'engager dans une fausse voie et porter un coup sérieux au mouvement. Or ils relèguent cette tâche au second plan, ceux qui exhortent les révolutionnaires à combattre le gouvernement avec les seules forces de cercles clandestins détachés du mouvement ouvrier, ceux qui rétrécissent le contenu et l'envergure de la propagande et de l'organisation politiques, qui n'estiment possible et opportun de régaler le prolétariat de « politique » que dans les moments exceptionnels, dans les grandes occasions, qui détaillent la lutte politique contre l'autocratie en revendications partielles et ne se soucient pas assez de transformer ces revendications partielles en une lutte systématique du parti ouvrier révolutionnaire contre l'autocratie.

« Organisez-vous ! », répètent aux ouvriers, sur tous les tons, la *Rabotchaïa Mysl*, les tenants de l'économisme. Nous aussi, évidemment, nous nous joignons à cet appel, mais nous ajoutons : ne vous organisez pas seulement en sociétés de secours mutuel, en caisses de grève et en cercles ouvriers, organisez-vous aussi en un parti politique, organisez-vous pour la lutte décisive contre le pouvoir absolu et contre la société capitaliste. Sans cette organisation, le prolétariat est incapable de s'élever à une lutte de classe consciente ; sans cette organisation, le mouvement ouvrier est condamné à l'impuissance et, avec des caisses, des cercles et des sociétés de secours mutuel, la classe ouvrière n'exécutera jamais la grande mission qui lui incombe : s'affranchir elle-même et affranchir tout le peuple russe de l'esclavage politique et économique. Jamais une classe n'est parvenue au pouvoir sans avoir des chefs politiques, des hommes capables d'organiser le mouvement et de le conduire[1]. La classe ouvrière russe

1 La *Rabotchaïa Mysl* et les économistes étaient naturellement portés, par leur désir de développer l'initiative des ouvriers dans le parti, à réduire les chefs » à un rôle de simples exécuteurs de la volonté des groupes de base.

s'est déjà révélée capable de produire de tels hommes : la lutte qui a pris une large extension durant les cinq ou six dernières années a montré combien elle recèle de forces révolutionnaires, combien les répressions gouvernementales les plus acharnées, loin de le diminuer, augmentent le nombre des ouvriers qui aspirent au socialisme, à la conscience politique, à la lutte politique. Notre congrès de 1898 a bien posé la question, il n'a pas répété les paroles d'autrui, il n'a pas reflété seulement l'emballement des « intellectuels ». Mettons-nous résolument à l'œuvre : plaçons à l'ordre du jour le programme, l'organisation et la tactique du parti.

Nous avons déjà dit notre point de vue sur les thèses principales de notre programme, et ce n'est pas le lieu de les développer[1].

Pour les questions d'organisation, nous avons l'intention de leur consacrer une série d'articles dans les prochains numéros. Elles sont parmi les plus brûlantes. Là-dessus, nous retardons fortement sur l'ancien mouvement révolutionnaire russe ; reconnaissons-le et efforçons-nous d'imaginer une conspiration plus parfaite, une propagande plus systématique de nos procédés de travail, enfin des moyens de duper les gendarmes et d'esquiver les filets de la police. Il nous faut former des hommes qui ne consacrent pas seulement à la révolution leurs soirées libres, mais toute leur vie. Il nous faut des effectifs assez considérables pour permettre la division du travail.

En ce qui touche, enfin, la tactique, nous nous bornons à ceci : la social-démocratie ne se lie pas les mains, ne se limite pas à un plan ou à une méthode fixés une fois pour toutes ; elle admet tous les moyens, pourvu qu'ils correspondent aux forces disponibles du mouvement et

1 Lénine a sans doute en vue la brochure *Les Objectifs des social-démocrates russes*, éditée à l'étranger en 1898, et dont il devait faire paraître une seconde édition en 1902.

donnent la possibilité d'obtenir le maximum de résultats dans les conditions données. Si notre parti est fort et organisé, une grève isolée peut se transformer en manifestation politique, en victoire sur le gouvernement. Si notre parti est fort et organisé, une insurrection locale peut dégénérer en révolution victorieuse. Rappelons-nous que les revendications partielles, les petites concessions réclamées du gouvernement ne sont qu'escarmouches avec l'ennemi, engagements d'avant-postes, et que le combat décisif est encore à venir.

Devant nous se dresse, dans toute sa puissance, la forteresse ennemie ; les boulets et les balles emportent nos meilleurs soldats. Nous devons prendre cette forteresse et nous la prendrons, si nous unissons toutes les forces du prolétariat qui s'éveille et toutes les forces des révolutionnaires en un parti qui attirera tout ce qu'il y a en Russie de vivant et d'honnête. Alors s'accomplira la grande prophétie du révolutionnaire ouvrier Pierre Alexéiev : « *Le bras musculeux de millions de travailleurs se lèvera, et le joug du despotisme, protégé par les baïonnettes des soldats, sera réduit en poussière*[1]. »

1 Le tisserand de Saint-Pétersbourg P. Alexéiev, jugé en 1877 pour avoir fait partie d'un cercle populiste, prononça pour sa défense un discours dans lequel, après avoir décrit le sort misérable de la classe ouvrière, il lançait ce défi. Lénine a toujours marqué la continuité entre la social-démocratie et les révolutionnaires des générations précédentes.

L'abolition du servage, le 19 février (vieux style) 1861, tant vantée par les écrivains bourgeois de Russie et de l'étranger comme un acte de magnanimité du tsar libérateur Alexandre II, avait été en réalité une mesure imposée par toute une série de nécessités économiques et politiques.

Le moment était arrivé où la grande propriété russe n'était plus en état de soutenir, sur le marché mondial des grains, la concurrence des pays occidentaux : un nombre de plus en plus grand de propriétaires attribuaient cette infériorité au faible rendement du travail servile. D'une part, l'économie marchande se développait à l'intérieur : la noblesse foncière avait absolument besoin d'argent ; pour s'en procurer elle avait hypothéqué, dès 1859, 65 % des paysans lui appartenant. De ce côté donc, une réforme radicale était urgente.

D'autre part, la situation impossible dans laquelle se trouvaient les paysans suscitait des mouvements de révolte isolés, mais qui pouvaient se généraliser. En 1848, des domaines avaient été pillés, des policiers massacrés ; en 1854-1855, pendant la guerre de Crimée, la révolte éclata de nouveau. Comme disait le tsar, le grand danger était que la libération des paysans « *commence d'elle-même par en bas* ». Et il pressait les comités, composés de nobles et de fonctionnaires, formés pour étudier la question, de terminer au plus vite leurs travaux.

Les principes sur lesquels, après beaucoup de difficultés, on se mit d'accord, furent les suivants : 1° les paysans attachés à la glèbe sont déclarés personnellement libres, sans redevance aucune ; 2° les propriétaires mettent à leur disposition, contre indemnité, la terre jusqu'alors cultivée par eux ; 3° comme les propriétaires ont besoin d'argent tout de suite, et que les paysans ne peuvent les payer rapidement, l'État se

substitue à ces derniers et les paysans s'acquitteront ensuite envers lui par annuités.

Cependant deux circonstances modifièrent profondément ce tableau de principe : les propriétaires avaient besoin non seulement d'argent, mais aussi de main-d'œuvre à bon marché ; l'État russe, se lançant dans la voie du grand capitalisme, des constructions de chemins de fer et des armements, avait d'énormes besoins financiers.

Il fallait donc que d'abord le paysan, une fois « racheté », restât encore dans la dépendance du seigneur. Pour cela, le meilleur moyen était de ne pas lui donner assez de terre pour vivre, lui, sa famille et son bétail, de telle sorte qu'il fût obligé de travailler pour le grand propriétaire. Le résultat fut obtenu en laissant le propriétaire libre de « s'entendre » avec ses paysans sur l'étendue du lot qu'il leur accordait. En outre, il fut stipulé que ceux qui se résigneraient à ne recevoir qu'un quart du lot normal seraient exemptés de tout rachat. Naturellement la tentation était forte, et principalement dans les régions fertiles du Sud et du Sud-Est, où le prix de rachat était très élevé, beaucoup profitèrent de cette faculté. Quant aux propriétaires, parmi les terres qui auparavant étaient cultivées par les paysans libérés, ils s'arrangèrent pour ne céder à ceux-ci : 1° qu'une partie de ces terres ; 2° la partie la moins fertile ; 3° souvent sous forme d'enclaves ; 4° autant que possible, ni pâturages, ni prés, ni abreuvoirs, ni bois.

Tous ces procédés aboutissaient à maintenir le cultivateur, soi-disant libre, dans la dépendance de son ancien seigneur : le moujik devait, pour vivre, affermer au seigneur tous les champs dont il avait été spolié, il était entraîné, par suite de l'enchevêtrement des parcelles, dans toutes sortes de litiges, où naturellement il était incapable de défendre ses intérêts. En outre, dans la plupart des cas, il s'engageait à payer le fermage en nature, soit intégralement, soit partiellement, ou bien

il concluait un contrat de métayage, ce qui aboutissait toujours à rétablir la corvée.

Il fallait ensuite que le paysan, en s'acquittant envers l'État des annuités de rachat, non seulement, remboursât les sommes avancées par celui-ci aux propriétaires, mais encore alimentât le budget sans cesse croissant. Ce résultat fut obtenu en estimant bien au-dessus de sa valeur le prix de la terre cédée, au moyen de divers artifices de calcul. C'était une façon de faire payer au serf, sans l'avouer, son affranchissement personnel. D'autre part, comme il fallait assurer le recouvrement des annuités et empêcher le paysan d'échapper d'une façon ou de l'autre à ces charges, il fut décidé que la commune rurale serait solidairement responsable des obligations de toutes sortes de ses membres. Comme conséquence, le paysan ne pouvait s'écarter de la commune sans prendre – et payer – un « passeport » délivré sur avis conforme de cette dernière. Cette interdiction de se déplacer n'était pas moins avantageuse au grand propriétaire qu'à l'État : elle lui garantissait une réserve de main-d'œuvre.

De cet ensemble de mesures, il découlait que la population rurale restait, quoique libre, à l'état de caste inférieure, soumise à des charges et à des incapacités juridiques particulières. Il y avait dès lors en Russie un régime d'exploitation agricole mixte : d'une part, le régime capitaliste de la petite propriété et du travail salarié « libre » ; d'autre part, le régime féodal de la corvée. Le premier devait se développer rapidement, mais le second n'en subsistait pas moins, entravant les progrès de l'agriculture, réduisant à la misère les travailleurs des champs.

Les paysans, qui avaient attendu une tout autre « liberté », comprirent confusément, dès qu'il leur fut donné lecture du manifeste pompeux et obscur rédigé par le métropolite Philarète, qu'on les trompait. Dans beaucoup de régions, ils crurent que les nobles et les autorités leur cachaient la véritable « liberté », ils refusèrent d'accepter les conditions que leur offraient les

propriétaires, ils se livrèrent à des actes de violence qui furent cruellement réprimés. Les deux premières années, on enregistra plus de 1 100 cas de « révolte ». Chose singulière, la presse craignit même, au début, de parler du manifeste. À l'étranger, les libéraux Herzen et Ogarev, qui avaient d'abord loué la réforme, la maudirent dès qu'ils connurent son véritable caractère.

Le gouvernement et la noblesse, intéressés à voir la réforme donner les fruits qu'ils en attendaient, veillèrent d'abord à la faire appliquer telle qu'elle sortait de leurs mains. Le soin de présider aux accords entre propriétaires et paysans était confié à des « arbitres » qui, pour la première fois, furent désignés pour trois ans par les gouverneurs, mais devaient ensuite être élus par les intéressés. Les premières nominations tombèrent sur des nobles libéraux, partisans sincères de la réforme.

La réforme favorisa et accéléra, malgré son caractère hybride, le processus qui se poursuivait déjà dans le régime agraire, c'est-à-dire la pénétration du capital. Malgré les entraves énumérées, le paysan pouvait maintenant louer ses bras pour un salaire en argent, affermer de la terre, en acheter même en plus du lot qui lui avait été remis. Il en résultait naturellement une différenciation croissante au sein de la classe paysanne : ceux qui pouvaient acheter de la terre, payer des fermages en argent et, par suite, vendre des quantités importantes de blé pour le marché intérieur ou pour l'exportation étaient les paysans aisés ; pour peu que les prix élevés des céréales se maintinssent, ils pouvaient donner rapidement naissance à une bourgeoisie rurale. Au contraire, les paysans pauvres, ceux par exemple qui n'avaient reçu que le quart du lot normal, étaient obligés d'accepter les conditions léonines du propriétaire, de payer leur fermage en journées de travail estimées à vil prix, parfois même, faute de bétail et de matériel, d'abandonner leur lot de terre à un plus riche, se réduisant ainsi à la condition de prolétaires. Entre ces deux catégories de paysans,

se trouvait le plus grand nombre, qui pouvait encore subsister indépendamment sur une terre insuffisante, mais écrasé par les annuités de rachat et les autres charges multiples imposées par l'État et par les autorités locales, incapable, faute de ressources, d'améliorer ses procédés de culture et obligé de restreindre au minimum sa consommation. La concurrence était grande pour louer de la terre aux propriétaires, si bien que le prix des fermages montait et montait sans cesse. Le gros des paysans se retrouvait ainsi, même les riches, opposé aux propriétaires. De leur côté ceux-ci, loin de s'enrichir, se ruinaient, trouvaient la main-d'œuvre chère, l'exploitation de leurs domaines peu avantageuse, et les vendaient.

De là, vers 1880, une désillusion générale. Les paysans attendent un nouveau « partage » de la terre ; quelquefois, sans attendre, ils l'opèrent eux-mêmes aux dépens du grand propriétaire. La question agraire, à cette époque, est de nouveau aiguë. C'est alors que la Narodnaïa Volia **écrit : « *Le paysan russe est en état, si l'on peut dire, de révolution chronique.* » La social-démocratie naissante, quoique rompant avec les illusions populistes, reconnaît dans le paysan un facteur décisif de la future révolution bourgeoise. Le groupe de la Libération du travail inscrit dans son programme « *la révision radicale du régime agraire, c'est-à-dire des conditions de rachat de la terre et de sa remise aux communes rurales* ».**

Mais bientôt survient une période de bonnes récoltes (1886) : le surplus de la population paysanne trouve à s'employer dans l'industrie, qui croît rapidement ; la hausse des fermages s'arrête ; le mouvement paysan se calme et la noblesse foncière, attribuant sa ruine à la réforme et à la liberté excessive laissée aux paysans, inspire la réaction féodale qui marque le règne d'Alexandre III. En 1889, les communes rurales sont soumises en tout et pour tout à l'autorité discrétionnaire de fonctionnaires nouveaux, désignés exclusivement parmi la noblesse locale, les « chefs de

zemstvos » (*zemskié natchalniki*), qui ont le droit d'arrêter les paysans sans jugement ni explications, d'interdire à la commune de disposer de ses fonds, etc. En 1893, une loi déclare inaliénables les lots de terre reçus en 1861 : c'était une mesure réclamée par les propriétaires pour faire baisser le prix de la main-d'œuvre, obligée désormais de rester sur place.

La grande famine de 1891, qui frappa des régions peuplées de 35 millions d'habitants, fit voir à toute la société russe que la crise agraire subsistait. De nouveaux troubles paysans en 1898, accompagnés de coups de feu contre les autorités, d'occupation des prés, d'attaques contre les châteaux, montrèrent que les mesures administratives étaient impuissantes à réduire les antagonismes économiques. Jusqu'en 1903, l'essor de l'industrie se ralentissant, les fermages recommençant à monter, le mouvement s'étend et gagne en force révolutionnaire ; les paysans réclament les terres seigneuriales qu'ils travaillent de leurs bras, la baisse des fermages, l'augmentation des salaires.

❖ ❖ ❖

Beaucoup de social-démocrates, pendant la période de réaction féodale, cessèrent de s'intéresser à la question paysanne, niant son rôle comme facteur révolutionnaire et remettant sa solution au lendemain de la révolution bourgeoise.

Lénine au contraire, dès son entrée dans l'activité politique, comprit son importance énorme, précisément avant et pour la révolution. Sans doute, contre les populistes, il s'attache à montrer que même l'économie rurale évolue dans le sens capitaliste et qu'il est vain de compter sur la commune paysanne ou les artels pour changer la marche de l'histoire et réaliser du coup le socialisme. Il indique au contraire, dans un de ses premiers écrits, *Qu'est-ce que les Amis du peuple ?*, que la classe destinée, par les progrès du capitalisme, à marcher en tête du mouvement libérateur

est le prolétariat. Mais dans ce même ouvrage, en 1894, il réclame « *l'expropriation pleine et entière de la propriété seigneuriale... coïncidant avec la nationalisation du sol* ».

Il ne cesse d'étudier, au cours de ces années, au moyen des statistiques officielles, d'enquêtes partielles, des ouvrages mêmes de ses adversaires populistes, le régime économique et social des campagnes. Les résultats de ces recherches immenses et vraiment scientifiques sont consignés finalement, après beaucoup d'articles et d'exposés divers, dans un ouvrage fondamental : *Le Développement du capitalisme en Russie,* imprimé en 1899.

Cet ouvrage est le fondement solide, bourré de faits et de chiffres. Partant de là, Lénine tire ses conclusions politiques. La question paysanne se pose en Russie tout autrement qu'en Occident : en Russie le paysan « *souffre autant, sinon plus, du régime précapitaliste, des survivances féodales, que du capitalisme* » ; son rôle de « *lutteur contre l'absolutisme et les restes de féodalité* » n'est pas encore joué ; en outre, il est encore fortement rattaché, par des milliers de liens personnels et par les conditions d'existence mêmes, au prolétariat industriel. Le processus de différenciation au sein de la classe paysanne s'opère sans doute rapidement, mais il n'est pas encore terminé, et surtout il a lieu dans le cadre féodal, où la caution solidaire et la commune groupent ensemble tous les paysans. Par conséquent le parti social-démocrate, sans cesser d'être adversaire de la petite propriété et de la petite exploitation dans la société capitaliste, doit soutenir les paysans, « *dans la mesure où cette classe est capable de combattre révolutionnairement les survivances de la féodalité et du servage en général et l'absolutisme en particulier* ».

La classe paysanne est-elle en état de combattre révolutionnairement ? D'innombrables révoltes autrefois, le sentiment de dignité humaine éveillé peu à peu par l'instruction, les famines toujours plus fréquentes, les sectes religieuses qui se créent sans cesse contre

l'Église d'État, prouvent l'existence d'éléments révolutionnaires parmi les paysans. Comme ils sont peu conscients, on ne peut pas savoir ce qu'ils donneront, mais, pourvu qu'on ne fasse pas reposer sur eux tout le mouvement, on ne perd rien à les encourager.

Telles sont les considérations qui sont à la base du projet de programme agraire établi par Lénine en 1900 :

1. Abolition des annuités de rachat et autres versements ou prestations frappant les paysans comme caste inférieure ;

2. Restitution au peuple des sommes extorquées aux paysans par le gouvernement et les grands propriétaires sous forme d'annuités de rachat ;

3° Abolition de la caution solidaire et de toutes les lois limitant les paysans dans la disposition de leur terre ;

4. Abolition de tous les restes de dépendance féodale, qu'ils proviennent de lois ou institutions spéciales, de ce que les terres seigneuriales et paysannes n'ont pas encore été délimitées ou de ce que les champs enlevés en 1861 aux paysans obligent ces derniers à revenir en fait à la corvée ;

5. Droit pour les paysans de réclamer devant les tribunaux la diminution des fermages trop élevés et de poursuivre pour usure les propriétaires et en général toutes personnes qui, profitant de leur besoin extrême, concluent avec eux des contrats léonins.

On peut remarquer que Lénine ne parle plus de la confiscation ni de la nationalisation des grands domaines, comme en 1894 : c'est que maintenant il veut établir un programme concret et pour lequel le gros des paysans puisse combattre. Or le gros des paysans en a, pense-t-il, non pas contre la grande propriété comme telle, mais contre les restes d'exploitation féodale subsistant dans cette grande propriété : il peut réclamer la restitution des terres dont la privation le réduit à une espèce d'asservissement nouveau

vis-à-vis du propriétaire qui les détient, mais non pas la confiscation de tous les grands domaines.

En 1901, les milieux gouvernementaux et, avec eux, les libéraux célèbrent le quarantième anniversaire de l'abolition du servage. Tous les dix ans, c'était une occasion de chanter les louanges de l'autocratie, dans la presse, dans les réunions, dans les discours, dans les livres soi-disant historiques. Lénine, lui, en profite pour rappeler la véritable nature de la « grande réforme ». Il énonce une fois de plus dans l'*Iskra* le programme de la social-démocratie dans la question paysanne.

L'article qui suit a paru en avril 1901 dans le numéro 3 de l'*Iskra*, encore imprimée à Munich.

Le parti ouvrier et les paysans[1]

(*Iskra*, n° 3, avril 1901)

Quarante ans se sont écoulés depuis l'abolition du servage. Il est naturel que notre société[2] fête avec entrain la journée du 19 février, où tomba la vieille Russie féodale et commença une époque qui promettait au peuple liberté et prospérité. Mais il ne faut pas oublier que les discours prononcés à cette occasion contiennent, avec une haine sincère du servage et de ses manifestations, beaucoup d'hypocrisie. Que de mensonges dans cette définition courante de la « grande réforme » : « *la liberté du paysan avec un lot de terre*[3] *racheté avec l'aide de l'État* »[4].

Le paysan a été libéré en effet, mais libéré de sa terre, car on lui a enlevé une partie considérable du lot qu'il occupait depuis des siècles. Réduits à un quart, ou même moins, du lot normal, des centaines de milliers de paysans ont été à peu près privés de terre. En réalité les paysans ont été doublement volés : non content de leur rogner leurs terres, on les a obligés à « racheter » le reste, qui avait toujours été en leur jouissance, et à un prix bien

1 *Œuvres complètes*, édition russe, t. IV, p. 24-30.

2 C'est-à-dire les milieux libéraux.

3 Au cours des longs préparatifs qui précédèrent la réforme, il avait été question de libérer les paysans sans leur donner de terre.

4 D'après les règlements de 1861, le paysan devait « racheter » le lot de terre qui lui était cédé par le seigneur ; la somme était versée par l'État à ce dernier et le paysan devait s'acquitter ensuite envers l'État par des versements échelonnés sur quarante-neuf ans et demi.

supérieur à sa valeur réelle[1]. Les propriétaires fonciers eux-mêmes, dix ans après, avouaient aux fonctionnaires qui étudiaient la situation de l'agriculture qu'on avait fait payer aux paysans non seulement la terre, mais la liberté[2]. Et, bien qu'ils eussent acheté leur liberté personnelle, les paysans ne devinrent pas des hommes libres : on les laissa pour vingt ans « provisoirement assujettis »[3], on les maintint (ils y sont encore) dans une situation de caste inférieure, passibles des verges[4], payant des impôts personnels spéciaux[5], sans droit de quitter leur

1 Le prix du lot était estimé non pas directement, mais en capitalisant au taux de 6 % la redevance annuelle versée au propriétaire en échange de la jouissance de cette terre. On obtenait ainsi dans certaines régions des chiffres très exagérés par rapport à la valeur réelle de la terre.

2 Le fait est en effet reconnu même par les économistes libéraux.

3 On appelait ainsi les paysans qui, libérés personnellement, n'avaient pas encore acquis en propriété, au moyen de l'opération de rachat, le lot leur revenant. En échange de la terre qu'ils occupaient en jouissance, ils devaient payer au propriétaire une redevance en nature ou en argent. En 1881, vingt ans après la réforme, comme il restait encore 15 % de paysans « temporairement assujettis », on rendit le rachat obligatoire. Mais ce régime subsiste encore dans les territoires éloignés.

4 Après la réforme pénitentiaire du 17 avril 1863, les verges restaient applicables aux paysans mâles, jusqu'à vingt coups, sur simple décision des tribunaux de canton. D'après le règlement de 1889, elles subsistaient encore, après sanction du *zemski natchalnik* (chef de zemstvo), pour les paysans mâles et robustes de 17 à 60 ans n'ayant suivi aucune école supérieure à l'école primaire, n'ayant pas servi à l'armée et n'exerçant aucune charge ; pour les adolescents jusqu'à 17 ans, le maximum était abaissé à 10 coups et pour les enfants de moins de 14 ans le soin de l'exécution était confié aux parents. En 1904 seulement les paysans furent complètement affranchis des peines corporelles.

5 La capitation, que payaient seules les castes inférieures, avait été abolie en 1885 pour tous les paysans, mais ils restaient seuls assujettis par exemple aux prestations de main-d'œuvre en cas de nécessité publique, par exemple d'incendie de forêt, de catastrophe de chemin de fer ou d'obstruction des voies

demi-servage, ni de se fixer librement dans n'importe quelle localité.

Notre réforme paysanne ne démontre pas la magnanimité du gouvernement ; au contraire, elle est un des exemples les plus marquants que fournisse l'histoire de la façon dont l'autocratie pervertit tout ce qui passe par ses mains. Sous la pression de la défaite, de terribles difficultés financières et de menaçants soulèvements paysans, le gouvernement fut littéralement contraint d'abolir le servage. Le tsar lui-même reconnut qu'il fallait se hâter de libérer par en haut avant que commençât la libération par en bas. La réforme décidée, on fit l'impossible pour satisfaire l'avidité des féodaux « lésés ». On n'hésita même pas à frauder ignominieusement sur le choix des hommes appelés à réaliser la réforme, tous nobles cependant : les premiers « arbitres » désignés furent cassés et remplacés par des gens incapables de résister aux seigneurs et de faire un bornage honnête[1]. Pour accomplir la « grande » réforme, il fallut, par endroits, recourir à des répressions armées et fusiller les paysans qui refusaient d'accepter les conditions des propriétaires. Les meilleurs esprits du temps, muselés par la censure, accueillirent cette réforme par la malédiction du silence...

« Affranchi » de la corvée, le paysan est sorti des mains du réformateur à tel point hébété par les violences, dépouillé, humilié, assujetti à son lot de terre qu'il ne lui restait plus qu'à revenir « volontairement » à la corvée. Le moujik se mit à cultiver la terre de son ex-seigneur, lui « louant » contre fermage les champs dont il avait été

par la neige, ainsi qu'à toutes sortes de prestations en nature (entretien des routes d'intérêt local, fourniture de véhicules et logements aux autorités civiles et aux troupes, etc.).

1 Très tôt, on renonça pour les arbitres au principe de l'élection ; les moins libéraux furent confirmés indéfiniment dans leurs fonctions ; d'autres furent nommés, de tendances antipaysannes.

dépouillé et s'engageant en hiver, en échange de pain pour sa famille, à travailler pour lui l'été. Corvée et servitude, voilà en réalité ce qu'était le « travail libre » sur lequel le paysan devait appeler la « bénédiction divine », selon l'hypocrite manifeste.

Au joug féodal, conservé grâce à la générosité des fonctionnaires auteurs et exécuteurs de la réforme, vint encore s'ajouter l'oppression du capital. Le pouvoir de l'argent, qui écrase même le paysan français par exemple, affranchi non par une réforme misérable et bâtarde, mais par une puissante révolution populaire, s'abattit de tout son poids sur notre moujik encore à moitié serf. Il fallait coûte que coûte trouver de l'argent pour payer les impôts alourdis par la bienfaisante réforme, pour louer de la terre, pour acheter les produits manufacturés, qui commençaient à supplanter la production domestique, pour acheter du pain, etc. Le pouvoir de l'argent n'écrasa pas seulement le paysan, il le divisa : la grande masse se ruina irrésistiblement et se prolétarisa ; une minorité donna naissance aux koulaks et cultivateurs aisés, qui, peu nombreux, mais tenaces, accaparèrent peu à peu l'économie paysanne et la terre et furent les cadres naissants de la bourgeoisie rurale[1].

Les quarante ans qui suivirent la réforme virent ce processus continu de « dépaysannisation »[2], de dépérissement, lent et douloureux, de la classe paysanne. Le paysan était réduit à l'indigence : il couchait avec le bétail, se couvrait de haillons, se nourrissait d'arroche ; le paysan fuyait une terre dont le rachat dépassait le revenu et payait

1 Dans *Le Développement du capitalisme en Russie*, Lénine étudie en détail ce phénomène de différenciation. Il évalue alors la catégorie des koulaks ou petits agrariens à 1/5 des exploitations paysannes, et celle du prolétariat russe à la moitié des exploitations.

2 Terme employé par les paysans eux-mêmes, pour désigner cette destruction du régime patriarcal, dans la province de Nijni-Novgorod.

même celui qui consentait à l'en débarrasser. La famine était chronique, des dizaines de milliers de victimes mouraient de la faim et des épidémies qui accompagnaient les mauvaises récoltes de plus en plus fréquentes[1].

Voilà où nous en sommes encore aujourd'hui dans nos campagnes. Quelle issue ? Comment améliorer le sort du paysan ? Adhérer au mouvement ouvrier, l'aider dans sa lutte pour le socialisme et pour la transformation de la terre, avec les autres moyens de production (fabriques, usines, machines, etc.), en propriété commune, voilà, pour les petits exploitants, le seul moyen de s'affranchir du joug du capital. Vouloir sauver le paysan en défendant la petite culture et la petite propriété contre le capitalisme, ce serait entraver inutilement l'évolution sociale, nourrir l'illusion d'un bien-être possible en régime capitaliste, diviser les classes laborieuses, en créant à la minorité une situation privilégiée au détriment de la majorité. Voilà pourquoi les social-démocrates combattront toujours des mesures insensées et malfaisantes comme l'inaliénabilité des lots[2], la caution solidaire, l'interdiction de quitter la commune et d'y admettre des personnes d'une autre caste.

Mais notre paysan, nous l'avons vu, souffre moins du joug du capital que de celui du propriétaire foncier et des survivances féodales. Une lutte implacable contre ces

1 Après la réforme, les famines les plus cruelles furent celles de 1873, 1880, 1883, 1891-1892. On remarque que les grandes famines se produisent tous les six-sept ans et durent deux années. Celle de 1891 en particulier fut accompagnée d'une épidémie de typhus. (Voir par exemple le livre de Legras : *Au pays russe*, Paris, A. Colin.)

2 Les défenseurs de l'inaliénabilité de la terre paysanne disaient que cette mesure empêchait les paysans de se ruiner, maintenant l'égalité dans la commune, etc. Les social-démocrates répliquaient qu'elle conduisait au contraire à des cessions clandestines désavantageuses, ou bien à la remise gratuite par le paysan de son lot à la commune, c'est-à-dire aux membres aisés de cette dernière.

entraves qui lient bras et jambes au paysan et aggravent infiniment son sort, n'est pas seulement possible, elle est nécessaire à l'évolution sociale du pays, car la misère sans issue, l'ignorance, l'inégalité et l'humiliation dans lesquelles est plongé le paysan donnent à tout notre régime un cachet asiatique. La social-démocratie ne remplirait pas son devoir si elle ne prêtait pas à cette lutte tout l'appui possible. Cet appui doit consister, en résumé, à porter la lutte de classe au village.

Nous avons vu qu'il existe dans la campagne russe actuelle deux sortes d'antagonismes : premièrement, entre ouvriers agricoles et patrons ; deuxièmement, entre la classe paysanne dans son ensemble et les grands propriétaires. Le premier se développe, le second s'affaiblit. Le premier est dans l'avenir, le second ressortit déjà en grande partie au passé. Néanmoins, c'est ce second antagonisme qui a pour les social-démocrates la signification la plus profonde et pratiquement la plus importante.

Il va de soi – c'est un axiome pour les social-démocrates – que nous devons utiliser tous les moyens pour développer la conscience de classe chez les salariés agricoles[1], prêter attention à l'émigration des ouvriers à la campagne (par exemple, les mécaniciens des batteuses à vapeur, etc.)[2], aux marchés de main-d'œuvre agricole[3] ;

1 Dans *Le Développement du capitalisme en Russie*, Lénine évalue à 3,5 millions le nombre des ouvriers agricoles, c'est-à-dire des paysans dont la principale occupation est le travail salarié chez les cultivateurs aisés et les grands propriétaires.

2 Dans le même ouvrage, Lénine constate le développement de l'emploi des machines agricoles perfectionnées à la fin du siècle : au lieu de 1 351 locomobiles qu'on trouvait en 1878 en Russie d'Europe, il y en a 12 091 en 1901 ; en 1897, dans la province de Kherson, on estimait le nombre des batteuses à vapeur à 1 150, dans le Kouban à un chiffre analogue, etc., mais tout cela principalement dans le Sud.

3 Dans *Le Développement du capitalisme en Russie*, Lénine décrit ces marchés, dans le Sud et le Sud-Est, où se rencontrent parfois des dizaines de milliers d'ouvriers agricoles,

mais nos ouvriers de campagne sont trop fortement liés aux paysans, ils sont trop sujets aux calamités qui pèsent sur tous les paysans pour que leur mouvement prenne avant longtemps une extension nationale.

Balayer les vestiges de la féodalité, extirper de notre société l'esprit de caste et le mépris du « peuple », voilà une question nationale, et un parti qui prétend jouer le rôle de champion de la liberté ne saurait s'en désintéresser. Les malheurs du paysan sont maintenant, sous une forme plus ou moins vague, reconnus de tous ; les « défauts » de la réforme de 1861 – la nécessité d'une aide gouvernementale – passent pour des vérités communes. À nous d'indiquer que ces malheurs proviennent de l'oppression des paysans, que le gouvernement est le fidèle défenseur de la classe des oppresseurs et que ceux qui veulent sincèrement et sérieusement une amélioration radicale de la condition des paysans doivent non pas rechercher son aide, mais travailler à secouer son joug, à conquérir la liberté politique.

On parle de l'élévation des paiements de rachat, des bons effets qu'auraient leur réduction et leur ajournement. Nous répliquerons que le rachat n'est qu'un vol légal déguisé sous des phrases administratives par les propriétaires et le gouvernement, un tribut versé aux féodaux en compensation de l'affranchissement de leurs esclaves. Nous revendiquerons la suppression immédiate et totale de toutes les annuités de rachat et redevances, la restitution au peuple des centaines de millions que le gouvernement tsariste lui a extorqués pendant des années pour satisfaire les appétits des propriétaires d'esclaves.

On allègue la disette de terre des paysans, la nécessité de l'aide gouvernementale pour étendre la propriété paysanne. Nous répliquerons que c'est précisément grâce à l'aide gouvernementale – aux grands propriétaires – que les paysans ont été spoliés de la terre qui leur est indispensable. Nous réclamerons la restitution aux paysans

des terres qui, entre les mains des grands propriétaires, sont un moyen de perpétuer le travail forcé, l'exploitation, la corvée, en un mot le servage.

Nous réclamerons des comités paysans pour réparer les injustices criantes commises envers les esclaves affranchis par les comités nobles institués par le pouvoir tsariste. Nous réclamerons des tribunaux qui aient le droit d'abaisser les fermages formidables perçus par les grands propriétaires et devant lesquels le paysan puisse poursuivre pour usure ceux qui font des contrats léonins en profitant du besoin extrême d'autrui. Nous expliquerons sans relâche et à tout propos aux paysans que ceux qui leur parlent de tutelle ou de secours de la part de l'État actuel sont des benêts ou des charlatans et leurs pires ennemis, qu'il leur faut avant tout briser l'arbitraire et le joug des fonctionnaires, faire reconnaître leur égalité totale et absolue sous tous les rapports avec toutes les autres castes, leur pleine liberté de se déplacer et de changer de domicile, de disposer de leurs terres, la liberté pour le mir[1] de s'administrer et de disposer de tous ses revenus.

La vie quotidienne de n'importe quel village russe peut fournir mille prétextes à la propagande en faveur des besoins locaux, concrets, pressants. Mais, loin de s'arrêter là, cette propagande doit ouvrir l'horizon des paysans, développer sans cesse leur conscience politique, leur faire voir la place qu'occupent dans l'État les paysans et les grands propriétaires, enfin leur indiquer l'unique moyen de s'affranchir de l'arbitraire et de l'oppression : convoquer les représentants du peuple, renverser le pouvoir illimité des fonctionnaires[2].

Il est absurde de prétendre que cette revendication de la liberté politique soit inaccessible à la conscience des

1 Le mir, la commune paysanne.

2 Lénine a en vue les chefs de zemstvo et les autorités policières.

ouvriers : non seulement les ouvriers, qui ont vécu des années de guerre déclarée contre les patrons et la police[1], et qui voient continuellement les arrestations arbitraires et les persécutions des meilleurs d'entre eux, non seulement ces ouvriers, touchés déjà par le socialisme, mais tout paysan sensé ayant tant soit peu réfléchi à ce qu'il voit autour de lui, comprendra pourquoi luttent les ouvriers et ce que signifie l'idée d'une Assemblée de la terre russe[2], libérant tout le pays de l'absolutisme des fonctionnaires exécrés.

La propagande sur le terrain des besoins immédiats et urgents n'atteindra son but : porter la lutte de classe dans les campagnes, que le jour où, à la révélation de chaque plaie économique, elle saura allier des revendications politiques.

Mais le Parti ouvrier social-démocrate peut-il insérer dans son programme des revendications semblables à celles que nous venons d'indiquer ? Peut-il se charger de la propagande parmi les paysans ? Cela ne le conduira-t-il pas à éparpiller et à détourner de la direction principale, de la seule direction sûre, nos forces révolutionnaires déjà si peu nombreuses ?

L'objection est fondée sur un malentendu. Oui, nous devons absolument insérer dans notre programme la

1 La première grève à Saint-Pétersbourg datait de 1870 ; mais la grande extension du mouvement gréviste n'a commencé qu'après 1890. Presque chaque grève donnait lieu à des rencontres, parfois sanglantes, avec la police (ainsi à Iaroslav en 1895, etc.).

2 Un « projet de programme » composé par Lénine en 1896 porte cette revendication : « *... la convocation du Zemski Sobor, composé des représentants de tous les citoyens, pour élaborer une Constitution* ». On appelait *Zemski Sobor* ou « assemblées de la terre russe », aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, des sortes d'états généraux parfois réunis à Moscou, dans les temps critiques, pour représenter tout le peuple russe. Ce nom pouvait servir à faire comprendre aux paysans ce que serait un Parlement.

suppression de toutes les survivances de l'esclavage dans nos campagnes. Cette revendication est capable de déterminer la meilleure partie des paysans sinon à mener eux-mêmes une lutte politique indépendante, du moins à soutenir consciemment la lutte libératrice de la classe ouvrière. Nous commettrions une erreur, si nous défendions des mesures entravant l'évolution sociale ou protégeant artificiellement les petits exploitants contre les progrès du capitalisme, contre le développement de la production en grand ; mais l'erreur serait encore bien plus funeste, si nous ne savions pas nous servir du mouvement ouvrier pour répandre parmi les paysans les revendications démocratiques non satisfaites par la réforme du 19 février 1861, mutilée par les propriétaires et les fonctionnaires. Notre parti doit adopter ces revendications, s'il veut avoir derrière lui tout le peuple dans la lutte contre l'autocratie.

Mais il ne s'ensuit nullement que nous devions appeler les forces révolutionnaires actives de la ville au village. Il n'est pas question de cela. Il est indéniable que tous les éléments combatifs du parti doivent tendre vers les villes et les centres usiniers, que seul le prolétariat industriel est capable de combattre en masse et sans hésitation l'autocratie, que seul il est capable de manier des armes comme les manifestations organisées ou un journal politique populaire paraissant régulièrement et largement répandu. Ce n'est pas pour rappeler de la ville au village des social-démocrates convaincus, ce n'est pas pour les fixer aux champs que nous devons insérer dans notre programme les revendications paysannes, non, c'est afin de donner une direction à l'activité des forces qui ne peuvent trouver leur emploi, qu'à la campagne, afin de faire servir à la cause de la démocratie et de la lutte politique pour la liberté les liaisons qu'ont avec les campagnes un grand nombre d'intellectuels et d'ouvriers dévoués à la social-démocratie et qui s'accroissent naturellement à

mesure que le mouvement prend de l'extension[1]. Depuis longtemps déjà, nous avons dépassé le moment où nous n'étions qu'un petit détachement de volontaires, où toutes les réserves social-démocrates se réduisaient à des cercles de jeunes gens « *allant parmi les ouvriers* ». Notre mouvement dispose maintenant, de toute une armée, une armée d'ouvriers touchés par la lutte pour le socialisme et la liberté, une armée d'intellectuels qui ont pris et prennent part au mouvement et sont dispersés déjà dans tous les coins de la Russie, une armée de sympathisants considérant avec foi et espérance le mouvement ouvrier et prêts à lui rendre mille services[2].

Nous avons une grande tâche à accomplir : organiser toutes ces armées, de façon à pouvoir non seulement provoquer des explosions éphémères et porter à l'adversaire des coups isolés, fortuits (et, partant, sans danger), mais aussi poursuivre l'ennemi d'une guerre sans relâche, opiniâtre et intransigeante sur toute la ligne, traquer le gouvernement autocratique partout où il sème l'oppression et récolte la haine. Peut-on atteindre ce but sans porter parmi la masse innombrable des paysans les semences de la lutte de classe et de la conscience politique ? Et ne dites pas que c'est impossible ; non seulement c'est possible, mais ces semences pénètrent déjà par des milliers de chemins qui échappent à notre attention et à notre action. Elles pénétreront infiniment plus vite et sur plus

1 Dans *Les Objectifs des social-démocrates russes* en 1897, Lénine dit également : « *Il n'est pas pratique d'envoyer des agitateurs chez les koustari* (artisans) *et les ouvriers des campagnes, tant qu'il reste une telle masse de travail parmi les ouvriers industriels des villes ; mais dans beaucoup de cas l'ouvrier socialiste, même en dehors de sa volonté, a des liaisons avec ce milieu et doit savoir profiter des occasions...* »

2 On estime à environ 500 le nombre des social-démocrates russes lors du premier congrès en 1898 ; au début de 1905 il devait s'élever à environ 8 000. L'effectif du parti en 1900, d'après son historien Nevsky, dépassait 3 000 membres.

d'étendue lorsque nous saurons donner ce mot d'ordre et hisser ce drapeau : affranchir le paysan russe de tous les vestiges de l'ignominieux servage. Les gens de la campagne qui viennent à la ville observent déjà avec intérêt et curiosité la lutte, incompréhensible pour eux, que mènent les ouvriers ; ils en portent la nouvelle jusque dans les coins perdus[1]. Nous pouvons et devons faire que cette curiosité de spectateurs cède la place, sinon à une compréhension totale, du moins au sentiment confus que les ouvriers luttent pour les intérêts de tout le peuple, et à une sympathie de plus en plus grande pour cette lutte. Alors le jour de la victoire du parti ouvrier révolutionnaire sur le gouvernement policier approchera avec une rapidité qui nous étonnera nous-mêmes.

❖ ❖ ❖

Cet article suscita un vif intérêt : il fut discuté parmi les ouvriers ; le programme qu'il contenait suscita parmi les théoriciens une controverse qui dura des années.

Le point qui souleva le plus d'objections était la restitution aux paysans des terres qui leur avaient été enlevées en 1861. Nombre de social-démocrates estimaient cette revendication bien insuffisante : le seul remède, disaient-ils, serait la confiscation totale des grands domaines et leur partage ou leur nationalisation. L'idée de Lénine, au contraire, était de répondre aux besoins immédiats des paysans, de contenter leur

1 Dans la brochure *Aux villageois pauvres*, Lénine énumère comme suit les diverses communications naturelles existant alors entre les ouvriers et les paysans : 1° certains paysans ont été dans les capitales (Saint-Pétersbourg et Moscou) et dans les usines ; 2° d'autres connaissent des ouvriers qui ont participé à des troubles et, de ce fait, ont été renvoyés à la campagne ; 3° d'autres ont eu entre les mains des tracts et des brochures sur la lutte ouvrière ; 4° d'autres enfin ont entendu raconter ce qui se passe dans les villes.

soif de terre et, par là, de donner un allié à la classe ouvrière, sans pour cela entraver la marche de l'évolution économique. La mesure proposée, en supprimant les survivances féodales et en agrandissant le lot paysan, satisfaisait à ces exigences. Le partage général des biens contenait au contraire cette utopie réactionnaire de généraliser et d'éterniser la petite exploitation et d'ailleurs il n'était pas réclamé par l'ensemble des paysans ; quant à la nationalisation, elle ne ferait, avant la révolution, que renforcer l'État policier.

Peu de mois après, éclatait une nouvelle famine dans plusieurs provinces ; l'année suivante, au printemps de 1902, c'était une suite de mouvements paysans dans tout le Sud et le Sud-Ouest. Ainsi se confirmaient à la fois l'existence dans la classe paysanne de ferments révolutionnaires et leur peu de constance ; car, malgré leur violence et leur étendue, ces « troubles » furent rapidement réprimés.

Lénine ne sentit donc aucune nécessité de modifier son programme agraire, mais, voyant la grande force révolutionnaire que pouvait développer la paysannerie en union avec la classe ouvrière, il publia, en mai 1903, une brochure pour expliquer aux paysans pauvres ce que veulent les social-démocrates, quelles réformes ils réclament pour tout le peuple, pour les ouvriers ; pour tous les paysans, pour les paysans moyens, pour les paysans pauvres. Nous avons vu par l'article qui précède que son grand souci était de faire comprendre aux paysans la légitimité et les buts du mouvement ouvrier.

La même année, au mois d'août, le deuxième congrès du Parti social-démocrate adopta un programme agraire qui diffère très peu des thèses contenues dans l'article de l'*Iskra*, comme on pourra s'en rendre compte :

« *Afin de supprimer les survivances du régime féodal, qui pèsent lourdement et directement sur les paysans, et pour assurer le libre développement de la lutte*

de classe dans les campagnes, le parti demande avant tout :

1. L'abolition des versements de rachat et autres, ainsi que de toutes prestations frappant actuellement les paysans comme caste inférieure.

2. L'abolition de toutes les lois entravant le paysan dans la disposition de sa terre.

3. La restitution aux paysans des sommes perçues sous forme des versements de rachat et autres ; à cet effet la confiscation des biens des monastères et des églises, ainsi que des domaines, des apanages de la couronne et des membres de la famille impériale ; une imposition spéciale des terres des nobles ayant profité de l'opération de rachat ; la constitution, avec les sommes ainsi obtenues, d'un fonds national destiné à subvenir aux œuvres d'éducation et de bienfaisance des communes rurales.

4. L'institution de comités paysans : a) pour restituer aux communes rurales (par expropriation ou, si les terres sont passées de mains en mains, par voie de rachat par l'État aux frais de la grande propriété noble) les terres qui ont été enlevées aux paysans lors de l'abolition du servage et qui servent entre les mains des grands propriétaires de moyen d'asservissement ; b) au Caucase, pour remettre aux paysans, en propriété, les terres dont ils jouissent à titre d'assujettis temporaires, etc. c) pour supprimer les restes de servage subsistant dans l'Oural, l'Altaï, le territoire de l'Ouest et autres régions.

5. La reconnaissance aux tribunaux du droit d'abaisser les fermages trop élevés et de déclarer nulles les conventions ayant un caractère léonin. »

Cependant bientôt éclatait la véritable révolution paysanne en 1905 : cette fois, elle embrassait toutes les provinces agricoles, des centaines et des milliers de grands domaines étaient incendiés. Comme Lénine l'a reconnu plus tard, *« les événements montrèrent avec évidence que notre programme d'alors – la restitution des champs enlevés en 1861 – était infiniment trop étroit et sous-estimait les forces du mouvement paysan de*

révolution démocratique». Il déclara que la social-démocratie n'avait jamais eu l'intention de poser une barrière infranchissable au mouvement et fit adopter en 1905, au troisième congrès, cette formule que le parti «_soutiendrait les revendications des paysans jusques et y compris la confiscation_». Au congrès de Stockholm, en 1906, eut lieu une révision complète du programme: tous les grands domaines devaient être confisqués, une partie des terres devenant propriété nationale, une seconde, propriété municipale, le reste étant partagé entre les paysans.

Lénine concevait l'*Iskra* non pas comme une simple feuille d'information ou de doctrine, mais comme un instrument puissant pour fondre les mouvements locaux en un mouvement de toute la Russie, en un mot pour organiser le parti. Aussi le journal avait-il ses agents à l'étranger et en Russie, ses correspondants dans les centres ouvriers. Le succès obtenu fut énorme. Il fallut bientôt porter le tirage à 15 000 exemplaires. Dans des articles courts, lumineux et fermes comme ceux dont la traduction est donnée plus haut, l'*Iskra* posait et résolvait les problèmes du mouvement révolutionnaire. À propos des faits d'actualité, elle menait la lutte contre la féodalité renforcée par des distributions de terre en Sibérie, contre l'autocratie brisant par la force le mouvement universitaire ou entravant l'aide aux victimes de la famine de 1901, contre les nouvelles manifestations, plus ou moins caractérisées, de l'économisme, etc. Elle répétait sans cesse que le Parti social-démocrate doit se mettre à la tête de tous les éléments, même bourgeois ou petits-bourgeois, hostiles à l'absolutisme. Les groupes social-démocrates de Russie recevaient, par des voies clandestines à l'établissement desquelles Lénine lui-même avait travaillé, les numéros de l'*Iskra* et, les uns après les autres, adhéraient à sa doctrine.

Cependant la période des hésitations et de la dispersion était loin d'être terminée. Dans l'Union des social-démocrates russes à l'étranger, la crise n'avait fait que s'aggraver : les nouveaux émigrants venant de Russie étaient en majorité hostiles à la tendance représentée par Plékhanov et Axelrod ; dès novembre 1898, le premier congrès de l'Union avait adopté un programme contenant cette phrase ambiguë que *« la lutte politique en Russie n'est que la forme la plus évoluée de la lutte économique »* et le groupe Libération du travail, mis en minorité, avait jugé nécessaire

d'abandonner la direction des éditions de l'Union ; en avril 1899 était paru le numéro 1 du *Rabotché Diélo* (*La Cause ouvrière*), contenant le programme du nouveau groupe ; en avril 1900, le deuxième congrès de l'Union avait marqué la scission définitive entre ce groupe et Plékhanov et ses amis.

Quelle était la doctrine du *Rabotché Diélo* ? Vis-à-vis du credo et du bernsteinisme, il faisait siennes les condamnations de Plékhanov. Cependant il n'engageait pas de polémique directe, sous prétexte que Strouvé et consorts n'avaient aucun poids dans le parti, et il prévenait contre les excès de l'orthodoxie « *tirant à boulets contre des moineaux* ». Vis-à-vis de la *Rabotchaïa Mysl*, il critiquait ses erreurs, il soulignait la nécessité de la lutte politique, mais il mettait en doute l'existence même d'une tendance économiste et, en tout cas, le danger qu'elle pouvait présenter. En tactique le grand principe, disait-il, était de tenir toujours compte « *du degré de développement du mouvement ouvrier* », « *de la diversité des conditions locales et du niveau des différentes catégories de la classe ouvrière* ». La *Rabotchaïa Mysl* correspondait à un certain degré, d'ailleurs généralement dépassé, de préparation des ouvriers. Les idées politiques ne devaient être présentées aux ouvriers que selon une sage et pédagogique progression : « *1° agitation purement économique ; 2° agitation politique en liaison directe avec la lutte économique et d'abord pour les revendications politiques immédiates ; 3° même agitation pour tout le programme social-démocrate ; 4° agitation politique sans lien direct avec la lutte économique du prolétariat ou ses intérêts immédiats ; 5° agitation à propos des faits de l'actualité politique et sociale intéressant le prolétariat comme avant-garde de toute la nation opprimée en lutte contre l'absolutisme* ». Telle était la théorie des stades, mise au point dans le numéro 7 du *Rabotché Diélo*, paru en août 1900. L'agitation politique, elle aussi, devait toujours se conformer à l'expérience acquise par telle ou telle catégorie d'ouvriers

dans leur lutte économique. C'est pourquoi la tactique du parti ne devait pas être un « plan d'activité établi d'avance », comme dans l'*Iskra*, mais « *un processus de grandissement des objectifs du parti, croissant avec ce parti même* ». De là les expressions opposées de tactique-processus et de tactique-plan, alors usitées. Et le groupe constatait avec regret que « *l'énorme importance justement accordée par le marxisme à l'action révolutionnaire consciente l'entraîne en pratique, par suite d'une conception doctrinaire de la pratique, à sous-estimer l'élément objectif ou spontané.* »

En politique, le *Rabotché Diélo* reprocha tout de suite à l'*Iskra* de rechercher des alliances en dehors du prolétariat.

La vague de grèves de 1895-1897 avait comme réveillé la vieille ardeur protestataire de la jeunesse intellectuelle : en 1899, 25 000 étudiants de trente établissements d'enseignement avaient adopté pour la première fois, pour faire triompher des revendications d'ailleurs purement universitaires, l'arme ouvrière de la grève, et depuis lors les répressions policières, les arrestations, l'incorporation comme soldats des étudiants compromis, suscitaient une suite presque ininterrompue de mouvements bruyants, manifestations, etc., qui atteignirent leur apogée en février-mars 1901 à Saint-Pétersbourg, Kharkov et Moscou. Le prolétariat manifesta spontanément sa sympathie aux révoltés et en reçut comme un encouragement pour son action propre.

Un autre facteur d'opposition semblait se développer dans les municipalités rurales, ces fameux zemstvos créés par l'acte libéral du 1er janvier 1864 pour réaliser « l'autonomie locale » et en conflit perpétuel, depuis lors, avec la bureaucratie centralisatrice. Celle-ci avait fini, en 1890, par les placer sous le contrôle des gouverneurs. Depuis cette date, d'année en année, elle restreignait leur compétence. Ces municipalités, abstraction faite d'une minorité de délégués paysans, étaient composées principalement de

membres de la petite noblesse provinciale, assez préoccupée de la prospérité de ses médiocres domaines, et par conséquent ayant des intérêts souvent opposés à ceux des grands propriétaires parmi lesquels se recrutait la haute administration. Elles avaient, en outre, développé autour d'elles divers services d'agronomie, d'enseignement, de médecine, de statistique : de là toute une classe d'intellectuels en contact journalier avec la population rurale, observant de près les plaies du régime, incités par leurs travaux mêmes à en rechercher les causes et les remèdes. Ces simples employés des municipalités arrivaient à jouer ainsi un rôle parfois plus important que les conseillers eux-mêmes, qu'ils documentaient, qu'ils incitaient à défendre leurs positions acquises, à réclamer des réformes. Les zemstvos devaient donc former un immense foyer d'opposition libérale. Pour résister à l'administration, ils aspiraient à se grouper par provinces, puis par grandes régions, ils se réunissaient en congrès plus ou moins légaux ; les statisticiens, les médecins, les agronomes avaient aussi leurs assemblées corporatives traditionnelles qui commençaient à passer des questions professionnelles aux vœux politiques. Il y avait à Saint-Pétersbourg une Société libre d'économie politique qui, avec sa bibliothèque, ses conférences, le Comité des écoles populaires dépendant d'elle, fournissait un centre public et national à ce mouvement progressif. Enfin, en 1901, on entendit parler de la naissance dans ce milieu d'un groupe qui réclamait l'octroi d'une Constitution.

Quelle devait être, à l'égard de ces diverses catégories de mécontents, l'attitude du prolétariat ? Lénine comprenait sans doute que ces propriétaires fonciers, ces étudiants, ces intellectuels n'iraient pas jusqu'à la révolution : mais ils attaquaient et minaient l'absolutisme, c'était assez, selon la doctrine de Marx et l'exemple de la social-démocratie allemande, pour faire un bout de chemin avec eux. De là les articles de l'*Iskra* pour intéresser les ouvriers à toutes les oppositions, pour encourager ces dernières, pour soutenir

dans leur sein les éléments relativement plus hardis. Le *Rabotché Diélo*, au contraire, voyait là de dangereuses compromissions. Dans cette critique comme dans les autres qu'il adressait à l'*Iskra*, ce groupe d'émigrés n'était pas seul, il avait de nombreux sympathisants en Russie.

En septembre 1901, un groupe de « camarades » anonymes adressa « *aux organes social-démocrates russes* » une lettre dans laquelle il formulait son désaccord avec l'*Iskra*. D'abord « *l'*Iskra *exagère le rôle que peuvent avoir les idéologues du mouvement pour lui imprimer telle ou telle direction. Elle ne tient pas assez compte des éléments matériels et du milieu qui donnent à chaque mouvement ouvrier son caractère et son orientation, dont ne peuvent l'écarter les efforts d'aucun idéologue, même inspiré par les meilleures théories et les meilleurs programmes* ». Ensuite l'*Iskra*, « *pénétrée d'intransigeance sectaire... est toujours prête à flétrir tout désaccord avec elle non seulement comme un écart des principes social-démocrates, mais même comme une désertion à l'ennemi... Ce penchant excessif à la politique découle avant tout de son exagération du rôle de l'idéologie (des programmes, des théories...) dans le mouvement, et aussi des différends entre émigrants dont elle est l'écho... et qui ne font que nuire au mouvement social-démocrate en portant la division parmi les camarades militant en Russie.* » Enfin « *ayant conclu par voie de calculs théoriques à la lutte immédiate contre l'absolutisme et sentant toute la difficulté de cette tâche pour les ouvriers dans l'état de choses actuel, mais n'ayant pas la patience d'attendre qu'ils aient accumulé des forces suffisantes,* l'Iskra *cherche des alliés dans les rangs des libéraux et des intellectuels et souvent abandonne ainsi le terrain de la lutte de classe, adoucit les antagonismes pour faire ressortir la communauté du mécontentement contre le gouvernement* ».

Ce document mérite d'être cité, parce qu'il contient en abrégé les principales critiques adressées alors à

l'*Iskra*. Lénine répondit d'abord par un article, en annonçant une réfutation définitive pour bientôt, dans une brochure qui traiterait de l'agitation politique, de la structure du parti et des moyens d'unir les groupes existant dans toute la Russie.

C'est là en effet le contenu de *Que faire ?* que Lénine avait entrepris sans doute vers la fin de l'été 1901 et qui parut à Genève dans la deuxième quinzaine de mars 1902. Lénine en donna ensuite une deuxième édition, très légèrement abrégée, en 1907, dans le recueil *Douze années*, publié cette fois en Russie.

L'auteur explique dans sa préface qu'il a voulu donner « *un exposé systématique, le plus populaire possible, éclairci par des exemples multiples et concrets* » du différend « *avec tous les économistes (c'est-à-dire même avec ceux qui, comme les auteurs de la lettre précédemment analysée, se déclarent en même temps partisans de la lutte politique) sur tous les points fondamentaux* ».

Le *Rabotché Diélo* revendiquait la « *liberté de critique* » au sein du parti (dans la mesure où elle ne contredisait pas son caractère ouvrier et révolutionnaire) « *dans l'intérêt même du progrès doctrinal de la social-démocratie* » et reprochait au groupe de l'*Iskra* son intolérance absolue. La question venait, en outre, d'être posée au troisième congrès de l'Union des social-démocrates russes à l'étranger. Aussi Lénine commence-t-il par là.

Que faire ?[1]

I
Dogmatisme et liberté de critique

1. Qu'est-ce que la « liberté de critique » ?

« Liberté de critique », c'est là incontestablement le mot d'ordre le plus en vogue, celui qui revient le plus fréquemment dans les controverses entre socialistes et démocrates de tous pays. Au premier abord, rien de plus étrange que de se réclamer solennellement de la liberté de critique. Se peut-il que, dans les partis avancés, des voix se soient élevées contre la loi qui, dans la majorité des États européens, assure la liberté de la science et de l'investigation scientifique ? « Il y a là-dessous autre chose, se dira tout homme impartial qui entend ce mot d'ordre répété à tout bout de champ, mais n'a pas encore pénétré l'essence du dissentiment. Ce doit être une de ces locutions conventionnelles qui, comme des sobriquets, sont légitimées par l'usage et deviennent presque des noms communs ».

En effet, personne n'ignore que, dans la social-démocratie internationale[2], il s'est formé deux tendances, dont

1 *Œuvres complètes,* t. V, p. 115-274. Il existe de *Que faire* ? une traduction française (librairie de *L'Humanité*).

2 Fait extrêmement réconfortant : dans l'histoire du socialisme contemporain c'est pour la première fois qu'une dispute de tendances opposées déborde le cadre national pour devenir internationale. Naguère, les controverses entre lassalliens et eisenachiens[a], guesdistes et possibilistes[b], fabiens[c] et social-démocrates, narodovoltsi et social-démocrates[d], restaient purement nationales, reflétaient des particularités exclusivement nationales, se déroulaient pour ainsi dire sur des plans différents. Actuellement, les fabiens anglais, les ministérialistes

la lutte tantôt se ranime, tantôt s'apaise et couve sous la cendre d'imposantes « résolutions de trêve ». En quoi consiste la « nouvelle » tendance qui « critique » le « vieux » marxisme « dogmatique », c'est ce que Bernstein a dit et ce que Millerand a montré[1] avec une netteté suffisante.

---

français, les bernsteiniens allemands, les « critiques » russes, forment tous, à n'en pas douter, une seule et même famille, se congratulant mutuellement, s'instruisant à l'école les uns des autres, et menant campagne en commun contre le marxisme « dogmatique »[e]. Peut-être dans cette première bataille vraiment internationale avec l'opportunisme socialiste, la social-démocratie révolutionnaire s'affermira-t-elle suffisamment pour mettre fin à la réaction politique qui sévit depuis longtemps en Europe. (N. L.)

1 En entrant en 1899 dans le cabinet Waldeck-Rousseau, aux côtés du général Galliffet, le fusilleur de la Commune, c'était le premier cas d'un socialiste entrant dans un gouvernement bourgeois. Il donna lieu en effet à une discussion internationale, au congrès socialiste de Paris en 1900 (et à celui d'Amsterdam en 1904).

a Dans le Parti social-démocrate allemand, constitué au congrès de Gotha, en 1875, par la fusion du Parti ouvrier de Lassalle avec le Parti marxiste fondé à Eisenach par G. Liebknecht et Bebel, les lassalliens formèrent l'aile droite, mettant à la base de tout le mouvement la conquête du suffrage universel, et les eisenachiens l'aile gauche.

b Division née en 1881 dans le Parti ouvrier français, du débat entre l'aile marxiste hostile à tout opportunisme (Guesde, Lafargue) et ceux qui voulaient « *fractionner le but idéal en plusieurs étapes sérieuses, immédiatiser en quelque sorte quelques-unes de nos revendications pour les rendre enfin possibles* ». La rupture fut consacrée au congrès de Saint-Étienne en 1882.

c Les fabiens étaient une société fondée en Angleterre en 1883, par Sydney Webb, pour propager les idées socialistes. Tirant leur dénomination du fameux Romain Fabius Cunctator, ils visaient d'abord à une simple réforme de la Constitution dans le sens libéral et niaient la lutte de classe. En face d'eux existait la Fédération social-démocrate, marxiste, fondée par Hyndman en 1881.

d Cette controverse fut menée surtout par Plékhanov, dans son livre *Nos désaccords* (1884) ; elle continua avec les épigones de la Narodnaïa Volia, les populistes, comme on l'a vu dans notre introduction à notre premier extrait de Lénine.

e On voit effectivement le principal leader du *Rabotché Diélo*, Britchevsky, prendre la défense de Millerand et des ministérialistes français et soutenir Bernstein ; celui-ci, de son côté loue Prokopovitch, un des auteurs du Credo, etc.

La social-démocratie doit se transformer de parti de la révolution sociale en parti démocratique de réformes sociales. Bernstein a soutenu cette thèse de tout un faisceau de « nouveaux » arguments et considérations assez bien enchaînés. Il nie la possibilité de fonder scientifiquement le socialisme et de prouver, du point de vue de la conception matérialiste de l'histoire, sa nécessité et son inéluctabilité ; il nie la misère croissante, la prolétarisation et l'aggravation des antagonismes capitalistes ; il récuse la conception même du « but final » et repousse catégoriquement l'idée de la dictature du prolétariat ; il nie l'opposition de principe entre le libéralisme et le socialisme ; il nie la théorie de la lutte de classe, soi-disant inapplicable à une société rigoureusement démocratique, administrée conformément à la volonté de la majorité, etc.

Ainsi, l'évolution nette de la social-démocratie révolutionnaire vers le social-réformisme bourgeois était accompagnée d'une évolution non moins nette vers la critique bourgeoise de toutes les idées fondamentales du marxisme. Or, comme cette critique était déjà depuis longtemps dirigée contre le marxisme du haut de la tribune et de la chaire, dans d'innombrables brochures et traités scientifiques, et qu'elle était, depuis des dizaines d'années, inculquée systématiquement à la jeunesse cultivée, il n'est pas étonnant que la « nouvelle » tendance « critique » de la social-démocratie ait surgi pour ainsi dire tout armée, telle Minerve du cerveau de Jupiter. Dans ce qu'elle a d'essentiel, elle n'a pas eu à se développer et à se coordonner : elle a été transportée directement de la littérature bourgeoise dans la littérature socialiste.

Si la critique théorique de Bernstein et ses aspirations politiques manquaient encore de clarté pour certains, les Français ont pris soin de faire une démonstration pratique de la « nouvelle méthode ». Cette fois encore, la France a justifié sa réputation de « *pays où la lutte des classes, plus*

qu'ailleurs, est poussée jusqu'au bout»[1]. Au lieu de doctriner, les socialistes français ont agi; le développement relatif de la démocratie en France leur a permis une application immédiate du bernsteinisme avec toutes ses conséquences. Millerand en a fourni un brillant exemple; aussi avec quel zèle Bernstein et Vollmar[2] sont-ils accourus pour le défendre et le louanger! En effet, si la social-démocratie n'est que le parti des réformes et doit avoir le courage de le reconnaître ouvertement, le socialiste non seulement a le droit, mais le devoir d'entrer dans un ministère bourgeois. Si démocratie signifie essentiellement suppression de la domination de classe, pourquoi un ministre socialiste ne séduirait-il pas le monde bourgeois par des discours sur la collaboration des classes? Pourquoi ne conserverait-il pas son portefeuille, même après que des massacres d'ouvriers par les gendarmes ont montré pour la centième et la millième fois le caractère véritable de la collaboration démocratique des classes[3]? Pourquoi ne participerait-il pas personnellement à la réception du tsar, que les socialistes français n'appellent pas autrement maintenant que knouteur, pendeur et déportateur[4]? Et pour compenser

1 Engels: préface au *18 Brumaire* de Marx. (N. L.)

2 Vollmar, social-démocrate bavarois, député au Reichstag, soutint dès 1891, longtemps avant Bernstein même, des opinions réformistes, après avoir été un ardent révolutionnaire. Au congrès de Dresde en 1903, Bebel l'appela le Millerand allemand.

3 Il y eut sous le ministère de Millerand plusieurs conflits entre les ouvriers grévistes, d'une part, les gendarmes et la troupe, de l'autre. Le plus grave fut celui de Chalon-sur-Saône où les gendarmes, pour arrêter une manifestation, firent usage de leurs revolvers: il y eut des morts. Cet événement suscita une discussion au congrès général des organisations socialistes françaises en septembre 1900. Le congrès flétrit à l'unanimité «*les auteurs responsables des massacres et leurs complices*». Mais Millerand n'en resta pas moins au ministère jusqu'en 1902.

4 Ces trois mots sont en français dans le texte, précédés de leur traduction russe. Toute la phrase a été supprimée dans la

cet avilissement volontaire du socialisme devant le monde, cette perversion de la conscience socialiste des masses ouvrières – seule base de la victoire – on nous présente à son de trompe des projets de réformes misérables, si misérables qu'on est arrivé en certains pays à obtenir davantage des gouvernements bourgeois[1].

À moins de fermer intentionnellement les yeux, on est obligé de voir que la nouvelle tendance « critique » n'est qu'une variété de l'opportunisme. Si l'on juge les hommes non pas d'après le brillant uniforme qu'ils ont revêtu ou le surnom pompeux qu'ils se sont décerné, mais par leur façon d'agir et les idées qu'ils défendent réellement, il apparaît clairement que la « liberté de critique » est la liberté de l'opportunisme dans la social-démocratie, la liberté de transformer cette dernière en un parti démocratique de réformes, la liberté d'introduire dans le socialisme les idées et les éléments de la bourgeoisie.

La liberté est un grand mot, mais c'est sous le couvert de la liberté de l'industrie qu'ont été menées les guerres les plus spoliatrices, c'est sous le couvert de la liberté du travail qu'on a constamment volé les travailleurs. L'emploi actuel de l'expression : « liberté de critique » donne lieu à la même équivoque. Des gens véritablement convaincus d'avoir fait avancer la science ne réclameraient pas la liberté pour de nouvelles conceptions d'exister parallèlement aux anciennes, mais le remplacement

deuxième édition de *Que faire ?*

1 Millerand avait un vaste projet de réformes ouvrières ; mais la plupart des réformes réalisées sont des mesures d'organisation, comme la création d'une Direction du travail avec un Conseil du travail, à la formation duquel les ouvriers participaient pour un tiers, l'invitation adressée aux inspecteurs du travail à se mettre en rapports avec les syndicats. La journée de travail devait être réduite à 10 heures et demie en 1902 et à 10 heures en 1904. La législation ouvrière, en Allemagne par exemple, était plus libérale.

de celles-ci par celles-là. Or les cris de : Vive la liberté de critique ! rappellent fort la fable du tonneau vide[1].

Groupe compact, nous cheminons par une voie escarpée et difficile, nous tenant fortement par la main. Nous sommes entourés d'ennemis de toutes parts et il nous faut marcher presque constamment sous leur feu. Nous nous sommes unis en vertu d'une décision librement consentie, afin de combattre nos ennemis et de ne pas tomber dans le marais voisin, dont les hôtes n'ont cessé de nous blâmer d'avoir constitué un groupe spécial et préféré la lutte à la conciliation. Or, voilà que certains d'entre nous viennent nous dire : « Allons dans le marais ! » Et si l'on essaye de leur faire honte, ils répliquent : « Comme vous êtes arriérés ! Comment pouvez-vous sans rougir nous dénier la liberté de vous inviter à suivre une voie meilleure ? » Oh ! oui, messieurs, vous êtes libres, non seulement de nous inviter, mais d'aller où bon vous semble, fût-ce dans le marais ; c'est là d'ailleurs qu'est votre véritable place et nous sommes prêts à vous aider à y transférer vos pénates. Mais alors, lâchez-nous la main, ne vous accrochez pas à nous et ne salissez pas le grand mot de « liberté », car, nous aussi, nous sommes « libres » d'aller où bon nous semble, libres de combattre le marais et ceux qui s'y dirigent.

Lénine définit ensuite les « critiques » russes, c'est-à-dire les marxistes légaux, montre leur parenté avec l'économisme, et déclare que ceux qui prétendent, comme le *Rabotché Diélo*, combattre l'économisme ne devraient pas défendre la « liberté de critique. »

5. Engels et l'importance de la lutte théorique

Le « dogmatisme », le « *doctrinarisme* », *ainsi que la « momification du parti, punition inévitable de la compression de la pensée* », tels sont les ennemis contre

1 De Krylov, le La Fontaine russe, au début du XIX^e^ siècle.

lesquels entrent en lice les champions de la « liberté de critique » du *Rabotché Diélo*. Nous sommes très heureux que la question soit posée ; seulement nous proposerions de la compléter par cette autre :

Qui sont les juges ?

Nous avons sous les yeux deux prospectus : le programme de l'organe de l'Union des social-démocrates russes (*Rabotché Diélo*) et l'avis de la reprise des éditions du groupe de la Libération du travail[1]. Tous deux sont datés de 1899, époque à laquelle la « crise du marxisme » était déjà depuis longtemps à l'ordre du jour. Pourtant, dans le premier prospectus, on chercherait vainement des indications sur cette crise et un exposé précis de la position du nouvel organe à cet égard. Ce programme, non plus que ses compléments adoptés au troisième congrès de l'Union (1901), ne dit pas un mot du travail théorique[2]. Durant tout ce temps, le *Rabotché Diélo* a laissé

1 À la fin de 1898, le groupe Libération du travail avait, abandonné la direction des éditions de l'Union des social-démocrates russes à l'étranger à la majorité économiste de cette dernière, qui lança en avril 1899 la revue *Rabotché Diélo*. À la fin de 1899, sous l'influence de la « protestation des 17 » (voir plus haut l'introduction à l'article *Nos objectifs immédiats),* Plékhanov et Axelrod annoncèrent que la Libération du travail reprenait « son activité littéraire ».

2 Le premier congrès de l'Union des social-démocrates russes à l'étranger, en 1898, avait rédigé pour la rédaction du journal *Rabotché Diélo* des instructions qui constituent le programme tactique du groupe ; le deuxième congrès, en avril 1900, avait consommé la scission de l'Union : d'un côté, le groupe du *Rabotché Diélo*, de l'autre, l'organisation révolutionnaire social-démocrate (Plékhanov) ; le troisième congrès, en août 1901, fut en réalité un congrès du *Rabotché Diélo*. Il adopta de nouvelles instructions pour la rédaction du journal qui furent imprimées dans ses numéros 11-12, puis dans la brochure : *Deux congrès. Le troisième congrès de l'Union et le congrès d'unité,* publiée par l'Union des social-démocrates russes à Genève en 1901.

de côté les questions théoriques, quoiqu'elles émussent les social-démocrates du monde entier.

L'autre prospectus, au contraire, signale l'affaiblissement de l'intérêt pour la théorie pendant ces dernières années, réclame « *une attention concentrée pour le côté théorique du mouvement révolutionnaire du prolétariat* » et invite à la « *critique implacable du bernsteinisme et autres tendances antirévolutionnaires* ». Les numéros parus de la *Zaria* (*Aurore*) montrent comment ce programme a été exécuté[1].

Ainsi donc, les grandes phrases contre la momification de la pensée dissimulent en réalité une insouciance complète de la théorie. L'exemple social-démocrate russe illustre de façon particulièrement frappante ce phénomène général à l'Europe (et signalé depuis longtemps par les marxistes allemands), à savoir que la fameuse « liberté de critique » ne comporte pas le remplacement d'une théorie par une autre, mais la liberté à l'égard de tout système théorique, c'est-à-dire l'éclectisme et l'absence de principes. Il suffit de connaître tant soit peu notre mouvement pour voir que l'extension du marxisme a été accompagnée d'un certain abaissement du niveau théorique. Nombre de gens dont la préparation théorique était nulle ou infime ont adhéré au mouvement à cause de ses succès et de son caractère pratique. Aussi le *Rabotché Diélo* manque-t-il de tact lorsque, à cette époque de débandade théorique, il sort d'un air triomphant la sentence de Marx : « *Tout pas fait en avant, tout mouvement réel importe plus qu'une douzaine de programmes*[2].»

1 La *Zaria* était l'organe théorique illégal dirigé par la Libération du travail avec la collaboration du groupe de l'*Iskra*. Trois numéros parurent en 1901, depuis avril ; le quatrième et dernier en 1902. Lénine, Plékhanov, Zassoulitch, Axelrod y publièrent des articles contre Strouvé et les tenants de la philosophie idéaliste.

2 *Critique du programme de Gotha* ; Paris 1922, p. 19.

D'ailleurs, ce mot est extrait de la lettre sur le programme de Gotha, dans laquelle Marx condamne catégoriquement l'éclectisme dans la formulation des principes. S'il est nécessaire de s'unir – écrivait-il aux chefs du parti –, passez des accords en vue des buts pratiques, mais ne faites pas commerce des principes, ne faites pas de « concessions » théoriques. Telle était la pensée de Marx, et voilà qu'il se trouve parmi nous des gens qui se couvrent de lui pour essayer de discréditer la théorie[1] !

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. On ne saurait trop insister sur cette vérité à une époque où l'engouement pour les formes les plus étroites du praticisme va de pair avec la propagande de l'opportunisme. Pour la social-démocratie russe en particulier, la théorie acquiert une importance encore plus grande par suite des considérations suivantes, trop souvent oubliées :

Tout d'abord, notre parti ne fait encore que se constituer, qu'élaborer sa physionomie, et il est loin d'en avoir fini avec les courants de la pensée révolutionnaire qui menacent de faire dévier le mouvement. Depuis quelque temps, nous assistons à une recrudescence des tendances révolutionnaires non social-démocrates[2]. Dans ces conditions, une erreur « insignifiante » au premier abord peut avoir les plus déplorables conséquences et il faut être aveugle pour considérer comme inopportunes ou superflues les controverses de fractions et la délimitation

1 Sur les circonstances dans lesquelles Marx écrivait, lire la préface d'A. Dunois à la *Critique du programme de Gotha*, édition précitée.

2 Les années 1899-1901 voient en effet renaître les tendances populistes révolutionnaires qui devaient donner naissance, à la fin de 1901, au Parti socialiste-révolutionnaire. (Voir plus loin ce qui concerne le groupe de la *Svoboda*.) D'autre part, les libéraux bourgeois menaient une campagne de pétitions et se préparaient à former, avec Strouvé et d'autres « marxistes légaux », le groupe de l'Osvobojdénié.

rigoureuse des nuances. De la consolidation de telle ou telle « nuance » peut dépendre l'avenir de la social-démocratie russe pour de longues années.

En deuxième lieu, le mouvement social-démocrate est essentiellement international. Il s'ensuit non seulement que nous devons combattre chez nous le chauvinisme, mais aussi que notre jeune mouvement ne peut être fructueux que s'il s'assimile l'expérience des autres pays. Or pour cela il ne suffit pas de connaître cette expérience (ou de se borner à recopier les dernières résolutions adoptées) ; il faut savoir la critiquer et la contrôler soi-même. Seuls ceux qui savent combien le mouvement ouvrier contemporain a grandi et s'est ramifié comprendront quelle quantité de forces théoriques et d'expérience politique (et révolutionnaire) réclame cette tâche.

En troisième lieu, la social-démocratie russe a des tâches nationales que n'a jamais eues aucun parti socialiste. Nous verrons plus loin quelles obligations politiques et quelles tâches d'organisation nous impose la libération d'un peuple entier du joug de l'autocratie. Pour le moment, nous nous bornerons à indiquer que seul un parti dirigé par une théorie d'avant-garde peut jouer le rôle de combattant d'avant-garde. Or, pour concevoir tant soit peu concrètement ce que cela signifie, que le lecteur se rappelle les précurseurs de la social-démocratie russe, Herzen, Biélinsky, Tchernychevsky et la brillante pléiade révolutionnaire de 1870[1] ; qu'il songe à

1 Herzen, célèbre publiciste russe du règne de Nicolas 1*er*. Son journal, *Kolokol* (*La Cloche*), publié à Londres de 1857 à 1863, eut une énorme influence sur le mouvement réformiste de 1861. Quoique voyant dans la commune paysanne l'embryon de la future société socialiste, Herzen, établi en Occident depuis 1847, prédit le rôle à venir du prolétariat. Biélinsky, ami de Herzen, mort très jeune en 1848, fut proprement un critique littéraire, mais, s'intitulant socialiste, sut faire pénétrer dans la société russe nombre de vérités essentielles.

l'importance mondiale qu'acquiert actuellement la littérature russe ; qu'il... mais cela suffit.

Signalons les remarques d'Engels (1874) sur l'importance de la théorie dans le mouvement social-démocrate. Engels distingue non pas deux formes de la lutte menée par la social-démocratie (politique et économique) comme on le fait chez nous, mais trois (politique, économique et théorique). Sa recommandation au mouvement ouvrier allemand, déjà développé pratiquement et politiquement, est si instructive que le lecteur ne nous en voudra pas de lui donner le long extrait suivant, tiré de la préface de la *Guerre des paysans*[1], depuis longtemps devenue une rareté bibliographique :

« *Les ouvriers allemands ont deux avantages sur ceux du reste de l'Europe. Le premier, c'est qu'ils appartiennent au peuple le plus théoricien de l'Europe et qu'ils ont conservé ce sens de la théorie, presque complètement*

Tchernychevsky, philosophe, historien, publiciste, économiste, critique, disciple à certains points de vue de Biélinsky, sut, comme dit ailleurs Lénine, malgré la censure, former par ses articles de véritables révolutionnaires ; il passa toute la dernière partie de sa vie (1862-1899) en prison et dans l'exil. Matérialiste à la manière de Feuerbach, socialiste utopiste se rattachant à Fourier, il mérita cependant les louanges de Marx pour sa critique de l'économie bourgeoise. Plékhanov, qui lui a consacré de nombreuses études et tout un volume, le nomme « *le père de la démocratie sociale russe* ». Lénine estime qu'« *il ne fut empêché que par le caractère arriéré de la vie russe de s'élever jusqu'au matérialisme dialectique de Marx et d'Engels* ». Il lui a emprunté le titre de *Que faire ?*

Les auteurs cités font partie des « philosophes » de 1860 : on a vu, dans le premier extrait de ce volume, comment Lénine considérait leur « héritage » ; la pléiade de 1870 comprend les premiers populistes, les révolutionnaires de la *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté), dont était Plékhanov.

1 Dritter Abdruck, Leipzig 1875, Verlag der Genossenshaftsbuchdruckerei. (N. L.)

Il s'agit non pas de la préface elle-même, mais d'une addition écrite en 1874.

perdu par les classes « éclairées » d'Allemagne. Sans la philosophie allemande qui l'a précédé, en particulier sans celle de Hegel, le socialisme scientifique allemand – le seul socialisme scientifique qui ait jamais existé – ne se serait jamais constitué. Sans ce sens théorique qui leur est inhérent, les ouvriers ne se seraient jamais assimilé à un tel point ce socialisme scientifique. Combien est grand cet avantage, c'est ce que montrent, d'une part, l'indifférence pour toute théorie, qui est une des principales raisons pour lesquelles le mouvement ouvrier anglais progresse si lentement malgré l'excellente organisation des métiers, et, d'autre part, la confusion et les incertitudes qu'a provoquées le proudhonisme sous sa forme initiale chez les Français et les Belges, et, sous la forme caricaturale que lui a donnée Bakounine, chez les Espagnols et les Italiens.

Le deuxième avantage consiste en ce que les Allemands sont venus au mouvement ouvrier presque les derniers. De même que le socialisme théorique allemand n'oubliera jamais qu'il repose sur Saint-Simon, Fourier et Owen – trois penseurs qui, malgré le caractère fantaisiste et utopique de leurs doctrines, sont parmi les plus grands esprits de tous les temps et qui, par une intuition de génie, ont pressenti nombre de vérités dont la justesse est maintenant démontrée scientifiquement –, de même le mouvement ouvrier allemand ne doit pas oublier qu'il s'est développé grâce au mouvement anglais et français, dont il a pu utiliser la coûteuse expérience et éviter les fautes, fatales alors pour la plupart. Où serions-nous maintenant sans l'exemple des trade-unions anglaises et des luttes politiques des ouvriers français, sans cette impulsion formidable qu'a donnée en particulier la Commune de Paris ?

Il faut rendre justice aux ouvriers allemands : ils ont su profiter avec une rare intelligence des avantages de leur situation. Pour la première fois depuis que le mouvement ouvrier existe, la lutte est menée méthodiquement dans ses trois directions connexes : théorique, politique et

économique-pratique (résistance aux capitalistes). C'est dans cette attaque concentrique que résident la force et l'invincibilité du mouvement allemand.

Cette situation avantageuse, le caractère essentiellement insulaire du mouvement anglais, ainsi que la répression violente du mouvement français font que les ouvriers allemands se trouvent maintenant à la tête de la lutte prolétarienne. Combien de temps les événements leur permettront-ils d'occuper ce poste d'honneur, on ne saurait le dire. Mais tant qu'ils l'occuperont, ils s'acquitteront, comme il convient, il faut l'espérer, des obligations qui leur incombent. Pour cela, ils devront redoubler d'énergie dans tous les domaines de la lutte et de l'agitation. Pour les chefs en particulier, leur devoir consistera à s'instruire de plus en plus de toutes les questions théoriques, à s'affranchir de l'influence des phrases traditionnelles de l'ancienne philosophie et à ne jamais oublier que le socialisme, depuis qu'il est devenu une science, exige d'être traité comme une science, c'est-à-dire d'être étudié. Il faudra répandre avec un redoublement d'ardeur parmi les masses ouvrières la conscience ainsi acquise, cimenter plus fortement l'organisation du parti et celle des syndicats...

Si les ouvriers allemands continuent à progresser ainsi, il est certain non pas qu'ils marcheront en tête du mouvement (dont l'intérêt n'est pas d'avoir à sa tête des ouvriers d'une nation quelconque), mais qu'ils occuperont une place honorable parmi les combattants et qu'ils seront prêts, armés de pied en cap, si de pénibles épreuves ou de grands événements les obligent soudain à faire montre de décision et d'énergie. »

Paroles prophétiques ! Quelques années plus tard, les ouvriers allemands étaient inopinément soumis à la rude épreuve de la loi d'exception contre les socialistes. Or, ils

se trouvèrent aptes à supporter cette épreuve et ils en sortirent victorieusement[1].

Le prolétariat russe aura à subir des épreuves incomparablement plus dures, il aura à combattre un monstre auprès duquel une loi d'exception dans un pays constitutionnel semble un Pygmée. L'histoire nous impose maintenant une tâche urgente, la plus révolutionnaire de toutes les tâches urgentes du prolétariat de n'importe quel pays. L'accomplissement de cette tâche, c'est-à-dire la destruction du rempart le plus puissant non seulement de la réaction européenne, mais encore (nous pouvons le dire maintenant) de la réaction asiatique, ferait du prolétariat russe l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire international. Et nous sommes en droit d'espérer que nous obtiendrons ce titre honorable mérité déjà par nos devanciers, les révolutionnaires de 1870, si nous savons animer du même esprit de décision et de la même énergie notre mouvement, incomparablement plus large et plus profond.

II
La spontanéité des masses et la conscience de la social-démocratie

Nous avons dit qu'il fallait animer d'un esprit de décision et d'une énergie sans borne notre mouvement, incomparablement plus large et plus profond que celui de 1870. Jusqu'à présent, personne encore, semble-t-il,

1 En 1878, Bismark fit adopter par le Reichstag une loi dirigée spécialement contre les *« menées de la social-démocratie »,* interdisant les réunions, associations et publications socialistes. Les socialistes, après un moment d'hésitation et de trouble, se trouvèrent assez organisés pour suivre les conseils de Liebknecht et de Bebel, continuer la propagande dans toutes sortes de sociétés extérieurement neutres, profiter des élections au Reichstag, transporter à l'étranger leurs congrès, etc. Aux élections de 1890, ils obtenaient près d'un million et demi de voix au lieu de 480 000 avant la promulgation de la loi.

n'avait douté que la force du mouvement contemporain consistât dans l'éveil des masses (principalement du prolétariat industriel) et sa faiblesse dans le manque de conscience et d'initiative des dirigeants révolutionnaires.

Néanmoins une découverte, récente autant que stupéfiante, menace de renverser toutes les idées reçues à ce sujet. Elle est l'œuvre du *Rabotché Diélo* qui, polémiquant avec l'*Iskra* et la *Zaria*, ne s'est pas borné à des objections particulières et a tenté de ramener le « désaccord général » à une crise plus profonde : à une « *appréciation différente de l'importance relative de l'élément spontané et de l'élément méthodique conscient* ». Dans son réquisitoire, le *Rabotché Diélo* nous accuse de « *sous-estimer l'importance de l'élément objectif ou spontané* »[1].

Si la polémique de l'*Iskra* et de la *Zaria* n'avait eu pour résultat que d'amener le *Rabotché Diélo* à réfléchir sur ce « désaccord général », nous pourrions déjà nous en féliciter, tant ce réquisitoire est significatif, tant il éclaire bien le fond des désaccords théoriques et politiques qui séparent maintenant les social-démocrates russes.

Aussi la question de la spontanéité et de la conscience présente-t-elle un immense intérêt général et demande-t-elle une étude détaillée.

1. Débuts du mouvement spontané

Dans le chapitre précédent, nous avons signalé l'engouement général des jeunes intellectuels russes pour la théorie marxiste vers 1895. À cette époque également, les grèves ouvrières qui suivirent la fameuse guerre industrielle de 1896 (Saint-Pétersbourg) revêtirent un caractère général. Leur extension à toute la Russie attestait clairement la profondeur du mouvement populaire renaissant et, certes, elles représentaient un mouvement

1 *Rabotché Diélo* n° 10, septembre 1901, p. 7-18. En italique dans l'original. (N. L.)

au plus haut point spontané[1]. Mais il y a spontanéité et spontanéité. Pendant la période de 1860 à 1880 (et même avant), il y eut en Russie des grèves accompagnées de destruction « spontanée » de machines et autres excès[2]. Comparativement à ces « émeutes », les grèves de la fin du siècle pourraient être qualifiées de « conscientes », tant le mouvement ouvrier a progressé dans l'intervalle. Cela prouve que l'élément « spontané » n'est au fond que la forme embryonnaire du conscient.

Les émeutes primitives exprimaient déjà un certain éveil de conscience : les ouvriers perdaient leur foi séculaire en l'inébranlabilité du régime qui les accablait ; ils commençaient à sentir, sinon à comprendre, la nécessité d'une résistance collective et rompaient résolument avec la soumission servile aux autorités. Pourtant, c'était bien plus une manifestation de désespoir et de vengeance qu'une lutte.

Les grèves des dernières années du siècle révèlent beaucoup plus de conscience : on pose des revendications précises, on tâche de prévoir le moment favorable, on tire des leçons des expériences diverses, etc. Si les émeutes n'étaient que le fait de gens opprimés, les grèves systématiques représentaient déjà des embryons, mais

1 Une série de grèves se succédèrent à Saint-Pétersbourg depuis la fin de 1895, toutes suscitées par de petites illégalités ou vexations des patrons, et toutes couronnées de succès ; elles aboutirent en mai 1896 à une grève générale du textile qui, après avoir cessé fin juin, reprit en janvier 1897 et obtint une loi sur la diminution de la journée de travail. La vague gréviste s'étendit à Moscou, Ivanovo-Voznessensk, Tver, Vladimir, Iaroslav, et toucha même l'Oural, la Pologne et l'Ukraine. Ces grèves étaient spontanées, mais conduisaient généralement à la fondation de « caisses de grève » et d'organisations syndicales.

2 De 1865 à 1877 on compte 20 000 grévistes, dans toutes les régions de Russie. Avant même l'abolition du servage, les historiens énumérèrent de nombreuses grèves surgissant spontanément pour des questions de salaire, de règlement intérieur, de durée du travail.

des embryons seulement, de la lutte de classe. Prises en elles-mêmes, ces grèves étaient une lutte trade-unioniste, mais non pas encore social-démocrate ; elles marquaient l'éveil de l'antagonisme entre ouvriers et patrons ; mais les ouvriers n'avaient pas et ne pouvaient pas avoir encore la conscience de l'opposition irréductible de leurs intérêts avec tout l'ordre politique et social contemporain, c'est-à-dire la conscience social-démocrate. En ce sens, les grèves de la fin du siècle, quoique constituant un énorme progrès sur les « émeutes » antérieures, restaient un mouvement purement spontané.

La conscience social-démocrate, avons-nous dit, ne pouvait pas exister chez les ouvriers. Elle ne pouvait leur être apportée que de l'extérieur. L'histoire de tous les pays atteste que, livrée à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut se grouper en syndicats, mener la lutte contre les patrons, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc.[1]

La doctrine socialiste, elle, est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par certains représentants instruits des classes possédantes, les intellectuels. Par leur situation sociale, les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient des intellectuels bourgeois. De même en Russie, la doctrine social-démocrate surgit indépendamment de la croissance spontanée du mouvement ouvrier ; elle y fut le résultat naturel et fatal du développement de la pensée chez les intellectuels adeptes du socialisme

1 Le trade-unionisme n'exclut nullement toute politique, comme on le pense parfois. Les trade-unionistes ont toujours mené une certaine agitation et une certaine lutte politique (mais non social-démocrate). Nous parlerons dans le chapitre suivant de la différence entre la politique trade-unioniste et la politique social-démocrate. (N. L.)

révolutionnaire[1]. À l'époque dont nous parlons, c'est-à-dire vers la fin du siècle, cette doctrine non seulement avait déjà pris corps dans le programme du groupe de la Libération du travail, mais encore avait conquis la majorité de la jeunesse révolutionnaire russe.

Ainsi donc, il existait à la fois un éveil spontané des masses ouvrières à la vie et à la lutte consciente, et une jeunesse révolutionnaire qui, armée de la théorie social-démocrate, brûlait du désir de se rapprocher des ouvriers. À ce propos, il importe de faire remarquer que les premiers social-démocrates de cette période, qui s'occupaient avec ardeur de l'agitation économique (en profitant des utiles indications de la brochure *De l'agitation*, alors manuscrite)[2], ne considéraient pas cette agitation comme leur seule tâche, que, dès le début, ils assignaient à la social-démocratie russe les plus grandes tâches historiques, et en particulier le renversement de l'autocratie[3].

1 L'idée exprimée dans ces deux paragraphes est fondamentale chez Lénine. Elle a été critiquée au deuxième congrès, en 1903, par Martinov, qui soutint que les éléments du socialisme moderne sont élaborés par la classe ouvrière elle-même, le rôle des idéologues se bornant à en faire la synthèse. Lénine reconnut que, les économistes ayant exagéré dans un sens, il avait dû exagérer dans le sens contraire.

2 Brochure composée en 1894 par Martov et un social-démocrate de Vilna et qui parcourut toute la Russie en manuscrit avant d'être imprimée à Genève en 1896. Elle prêchait la nécessité, pour les social-démocrates, de sortir de leurs cercles fermés et de faire une vaste agitation sur le terrain des besoins économiques immédiats ; le processus même de la lutte économique porterait ensuite le peuple à sentir que le principal obstacle est l'autocratie. Lénine affirme que cette brochure joua un rôle utile, parce que, d'un autre côté, elle peut être accusée d'avoir contribué à la naissance de la théorie « économiste ».

3 Les historiens reconnaissent en effet que l'« économisme » n'est né que plus tard, vers 1897, chez les jeunes agitateurs, dans une période d'essor industriel et ouvrier, par suite d'une confiance excessive dans les succès de la lutte économique. Aux preuves apportées par Lénine plus bas, la préparation d'un organe

Ainsi les social-démocrates de Saint-Pétersbourg, qui fondèrent la Ligue de combat pour la libération de la classe ouvrière[1] lancèrent, dès la fin de 1895, le premier numéro d'un journal intitulé *Rabotché Diélo* (*La Cause ouvrière*). Prêt à être mis sous presse, ce numéro fut saisi par les gendarmes au cours d'une perquisition effectuée dans la nuit du 8 au 9 décembre chez un des membres du groupe A. A. Vaniéev[2], de sorte que le

politique, le manifeste du premier congrès, on pourrait ajouter sa propre brochure sur *Les Objectifs des social-démocrates russes,* écrite en 1897, et où il fait rentrer dans la lutte de classe du prolétariat à la fois la grève et l'insurrection, à la fois la lutte économique et la lutte politique. Par « renversement de l'autocratie » à cette époque, chez Lénine, il ne faut pas entendre l'établissement d'un régime républicain (ce qui n'entrera dans le programme qu'au deuxième congrès), mais seulement celui d'un régime constitutionnel.

1 Il s'agit du groupe des « anciens », dont faisaient partie Kroupskaïa (la future femme de Lénine), Krjijanovsky (actuellement président de la Commission du plan d'État, ou Gosplan), et dans lequel Lénine, arrivant de Samara, entra en 1894. En 1895 s'y joignit Martov avec son groupe. La même année, ce petit cercle d'études marxistes décida, vu le mouvement ouvrier grandissant, de se livrer à une vaste agitation, économique et politique, dans les usines. À cet effet, il entreprit la rédaction d'un organe illégal, qui devait être imprimé sur la presse clandestine d'un groupe sympathisant de *narodvoltsi*. Tout était prêt quand eut lieu le grand coup de filet policier du 8 décembre (une centaine d'arrestations dans les divers milieux révolutionnaires, entre autres celle de Lénine). Le cercle avait cependant eu le temps de se transformer en un noyau central d'intellectuels dirigeant des groupes ouvriers. Toute cette organisation reçut, dans un manifeste du 15 décembre 1895, le nom de Ligue de combat pour la libération de la classe ouvrière.

2 Anatole Alexandrovitch Vaniéev est mort en 1899 en Sibérie orientale, d'une tuberculose contractée pendant sa détention cellulaire en prison préventive. C'est pourquoi nous avons cru possible de publier ces informations, dont nous garantissons l'authenticité, car elles émanent de personnes qui ont connu Vaniéev directement et de la façon la plus intime. (N. L.)

Rabotché Diélo, premier du nom, ne put voir le jour. L'article de tête de ce numéro (que peut-être dans une trentaine d'années une revue comme la *Rouskaia Starina*[1] exhumera des archives de la police) exposait les grands objectifs de la classe ouvrière en Russie – en premier lieu la conquête de la liberté politique. Suivaient un article (A quoi pensent nos ministres ?) consacré à la dissolution par la police des Comités d'instruction élémentaire, ainsi que de nombreuses correspondances de Saint-Pétersbourg et d'autres villes de Russie (par exemple sur le massacre de Iaroslav)[2]. Ainsi ce « premier essai », des

1 Titre d'une revue historique, bien connue en Russie. L'article, qui était de Lénine lui-même, n'a pas encore été retrouvé.

2 Les détails donnés par Lénine sont précisés par le rapport de la police « *sur les cercles criminels surgis à Saint-Pétersbourg, en 1894-1895, et se nommant social-démocrates* ». En particulier l'article de tête exposait que « *les ouvriers doivent s'unir et engager, toutes forces réunies, la lutte contre les capitalistes et le gouvernement* ». Il se termine par cet appel aux ouvriers : « *Ainsi, lutte contre le patron pour des conditions humaines d'existence ; lutte contre l'arbitraire et la toute-puissance du gouvernement !* » Le manuscrit intitulé : *À quoi pensent nos ministres ?* (qui a été retrouvé dans les archives de la police) analyse une lettre où le ministre de l'Intérieur, Dournovo, exprimait des craintes au sujet des écoles du dimanche : « *Le ministre,* dit l'article, *voit dans les ouvriers la poudre et dans la science et l'instruction, l'étincelle ; si l'étincelle est mise en contact avec la poudre, l'explosion sera dirigée avant tout contre le gouvernement.* » Le rapport note enfin des manuscrits sur les grèves de Saint-Pétersbourg, sur la grève des tisserands d'Ivanovo-Voznessensk (ce dernier de Lénine), et des correspondances de Vilna, Minsk, Saint-Pétersbourg, également sur des grèves. Un article, écrit par un ouvrier, raconte que la grève de Iaroslav fut réprimée par les armes et « *exploite tendancieusement l'approbation donnée par l'empereur* » à ce procédé.
Il faut ajouter que les comités d'instruction élémentaire étaient des institutions privées fonctionnant à Saint-Pétersbourg et à Moscou pour encourager l'enseignement primaire. Ils éditaient et distribuaient des livres, offraient des cours de perfectionnement aux instituteurs, ouvraient des bibliothèques, etc., le tout d'accord avec les municipalités, c'est-à-dire avec la bourgeoisie

social-démocrates russes de la fin du XIX^e siècle n'était pas un journal local, encore moins un journal de caractère « économique » ; il s'efforçait d'unir la lutte gréviste au mouvement révolutionnaire contre l'autocratie et d'amener tous les opprimés victimes de la réaction et de l'obscurantisme à soutenir la social-démocratie. Et pour ceux qui connaissent tant soit peu l'état du mouvement à cette époque, il est hors de doute qu'un tel journal eût été favorablement accueilli par les ouvriers de la capitale et les intellectuels révolutionnaires et aurait obtenu une large diffusion.

L'insuccès de l'entreprise prouva uniquement que les social-démocrates d'alors manquaient d'expérience révolutionnaire et de préparation pratique. De même pour le *Rabotchi Listok*[1] (*La Feuille ouvrière*), la *Rabotchaïa Gazeta* (*Gazette ouvrière*)[2] et le manifeste du Parti ouvrier

libérale. De là l'hostilité à leur égard du gouvernement, lorsque cette bourgeoisie commença une vive opposition. En 1895, ils furent pratiquement annihilés.

La grève de Iaroslav dont il est question éclata en avril 1895 dans une fabrique textile ; il y eut plusieurs ouvriers tués et le fait fit grand bruit parce que le jeune tsar *Nicolas II* félicita cyniquement le régiment qui avait tiré.

1 Organe de la Ligue de combat de Saint-Pétersbourg. Deux numéros seulement parurent : le premier à la fin de 1896, multiplié au miméographe en 300-400 exemplaires seulement ; le deuxième en septembre 1897, imprimé à Genève. Le principal article invitait la classe ouvrière à s'organiser en un parti solide pour déclarer au gouvernement ses revendications politiques : liberté de coalition, de réunion, de parole et de presse, et journée de huit heures.

2 Organe de la Ligue de combat de Kiev. Deux numéros seulement parurent : le premier en août 1897, le deuxième fin décembre. Il militait principalement pour la constitution d'un parti panrusse et jugeait que « *la lutte contre l'autocratie pour la liberté politique est le premier objectif du mouvement ouvrier de Russie* ». Il fut déclaré par le premier congrès organe central du parti, mais les arrestations qui suivirent et la confiscation de l'imprimerie du journal rendirent vaine cette décision comme toutes les autres.

social-démocrate russe, fondé au printemps de 1898[1]. Il va de soi que nous ne songeons nullement à reprocher aux militants d'alors leur impréparation. Mais pour profiter de l'expérience du mouvement et pour en tirer des leçons pratiques, il faut se rendre un compte exact des causes et des conséquences de tel ou tel défaut. C'est pourquoi il importe extrêmement d'établir qu'alors, en 1895-1898, au début même du mouvement « spontané », une partie (peut-être même la majorité) des social-démocrates considéraient à juste titre comme possible d'inaugurer un large programme et une tactique de combat[2].

Quant à l'impréparation de la plupart des révolutionnaires, elle était parfaitement naturelle et nullement alarmante. Du moment que les tâches avaient été rationnellement déterminées et qu'on avait assez d'énergie pour travailler jusqu'à leur entier accomplissement,

1 Le Manifeste du Parti ouvrier social-démocrate russe, rédigé par Strouvé par mission du premier congrès (1898), donnait comme principal objectif au futur parti la conquête de la liberté politique, tout en demeurant *« le mouvement de classe des masses ouvrières organisées »*. Mais ce manifeste fut si mal répandu qu'un des membres du comité central du parti n'en eut un exemplaire imprimé qu'en 1901.

2 Critiquant la conduite des social-démocrates des dernières années du siècle, l'*Iskra* ne tient pas compte du fait que les conditions pour une action autre que la lutte en vue des petites revendications faisaient alors complètement défaut. Ainsi parlent les économistes dans leur *Lettre aux organes social-démocrates russes*. Mais les faits qu'ils citent les démentent. Non seulement dans les dernières années du siècle, mais aussi vers 1895, il y avait toutes les conditions nécessaires pour un travail autre que la lutte en vue des petites revendications, toutes les conditions, disons-nous, sauf une préparation suffisante des dirigeants. Et voilà qu'au lieu de reconnaître ouvertement ce défaut de préparation chez nous, idéologues, dirigeants, les économistes rejettent toute la faute sur l'absence de conditions, sur l'influence du milieu matériel déterminant la ligne dont aucun idéologue ne saurait faire dévier le mouvement. Qu'est-ce là, sinon une soumission aveugle au spontané, un engouement des idéologues pour leurs propres défauts ? (N. L.)

les insuccès temporaires n'étaient que demi-mal. L'expérience révolutionnaire et l'habileté en matière d'organisation sont choses qui s'acquièrent, pourvu qu'on le veuille, pourvu qu'on ait conscience de ces défauts – ce qui équivaut à les avoir plus qu'à moitié corrigés.

Mais le demi-mal devint un mal véritable quand cette conscience commença à s'obscurcir (pourtant elle était très vive chez les militants précités), quand apparurent des gens, et même des organes social-démocrates, prêts à ériger les défauts en qualités et tentant même de justifier théoriquement leur soumission servile à la spontanéité. Il est temps de faire le bilan de cette tendance, très inexactement caractérisée par la notion, trop étroite, d'« économisme ».

❖ ❖ ❖

Lénine fait ensuite une brève histoire de l'économisme qui, en inclinant la conscience social-démocrate devant la spontanéité des masses, livre en réalité ces dernières à l'idéologie bourgeoise. Il va maintenant montrer les conséquences politiques et matérielles de cette soumission à la spontanéité.

III
Politique trade-unioniste et politique social-démocrate

Lénine annonce que, dans cette partie de son ouvrage, il va s'attaquer à Martinov comme type de l'économisme, qui rétrécit artificiellement la lutte ouvrière. A. Martinov, ancien narodovoltsi, puis membre de la Ligue des social-démocrates russes à l'étranger, était entré dans la rédaction du *Rabotché Diélo* en 1901 et y avait pris, à côté de Kritchevsky, le rôle principal. Le numéro 10 de la revue, paru en septembre 1901, contenait de lui un article résumant les désaccords entre les économistes et l'*Iskra*,

principalement dans cette phrase que Lénine analyse : « La lutte économique des ouvriers contre les patrons et contre le gouvernement, outre son rôle immédiatement révolutionnaire, a encore cet avantage d'aiguiller sans cesse les ouvriers sur le problème de l'injustice politique. »

6. La classe ouvrière, champion de la démocratie

Nous avons vu[1] que l'agitation politique la plus large et, par suite, les campagnes de toute sorte pour démasquer les abus politiques sont une tâche absolument nécessaire, la tâche la plus importante de l'action social-démocrate véritable. Mais nous sommes arrivés à cette déduction en nous basant uniquement sur le pressant besoin de connaissances et d'éducation politiques de la classe ouvrière. Or cette façon de poser la question est trop étroite, car elle ne tient pas compte des tâches démocratiques générales de toute social-démocratie et de la social-démocratie russe contemporaine en particulier. Pour bien mettre en lumière cette proposition, abordons la question du point de vue le plus familier aux économistes, du point de vue pratique.

Tout le monde reconnaît qu'il faut développer la conscience politique de la classe ouvrière. Mais comment le faire ? La lutte économique « aiguille » les ouvriers uniquement du côté des questions concernant l'attitude du gouvernement envers leur classe ; aussi, nous aurons beau nous efforcer de « *donner à la lutte économique elle-même un caractère politique* »[2], nous ne pourrons jamais, dans un tel cadre, développer comme il convient la conscience politique des ouvriers, car ce cadre lui-même est trop étroit. La formule de Martinov nous est précieuse non parce qu'elle démontre le confusionnisme de son auteur,

1 Dans le sous-chapitre 3, non donné ici, de ce chapitre.

2 Autre phrase de Martinov : « *À la social-démocratie incombe la tâche de donner, autant que possible, à la lutte économique un caractère politique* ».

mais parce qu'elle met en relief l'erreur fondamentale de tous les économistes : la conviction qu'on peut développer la conscience politique des ouvriers à l'intérieur de leur lutte économique, c'est-à-dire en se basant uniquement (ou principalement) sur cette lutte. Cette opinion est radicalement fausse et c'est parce que les économistes, furieux de notre polémique, ne veulent pas réfléchir à la source du désaccord que nous en arrivons littéralement à ne pas nous comprendre, à parler des langues différentes.

La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, de l'extérieur de la lutte économique. Ce n'est pas dans la sphère des rapports entre ouvriers et patrons qu'on peut la puiser, mais uniquement dans celle des rapports de toutes les classes et couches de la population avec l'État et le gouvernement, dans la sphère des rapports de toutes les classes entre elles. C'est pourquoi, à la question : « Que faire pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques ? » on ne saurait, comme le font la plupart des praticiens, surtout quand ils penchent vers l'économisme, répondre uniquement : « Il faut aller aux ouvriers ». Pour apporter aux ouvriers la connaissance politique, les social-démocrates doivent aller dans toutes les classes de la population et envoyer partout des détachements de leur armée.

Si nous employons cette formule tranchante et intentionnellement simplifiée, ce n'est nullement pour le plaisir d'émettre des paradoxes, mais pour « aiguiller » les économistes du côté des tâches qu'ils dédaignent, pour leur montrer la différence entre la politique trade-unioniste et la politique social-démocrate, différence qu'ils ne veulent pas comprendre. Que le lecteur garde son calme et veuille bien nous suivre attentivement jusqu'au bout.

Prenons, par exemple, le type de cercle social-démocrate le plus répandu depuis quelques années et examinons son travail. Le cercle se borne à des « liaisons avec les ouvriers » et édite des tracts dans lesquels

il flagelle les abus qui se commettent dans les usines, la partialité du gouvernement envers les capitalistes, ainsi que les violences de la police[1]. Aux réunions tenues avec les ouvriers, c'est sur ces sujets que roule ordinairement la conversation ; les conférences et causeries sur l'histoire du mouvement révolutionnaire, sur la politique intérieure et extérieure de notre gouvernement, sur l'évolution économique de la Russie et de l'Europe, sur la situation des classes dans la société contemporaine, sont une rareté et personne ne songe à nouer et à développer systématiquement des liaisons avec les autres classes de la société. En somme, l'idéal du militant de cercle se rapproche beaucoup plus de celui du parfait secrétaire de trade-union que de celui de chef socialiste. En effet, le secrétaire d'une trade-union anglaise aide constamment les ouvriers à mener la lutte économique, dénonce les abus commis à l'usine, explique l'injustice des lois et règlements gênant la liberté de grève, montre la partialité des conseils d'arbitrage composés de représentants de la bourgeoisie, etc. En un mot, tout secrétaire de trade-union mène et aide à mener la « lutte économique contre les patrons et le gouvernement[2] ».

1 Les ligues de combat étaient des groupes relativement peu nombreux d'intellectuels social-démocrates. Leurs membres commençaient par faire leur propagande dans des cercles groupant les ouvriers les plus actifs d'une usine ou d'un quartier. Ils recevaient de ces derniers des renseignements sur la situation dans les entreprises et sur les conflits en perspective. Munie de ces données, la ligue lançait un appel consacré aux conditions de travail dans telle ou telle branche d'industrie ou établissement, et les membres du cercle ouvrier se mettaient à la tête des grèves et autres formes de protestation. Par l'entremise de ces mêmes cercles, la ligue répandait des publications, légales ou non, sur le mouvement ouvrier et le socialisme. (*Le Mouvement social en Russie au début du XX^e^ siècle*, tome I^er^.)

2 Lénine, à cette époque, connaît le trade-unionisme par les ouvrages de S. Webb, qu'il nomme d'ailleurs dans un chapitre précédent et dont il a traduit en 1900-1901 *l'Histoire du*

On ne saurait trop répéter que ce n'est pas encore là de la social-démocratie, que le social-démocrate ne doit pas avoir pour idéal le secrétaire de trade-union, mais le tribun populaire sachant réagir à toute manifestation d'arbitraire et d'oppression, où qu'elle se produise et quelle que soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir, sachant tirer parti de ces faits, les grouper et brosser un tableau d'ensemble de la brutalité policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter enfin de la moindre occasion pour exposer devant tous ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à tous l'importance historique mondiale de la lutte émancipatrice du prolétariat.

Que l'on compare, par exemple, des hommes comme Robert Knight (secrétaire et leader de l'Union des chaudronniers, une des plus puissantes d'Angleterre) et Wilhelm Liebknecht[1] et que l'on essaye de leur appliquer les traits énumérés par Martinov dans l'exposé de son différend avec l'*Iskra*. On constatera que Knight a beaucoup plus « *appelé les masses à certains actes concrets* » et que Liebknecht s'est occupé davantage de « *faire la lumière révolutionnaire sur tout le régime actuel ou sur ses manifestations particulières* » ; que Knight « *a formulé les revendications urgentes du prolétariat et indiqué les moyens de les satisfaire* », et que Liebknecht, tout en faisant également cela, n'a pas renoncé à « *diriger en même temps l'action des différentes couches de l'opposition... à leur dicter un programme d'action positif* »[2] ; que Knight

trade-unionisme (la vie d'un secrétaire de trade-union est décrite au chapitre 8 et dernier de l'ouvrage : *Le Monde des trade-unions*).

1 Un des fondateurs du Parti social-démocrate allemand, son organisateur et son théoricien, directeur du *Vorwaerts*, député au Reichstag, mort en 1900.

2 Ainsi, pendant la guerre franco-allemande, Liebknecht dicta un programme d'action à toute la démocratie. Marx et Engels l'avaient fait, plus encore, en 1848. (N. L.)

s'est efforcé de « *donner autant que possible à la lutte économique elle-même un caractère politique* » et a parfaitement su « *poser au gouvernement des revendications concrètes promettant des résultats tangibles* », alors que Liebknecht s'est occupé beaucoup plus de « *dénoncer des abus* » ; que Knight a accordé plus d'importance à « *la progression de la lutte journalière courante* » et Liebknecht à « *la propagande d'idées brillantes et achevées* » ; que Liebknecht a fait de son journal « *un organe d'opposition révolutionnaire flagellant tout le régime, en particulier le régime politique, dans la mesure où il heurte les intérêts des catégories les plus diverses de la population* », tandis que Knight « *a travaillé pour la cause ouvrière en liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne* » (si l'on entend par « liaison organique étroite » cette soumission à la spontanéité dont nous avons parlé plus haut à propos de Kritchevsky et de Martinov) et a « *restreint la sphère de son action* », persuadé comme Martinov que, « *par là même, il approfondissait cette action* ». En un mot, on constate que Martinov rabaisse effectivement la social-démocratie au niveau du trade-unionisme, non pas pour lui faire tort, mais simplement parce qu'il s'est un peu trop hâté d'approfondir Plékhanov sans se donner la peine de le comprendre[1].

Au début de la guerre de 1870, Liebknecht s'abstint de voter les crédits ; plus tard, quand l'annexion de l'Alsace-Lorraine fut reconnue comme le but de la guerre, et après la proclamation de la République en France, il engagea la campagne contre la guerre et fut pour cela accusé de trahison et condamné à deux ans de prison. Il présentait toujours le Parti social-démocrate comme le défenseur de la civilisation contre le militarisme.

1 Martinov, prétendant « approfondir » Plékhanov, déclarait que l'agitation consiste à « *appeler les masses à certains actes concrets* ». Quand il écrivait que l'*Iskra* reléguait trop à l'arrière-plan l'agitation, il voulait dire qu'elle négligeait de « *poser au gouvernement des revendications concrètes de mesures législatives et administratives* ». Tel est le contenu d'un des chapitres précédents.

Mais revenons à notre exposé. S'il est pour le développement intégral de la conscience politique du prolétariat, le social-démocrate, avons-nous dit, doit « aller dans toutes les classes sociales ». Mais comment ? Avons-nous pour cela des forces suffisantes ? Existe-t-il un terrain pour ce travail dans toutes les autres classes ? Enfin, un tel travail ne sera-t-il pas une déviation ou n'amènera-t-il pas une déviation du point de vue de classe ?

« Aller dans toutes les classes », nous le devons et comme théoriciens et comme propagandistes, et comme agitateurs et comme organisateurs. Nul doute que le travail théorique des social-démocrates doive être concentré sur l'étude détaillée de la situation sociale et politique des diverses classes. Mais on fait très peu sous ce rapport, beaucoup moins que pour l'étude des particularités de la vie de l'usine. Dans les comités[1] et les cercles, on rencontre des gens qui se spécialisent dans l'étude d'une branche quelconque de la sidérurgie, mais on ne trouve presque personne (parmi ceux qui, pour telle ou telle raison, sont obligés de se retirer de l'action pratique) qui s'occupe de rassembler des matériaux sur une question d'actualité sociale et politique permettant à la social-démocratie d'entreprendre une action déterminée dans les autres couches de la population[2]. Lorsqu'on parle du peu

1 Les statuts adoptés par le premier congrès avaient créé, à la place des ligues de combat, des comités pour diriger les organisations.

2 Lénine fournit un exemple de ce qu'il souhaite, dans un article de l'*Iskra* sur l'opposition municipale : « *Suivons attentivement la vie municipale, les progrès en profondeur et en largeur (ou bien la diminution et le rétrécissement) de la nouvelle vague de protestation. Efforçons-nous de familiariser davantage la classe ouvrière avec l'histoire du zemstvo, avec les concessions gouvernementales de 1860, avec les discours mensongers et la tactique des tsars – donner un plat de lentilles au lieu du droit d'aînesse, puis... retirer le plat de lentilles lui-même. Que les ouvriers apprennent à reconnaître cette vieille tactique policière sous toutes les formes qu'elle revêt. Cela nous est nécessaire, pour*

de préparation de la plupart des dirigeants du mouvement ouvrier, il est impossible de ne pas mentionner ce point, car il se rattache aussi à l'interprétation « économiste » de la « *liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne* ».

Mais le principal, évidemment, c'est la propagande et l'agitation[1] dans toutes les couches de la population. Pour la social-démocratie d'Europe occidentale, cette tâche est facilitée par les réunions et assemblées populaires, auxquelles assistent tous ceux qui le désirent, par l'existence du Parlement, où l'élu social-démocrate parle devant les députés de toutes les classes. Nous n'avons en Russie ni Parlement, ni liberté de réunion, mais nous savons néanmoins organiser des réunions avec les ouvriers qui veulent entendre un social-démocrate. Nous devons savoir également organiser des réunions avec les représentants de toutes les classes de la population qui désirent entendre un démocrate. Car ne sont pas social-démocrates ceux qui oublient que « *les communistes appuient tout mouvement révolutionnaire* »[2], que, partant, nous devons exposer et souligner nos tâches démocratiques générales devant tout le peuple sans lui dissimuler nos convictions socialistes. Ne sont pas des social-démocrates ceux qui oublient que leur devoir est d'être les premiers à poser, à accentuer et à résoudre toute question démocratique générale.

Mais tout le monde est d'accord là-dessus – dira-t-on – et la nouvelle instruction à la rédaction du *Rabotché Diélo*, instruction adoptée au dernier congrès de

réclamer notre droit d'aînesse, pour combattre toute espèce d'oppression, économique et sociale » (10 mars 1902).

1 Dans la langue marxiste, ces deux mots ont un sens très précis, défini par Plékhanov : « *Le propagandiste donne beaucoup d'idées à une ou à quelques personnes ; l'agitateur donne une ou quelques idées seulement, mais à une foule.* »

2 Citation tirée du *Manifeste communiste*, chapitre 4.

l'Union[1], déclare nettement : « *Doivent être utilisés pour la propagande et l'agitation politiques tous les phénomènes et événements de la vie sociale et politique qui touchent le prolétariat soit directement comme classe spéciale, soit comme avant-garde de toutes les forces révolutionnaires dans la lutte pour la liberté.* »

Ce sont là, en effet, d'excellentes formules et nous serions entièrement satisfaits si le *Rabotché Diélo* les comprenait, s'il n'en émettait pas d'autres qui les contredisent.

Car il ne suffit pas de s'intituler « avant-garde », il faut aussi agir en sorte que tous les autres détachements voient et soient obligés de reconnaître que nous sommes à la tête du mouvement. Il est évident, en effet, que les représentants des autres « détachements » ne sont pas assez stupides pour nous croire sur parole. Figurez-vous que des radicaux instruits ou des constitutionnels libéraux[2] voient arriver un social-démocrate qui leur déclare : « *Nous sommes l'avant-garde ; maintenant notre tâche, c'est de donner autant que possible un caractère politique à la lutte économique.* » Tout radical ou constitutionnel tant soit peu intelligent ne pourra que sourire d'un pareil langage et dira (à part soi, bien entendu, car généralement il est diplomate) : « *Voilà une "avant-garde" assez sotte. Elle ne comprend même pas que c'est à nous, représentants avancés de la démocratie bourgeoise, de donner à la lutte économique des ouvriers un caractère politique. C'est nous qui voulons, comme tous les bourgeois d'Occident,*

1 Il s'agit de l'Union des social-démocrates russes à l'étranger, dont le *Rabotché Diélo* était l'organe. Son premier congrès, en novembre 1898, avait donné au journal des « instructions » qui furent revisées par le troisième congrès pour former le « nouveau programme » du groupe. Les nouvelles instructions soulignent le côté politique de l'agitation, posent comme but immédiat le renversement de l'autocratie. La phrase citée a particulièrement en vue « *les troubles universitaires ou les protestations des nationalités opprimées* » (Finlande).

2 II existait en 1902 un groupe de « constitutionnels ».

appeler les ouvriers à la politique, mais à la politique trade-unioniste et non à la politique social-démocrate. La politique trade-unioniste de la classe ouvrière, c'est précisément la politique bourgeoise de la classe ouvrière. Or la formule que cette "avant-garde" donne de sa mission est précisément la formule de la politique trade-unioniste. Donc qu'ils s'appellent, s'ils le veulent, social-démocrates ! Je ne suis pas un enfant, je ne vais pas me fâcher pour une étiquette ! Seulement qu'on ne suive pas ces néfastes doctrinaires orthodoxes, qu'on laisse la "liberté de critique" à ceux qui tirent inconsciemment la social-démocratie dans le sillage trade-unioniste ! »

Et le léger sourire de notre constitutionnel se transformera en rire homérique quand il apprendra que les social-démocrates qui parlent de l'« avant-garde » de la social-démocratie, à l'heure actuelle où l'élément spontané domine presque complètement dans notre mouvement, redoutent par-dessus tout la « sous-estimation » de l'élément spontané, la sous-estimation de la « progression de la lutte journalière courante » aux dépens de la « propagande d'idées brillantes et achevées », etc. Une « avant-garde » qui craint que la conscience l'emporte sur la spontanéité, qui n'ose pas avoir un « plan » hardi forçant l'assentiment général, même de ceux qui sont d'opinion différente ! Est-ce que, par hasard, ils ne confondraient pas avant-garde avec arrière-garde[1] ?

Examinons, en effet, le raisonnement de Martinov. Il déclare que la tactique de divulgations de l'*Iskra* est unilatérale, que « *nous aurons beau semer la défiance et la haine envers le gouvernement, nous n'atteindrons pas notre but tant que nous n'aurons pas développé une énergie sociale suffisante pour le renversement du gouvernement* ». Voilà qui, soit dit en passant, reflète le souci (déjà signalé)

1 Ces deux derniers alinéas, depuis « Car il ne suffit pas de s'intituler... », ont été supprimés par Lénine dans l'édition de 1907.

de développer l'activité de la masse pour restreindre la sienne propre. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit maintenant. Martinov parle d'énergie révolutionnaire (« pour le renversement du gouvernement »). À quelle conclusion arrive-t-il ? Comme, en temps ordinaire, les diverses catégories sociales agissent inévitablement en ordre dispersé, « *nous, social-démocrates, nous ne pouvons simultanément diriger l'activité des divers groupes d'opposition, leur dicter un programme d'action positif, leur indiquer comment lutter journellement pour défendre leurs intérêts... Les libéraux s'occuperont eux-mêmes de cette lutte active pour leurs intérêts immédiats, lutte qui les fera se heurter à notre régime politique* ». De la sorte, après avoir commencé à parler d'énergie révolutionnaire, de lutte active pour le renversement de l'autocratie, Martinov dévie immédiatement vers l'énergie professionnelle, vers la lutte active pour les intérêts immédiats. Il va de soi que nous ne pouvons pas diriger les campagnes des étudiants, des libéraux, etc., pour leurs « intérêts immédiats », mais ce n'est pas de cela qu'il s'agissait, honorable économiste ! Il s'agissait de la participation possible et nécessaire des différentes couches sociales au renversement de l'autocratie, et cette activité des divers groupes d'opposition, non seulement nous pouvons, mais nous devons la diriger, si nous voulons être l'« avant-garde ».

Quant aux collisions « avec le régime politique », nos étudiants en auront suffisamment, d'autant plus que la police et les fonctionnaires de l'autocratie se chargeront de leur fournir des occasions de conflit.

Mais nous, si nous voulons être des démocrates avancés, nous devons amener ceux qui ne sont mécontents que du régime universitaire ou de l'administration rurale à l'idée que c'est tout le régime politique qui est mauvais. Nous devons assumer l'organisation de la lutte politique intégrale sous la direction de notre parti, afin que tous les groupes d'opposition puissent prêter et prêtent à cette

lutte, ainsi qu'à notre parti, l'aide dont ils sont capables. Des praticiens social-démocrates, nous devons faire des chefs politiques sachant diriger tous les détails de cette lutte, sachant, au moment nécessaire, « *dicter un programme d'action positif* » aux étudiants en effervescence[1], aux mécontents des municipalités rurales, aux sectaires révoltés[2], aux instituteurs lésés, etc. C'est pourquoi Martinov a entièrement tort quand il prétend qu'« *à leur égard nous ne pouvons jouer qu'un rôle négatif en dénonçant les abus..., en dissipant leurs espoirs dans les commissions gouvernementales*[3] ». Il montre par là qu'il ne comprend absolument rien au rôle véritable d'une « avant-garde » révolutionnaire. « *L'*Iskra*, organe d'opposition révolutionnaire,* déclare Martinov, *flagelle notre régime, et principalement notre régime politique, dans la mesure où il heurte les intérêts des catégories les plus diverses de la population. Quant à nous, nous travaillons et travaillerons pour la cause ouvrière en liaison organique étroite avec la lutte*

1 Le mouvement estudiantin commença en 1899 pour une cause purement universitaire ; mais la brutalité policière l'élargit en une grève à laquelle prirent part 30 établissements avec 25 000 étudiants ; le gouvernement riposta par un « règlement provisoire » permettant d'envoyer à l'armée comme soldats, les étudiants coupables de « désordre ». Lénine écrivit dans le n° 2 de l'*Iskra*, à propos de 183 étudiants de Kiev ainsi punis, un article où il invitait « *les éléments conscients de toutes les couches de la nation à répondre à ce défi* » (février 1901). Les troubles ne cessèrent pour ainsi dire plus jusqu'en 1905.

2 Il s'agit des membres des nombreuses sectes religieuses ne reconnaissant pas l'autorité de l'Église orthodoxe. Le gouvernement les persécutait alors cruellement, leur enlevant leurs enfants, les exilant en Sibérie, etc. De là des révoltes comme celle qui éclata en septembre 1901 dans un village de la province de Kharkov.

3 Après les troubles universitaires, on nomma une commission qui suscita un moment de grands espoirs de réforme et fut accompagnée de beaucoup d'autres pour l'amélioration de l'enseignement supérieur secondaire, naturellement sans grand résultat.

prolétarienne. Restreignant la sphère de notre action, nous approfondissons par là même cette action. » Ces paroles signifient en réalité : l'*Iskra* veut élever la politique trade-unioniste de la classe ouvrière (politique à laquelle, par malentendu, impréparation ou conviction se bornent si souvent chez nous les praticiens) au niveau de la politique social-démocrate ; mais nous, *Rabotché Diélo*, nous voulons abaisser la politique social-démocrate au niveau de la politique trade-unioniste. Et l'on nous assure que ces deux attitudes « *sont parfaitement compatibles dans l'œuvre commune* ». *O sancta simplicitas*[1] !

Continuons. Avons-nous assez de militants pour pousser notre propagande et notre agitation dans toutes les classes de la population ? Certes oui[2]. Nos économistes sont portés à le nier. Ils oublient le progrès considérable accompli par notre mouvement de 1894 à 1901. « Suiveurs » incorrigibles, ils ont encore des idées qui, valables au début de notre mouvement, ne le sont plus maintenant. Au début, n'ayant que des forces minimes, il était naturel que nous nous limitions délibérément au travail parmi les ouvriers et que nous condamnions sévèrement toute déviation de cette ligne, car alors il s'agissait uniquement de nous consolider dans la classe ouvrière. Maintenant, des forces gigantesques sont entraînées dans le mouvement ; nous voyons venir à nous l'élite de la jeunesse des classes cultivées ; partout, en province, on trouve quantité de gens qui ont pris ou désirent prendre part au mouvement, qui veulent rallier la social-démocratie et qui se morfondent dans l'inaction (alors qu'en 1894 les social-démocrates russes n'étaient qu'en nombre infime). Un de nos plus graves défauts, c'est que nous ne savons pas employer toutes ces forces, leur assigner

1 Sainte simplicité !

2 Voir plus haut une discussion analogue sur cette objection à la fin de l'article : « Le Parti ouvrier et les paysans ».

le travail qui leur convient (nous reviendrons d'ailleurs là-dessus dans le chapitre suivant). L'immense majorité de ces forces est complètement privée de la possibilité d'« aller aux ouvriers ». Pour fournir aux ouvriers une initiation politique véritable, complète, pratique, il faut que nous ayons « nos hommes » à nous, des social-démocrates, dans toutes les couches de la société, sur tous les points permettant de découvrir les ressorts internes de notre mécanisme gouvernemental. Et il nous faut de tels hommes non seulement pour la propagande et l'agitation, mais encore et surtout pour l'organisation.

Existe-t-il un terrain pour agir dans toutes les classes de la population ? Ceux qui en doutent prouvent une fois de plus que leur conscience retarde sur l'élan spontané de la masse. Chez les uns, le mouvement ouvrier suscite le mécontentement ; chez les autres, il éveille l'espoir dans l'appui de l'opposition ; à d'autres enfin, il donne la claire conscience de l'impossibilité du régime autocratique voué à l'effondrement inéluctable. Nous ne serions pas des « politiques », des social-démocrates véritables, si nous ne comprenions pas que notre devoir est d'utiliser toutes les manifestations de mécontentement, de réunir et de développer tous les germes de protestation. La masse immense des paysans laborieux et des artisans écoutera toujours avec empressement la propagande d'un social-démocrate tant soit peu intelligent. Mais, outre cette masse, est-il une seule classe où il n'y ait pas des individus, des cercles ou des groupes mécontents de l'oppression et de l'arbitraire et, par suite, accessibles à la propagande du social-démocrate, porte-parole des aspirations démocratiques les plus urgentes ? Or la dénonciation des abus politiques, au sens large du mot, constituera le principal moyen de notre agitation politique dans toutes les classes et catégories de la population.

Nous devons – écrivais-je dans l'article « Par quoi commencer ? »[1] (*Iskra*, n° 4, mai 1901) – éveiller dans toutes les couches tant soit peu conscientes du peuple la passion de la dénonciation des abus politiques. Si les voix qui s'élèvent pour démasquer le régime sont actuellement si faibles, si rares et si timides, nous ne devons pas nous en émouvoir. S'il en est ainsi ce n'est pas que l'on se résigne à l'arbitraire policier. Mais les gens capables de dresser des réquisitoires et prêts à le faire n'ont pas de tribune où parler, pas d'auditoire pour les écouter et les encourager ; ils ne voient nulle part dans le peuple une force à laquelle il vaille la peine de se plaindre du « tout-puissant » gouvernement russe... Nous avons maintenant la possibilité et le devoir de créer une tribune pour mettre en accusation le gouvernement devant tout le peuple, et cette tribune, ce doit être un journal social-démocrate.

L'auditoire idéal pour ce grand réquisitoire politique, c'est la classe ouvrière, qui a besoin surtout de connaissances politiques étendues et qui est la plus capable de profiter de ces connaissances pour entreprendre une lutte active, même sans la perspective d'un « résultat tangible ». Quant à la tribune pour ce réquisitoire, ce ne peut être qu'un journal s'adressant à toute la Russie. « *Sans organe politique, il ne saurait être question dans l'Europe contemporaine d'un mouvement méritant le nom de mouvement politique.* » Par « Europe contemporaine », il faut entendre également la Russie. La presse est, depuis longtemps déjà, devenue chez nous une force ; sinon le gouvernement ne dépenserait pas des dizaines de milliers de roubles à l'acheter et à subventionner les Katkov[2] et les Mestchersky[3]. Dans la Russie autocratique, la presse

1 Cet article est comme un premier projet de *Que faire ?*

2 Publiciste de grand talent, directeur de l'ultra-réactionnaire *Gazette de Moscou*.

3 Publiciste qui exprimait dans son hebdomadaire, le *Grajdanine* (*Le Citoyen*), le point de vue de la noblesse.

illégale a déjà maintes fois rompu les barrières de la censure et fait parler d'elle dans les organes légaux et conservateurs. Il en a été ainsi vers 1870, et même au milieu du siècle[1]. Or combien plus nombreux sont maintenant les éléments populaires prêts à lire la presse illégale et, pour employer l'expression de l'ouvrier auteur de la lettre publiée dans le n° 7 de l'*Iskra*[2], à y apprendre « à vivre et à mourir ». Les attaques politiques sont une déclaration de guerre au gouvernement, tout comme les dénonciations des abus commis à l'usine sont une déclaration de guerre à l'industriel. Et cette déclaration de guerre a une portée morale d'autant plus forte que la campagne est plus vaste et plus vigoureuse, que la classe sociale qui déclare la guerre pour l'entreprendre est plus nombreuse et plus décidée. C'est pourquoi la dénonciation des abus politiques est par elle-même un moyen puissant pour désagréger le régime adverse, détacher de l'ennemi ses alliés fortuits ou temporaires, semer l'hostilité et la défiance entre ceux qui participent au pouvoir absolu.

Seul le parti qui organisera des campagnes d'accusations véritablement « nationales » pourra devenir l'avant-garde des forces révolutionnaires. Le mot « nationales » est ici très important. L'immense majorité des accusateurs qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière (car pour devenir avant-garde, il nous faut attirer les

1 Lénine a sans doute en vue pour le milieu du siècle la *Kolokol* (*La Cloche*) de Herzen (1857-1868), publiée à l'étranger, mais fort connue en Russie, et pour 1870 la revue social-révolutionnaire *Zemlia i Volia* (*Terre et Liberté*), publiée en 1878, qui, dès son premier numéro, fut attaquée par le principal organe d'alors, le *Goloss* (*La Voix*).

2 Lettre d'un ouvrier tisserand de Saint-Pétersbourg (*Iskra*, n° 7, août 1901) : « *Dimanche dernier, j'ai réuni onze personnes et j'ai lu* Par quoi commencer ? *Jusqu'à la nuit nous sommes restés là. Comme tout cela est vrai, comme tout cela est bien expliqué !... Nous voulons écrire à cette* Iskra, *pour qu'elle nous apprenne non seulement par où commencer, mais aussi à vivre et à mourir.* »

autres classes à notre suite) sont des politiques réalistes, des gens d'affaires posés. Ils savent parfaitement combien il est dangereux de « se plaindre » même d'un modeste fonctionnaire, à plus forte raison du « tout-puissant » gouvernement russe. Et ils ne nous adresseront leurs plaintes que quand ils verront qu'elles peuvent avoir un effet, que nous sommes vraiment une force politique. Pour devenir une force politique aux yeux du public, il ne suffit pas de coller l'étiquette « avant-garde » sur une théorie et une pratique d'arrière-garde, il faut travailler avec ardeur à développer notre conscience, notre initiative et notre énergie.

Mais – nous demanderont les partisans de la « liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne » – si nous assumons l'organisation de campagnes d'accusation réellement « nationales » contre le gouvernement, en quoi se manifestera le caractère de classe de notre mouvement ? En ce que l'organisation de ces campagnes sera notre œuvre à nous social-démocrates ; en ce que toutes les questions soulevées dans notre agitation seront mises en lumière du point de vue social-démocrate, sans indulgence aucune pour les déformations, intentionnelles ou non, du marxisme ; en ce que cette agitation politique multiforme sera menée par un parti unissant en un tout indivisible l'offensive du peuple contre le gouvernement, l'éducation révolutionnaire du prolétariat, la sauvegarde de son indépendance politique, la direction de la lutte économique de la classe ouvrière et l'utilisation de ses collisions spontanées avec les exploiteurs, collisions qui amènent sans cesse dans notre camp de nouvelles fractions du prolétariat.

Mais l'un des traits les plus caractéristiques de l'économisme est précisément l'incompréhension de cette liaison, bien plus, la méconnaissance du fait que le besoin le plus urgent du prolétariat (éducation politique complète au moyen de l'agitation politique et des campagnes

d'accusations politiques) coïncide avec le besoin du mouvement démocratique général. Cette incompréhension se traduit non seulement dans les phrases de Martinov, mais aussi en différents passages, de signification absolument identique, où les économistes se réfèrent à un soi-disant point de vue de classe. Voici, par exemple, comment s'expriment les économistes dans leur lettre publiée dans le n° 12 de l'*Iskra*[1] :

« *Ce même vice fondamental de l'*Iskra [la surestimation de l'idéologie] *est la cause de son inconséquence dans la question concernant l'attitude de la social-démocratie envers les diverses classes et tendances sociales. Arrivée au moyen de constructions théoriques* [et non en se basant sur « la croissance des tâches du parti, parallèle à la croissance de ce dernier »][2] *à la nécessité de la lutte immédiate contre l'absolutisme et sentant probablement toute la difficulté de cette lutte pour les ouvriers dans la situation actuelle* [oui, mais sachant très bien que cette tâche paraît moins difficile aux ouvriers qu'aux intellectuels économistes qui les traitent en petits enfants, car

1 Le manque de place ne nous a pas permis de donner dans l'*Iskra* une réponse aussi détaillée qu'il l'aurait fallu à cette lettre extrêmement caractéristique des économistes. Nous avons été très heureux de sa publication, car il y avait déjà longtemps que nous entendions dire de différents côtés que l'*Iskra* déviait du point de vue de classe et nous n'attendions que l'occasion favorable pour répondre à cette accusation. Or ce n'est pas par la défensive, mais par des contre-attaques que nous avons coutume de riposter aux attaques. (N. L.)
Il s'agit de la *Lettre aux organes social-démocrates russes*, signée « Des camarades » et datée de septembre 1901, qui est reproduite dans l'*Iskra* du 6 décembre. Lénine la réfute en une douzaine de paragraphes et conclut : « *Nous n'avons pu ici qu'effleurer rapidement les questions discutées. Leur analyse détaillée fera l'objet d'une brochure spéciale qui paraîtra, nous l'espérons, dans six semaines.* » Cette brochure devait être *Que faire ?*

2 C'est ainsi que les économistes définissaient la tactique du parti, leur « tactique-processus ».

les ouvriers sont prêts à se battre même pour des revendications ne promettant aucun « résultat tangible »], *mais n'ayant pas la patience d'attendre que des forces suffisantes se soient accumulées pour cette lutte, l'Iskra commence à chercher des alliés parmi les libéraux et les intellectuels.* »

Oui, nous avons en effet perdu patience, nous ne pouvons plus attendre l'heureux temps que nous promettent depuis longtemps les « conciliateurs » de toute sorte, et où nos économistes cesseront de rejeter sur les ouvriers la faute de leur état arriéré, de justifier leur manque d'énergie par une prétendue insuffisance de forces chez les ouvriers. En quoi, demanderons-nous à nos économistes, doit consister l'accumulation de forces par les ouvriers pour la lutte ? N'est-il pas évident que c'est dans l'éducation politique des ouvriers, dans la mise en lumière de tous les aspects de notre infâme régime autocratique ? Et n'est-il pas clair que, pour ce travail, il nous faut « parmi les libéraux et les intellectuels » des alliés prêts à nous apporter leurs révélations sur la campagne politique menée contre les municipalités rurales, les instituteurs, les statisticiens, les étudiants, etc. ? Est-ce chose si difficile à comprendre ? P. Axelrod ne vous répète-t-il pas depuis 1897 : « *L'acquisition par les social-démocrates russes de partisans et d'alliés directs ou indirects parmi les classes non prolétariennes est déterminée principalement par le caractère de la propagande menée au sein du prolétariat lui-même*[1]. » Or Martinov et les autres économistes estiment maintenant encore que les ouvriers doivent d'abord accumuler des forces par « la lutte économique contre les patrons et le gouvernement », et ensuite seulement « passer de l'éducation trade-unioniste de l'activité » à l'activité social-démocrate !

1 Dans une brochure intitulée : *À propos des objectifs et de la tactique actuelle des social-démocrates russes,* écrite en automne 1897.

Dans ses recherches – continuent les économistes – l'*Iskra* s'écarte fréquemment du point de vue de classe, en estompant les antagonismes sociaux et en mettant au premier plan la communauté de mécontentement contre le gouvernement, bien que les causes et le degré de ce mécontentement soient loin d'être les mêmes chez tous ses « alliés ». Ainsi, en ce qui concerne les zemstvos[1]... l'*Iskra* promet aux nobles mécontents des aumônes gouvernementales[2] l'appui de la classe ouvrière et, ce faisant, elle ne souffle mot de l'antagonisme de classe qui sépare ces deux couches de la population.

Que le lecteur se reporte aux articles « L'autocratie et les zemstvos » (n^os^ 2 et 4 de l'*Iskra*), auxquels vraisemblablement les économistes font allusion[3], et il verra qu'ils sont consacrés à l'attitude du gouvernement envers la « *molle opposition du zemstvo bureaucratique censitaire* » et « *l'entrée en action même des classes possédantes* ». Il y est dit que l'ouvrier ne saurait rester indifférent à la lutte du gouvernement contre le zemstvo ; les zemtsi[4] sont invités à cesser leurs discours anodins et à prononcer des paroles fermes et catégoriques lorsque la

1 Municipalités rurales.

2 Tout en devenant de plus en plus l'instrument de la bourgeoisie, l'autocratie avait, depuis longtemps déjà, pris quelques mesures, d'ordre financier surtout, en faveur de la noblesse. Ces mesures sont ainsi énumérées par Lénine (*Iskra*, n° 8 : fondation de la banque de la noblesse (pour faciliter la vente avantageuse des domaines), prêts à des conditions de faveur, augmentation du prix du sucre, multiplication des places de *zemskie natchalniki*, achat à un prix élevé de l'eau-de-vie des distillateurs appartenant à la noblesse, vente exclusive des terres de la couronne en Sibérie.

3 Entre ces articles, l'*Iskra* a publié (n° 3) un article spécial sur les antagonismes de classe dans nos campagnes. (N. L.)
Les articles « L'autocratie et les zemstvos » ne sont pas de Lénine, mais de Strouvé. Celui du n° 3, sur la classe ouvrière et les paysans est reproduit plus haut.

4 Membres des *zemstvos*.

social-démocratie révolutionnaire se dressera de toute sa taille devant le gouvernement.

Qu'y a-t-il là d'inacceptable pour les économistes ? On ne saurait le dire. Pensent-ils que l'ouvrier « ne comprendra pas » les mots « classes possédantes » et « zemstvo bureaucratique censitaire » ? Croient-ils que le fait de pousser les zemtsi aux paroles énergiques soit une « surestimation de l'idéologie » ? S'imaginent-ils que les ouvriers puissent « accumuler des forces » pour la lutte contre l'absolutisme s'ils ne savent pas comment ce dernier traite même les zemstvos ? On ne saurait le dire. Ce qui est clair, c'est que les économistes n'ont qu'une idée très vague du rôle politique de la social-démocratie, comme on peut s'en convaincre par la phrase : « *Telle est également l'attitude de l'*Iskra *envers le mouvement des étudiants* » (« telle » = « estompant les antagonismes sociaux »). Au lieu d'exhorter les ouvriers à affirmer par une manifestation publique que la source véritable de la violence, du désordre et de la dépravation n'est pas dans la jeunesse universitaire, mais dans le gouvernement (*Iskra* n° 2)[1], nous aurions dû vraisemblablement publier des raisonnements dans l'esprit de la *Rabotchaïa Mysl*. Et voilà ce que disent des social-démocrates en automne 1901, après les événements de février et de mars, à la veille d'une nouvelle poussée du mouvement estudiantin[2],

1 Dans l'article de Lénine sur les « 183 étudiants enrôlés comme soldats ».

2 Le n° 3 de l'*Iskra* (avril 1901) est presque entièrement consacré au mouvement universitaire. Un article de Martov intitulé : « Un mois orageux » résume les événements : 19 février, à Kharkov, démonstration d'étudiants ; 23-25 février, à Moscou, manifestation des étudiants, rencontre avec les cosaques et la police ; 4 mars, à Saint-Pétersbourg, devant la cathédrale de Kazan, une horde avinée de cosaques et de policiers se jette sur une foule nombreuse d'étudiants et d'étudiantes. Ces événements, d'après l'*Iskra*, ouvrent une « *époque nouvelle dans l'histoire de la Russie* », parce que le prolétariat y a répondu par

poussée qui montre bien que, là encore, la social-démocratie retarde sur le mouvement et n'arrive pas à prendre la direction consciente de la protestation « spontanée » contre l'autocratie ! L'impulsion naturelle qui pousse les ouvriers à intervenir en faveur des étudiants rossés par la police et les cosaques dépasse l'activité consciente de l'organisation social-démocrate[1] !

« *Cependant, dans d'autres articles* – continuent les auteurs de la lettre précitée – *l'*Iskra *condamne violemment tout compromis et défend par exemple la conduite intolérante des guesdistes.*[2] » Nous conseillons à ceux qui affirment avec tant de présomption que les divergences de vues actuelles parmi les social-démocrates ne sont pas essentielles et ne justifient pas une scission, de méditer soigneusement leurs paroles. Des gens qui affirment que nous n'avons presque rien fait encore pour montrer l'hostilité de l'autocratie envers les classes les plus diverses, pour révéler aux ouvriers l'opposition des couches les plus différentes de la population à l'autocratie, peuvent-ils travailler utilement dans une même organisation avec

---

une retentissante manifestation de solidarité. À la fin de 1901, les troubles reprenaient.

1 À Kharkov, de nombreux ouvriers se joignirent au défilé des étudiants. À Moscou, des centaines d'étudiants ayant été arrêtés et enfermés au Manège, une foule d'ouvriers s'attroupa devant le bâtiment en signe de sympathie. Tout cela spontanément, sans aucun appel des organisations social-démocrates. À Saint-Pétersbourg, la Ligue de combat, dirigée par les économistes, interdit même une manifestation projetée : mais les ouvriers sortirent d'eux-mêmes dans la rue, prêts à agir, le 11 mars.

2 Guesde et ses amis, au congrès des organisations socialistes françaises en décembre 1899, avaient condamné catégoriquement, à propos du cas Millerand, la participation des socialistes aux ministères bourgeois ; de même, au congrès international à Paris en 1900, ils se trouvèrent, sur cette question, avec Plékhanov contre le représentant du *Rabotché Diélo*, qui votait pour la motion de compromis de Kautsky.

des gens qui voient dans cette tâche un « compromis » (vraisemblablement avec la théorie de la « lutte économique contre les patrons et le gouvernement ») ?

Nous avons, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'affranchissement des paysans, parlé de la nécessité d'introduire la lutte de classe dans les campagnes ; à propos du mémoire secret de Witte[1], nous avons décrit l'hostilité foncière qui existe entre l'administration municipale et l'autocratie ; nous avons, à propos de la nouvelle loi, attaqué les propriétaires fonciers et le gouvernement qui les soutient[2], acclamé le congrès illégal des zemstvos et encouragé les zemtsi à passer des requêtes humiliantes à la lutte[3] ; nous avons (dans le n° 3 de l'*Iskra* à propos de l'appel du comité exécutif des étudiants de Moscou du 25 février)[4] encouragé les étudiants qui, commençant à comprendre la nécessité de la lutte politique, l'ont

1 Witte, ministre des finances, représentant de la bourgeoisie industrielle et financière, avait composé un mémoire dans lequel il réclamait des réformes libérales au profit de cette bourgeoisie, et non pas des municipalités rurales, qui sont un danger pour l'autocratie. Ce mémoire confidentiel fut procuré par Strouvé à ses amis social-démocrates et publié avec une préface de lui. L'*Iskra* en fit la critique dans son n° 4 (article de Parvus).

2 Dans un article de Lénine du 10 septembre 1901, à propos d'une loi permettant la vente ou l'affermage à des personnes privées, mais uniquement aux nobles, des terres de la couronne en Sibérie.

3 Fin juin 1901 eut lieu un congrès secret des représentants des zemstvos de diverses provinces, pour s'entendre sur des vœux communs. L'*Iskra* écrit à ce sujet : « *Si les meilleurs des zemstvos ne prennent pas aujourd'hui des mesures décisives, les zemstvos seront désertés et se changeront en administrations ordinaires.* »

4 Le 25 février, alors que l'effervescence était à son comble dans les rues de Moscou, le comité exécutif des étudiants lança un appel invitant instamment ces derniers à ne pas prendre part aux manifestations, afin de conserver leurs forces pour continuer l'« obstruction » à l'université. L'*Iskra* écrivait à ce sujet : « *MM. les membres du comité exécutif ont eu peur de voir la protestation universitaire se changer en mouvement politique et*

entreprise et, en même temps, nous avons fustigé « l'inintelligence grossière » de ceux qui exhortent les étudiants à rester sur le terrain « purement universitaire » et à ne pas participer aux manifestations de rues ; nous avons dévoilé les « rêves absurdes » et l'« hypocrisie » des libéraux de la *Rossia*[1] et, en même temps, nous avons stigmatisé la répression gouvernementale qui « *s'exerce sur de paisibles littérateurs, de vieux professeurs et savants, des zemtsi libéraux connus* »[2], nous avons dévoilé le sens véritable du programme « *d'amélioration par l'État de la vie des ouvriers* » et mis en relief l'« *aveu précieux* » qu'« *il vaut mieux pour le pouvoir prévenir par des réformes les revendications du peuple que d'attendre ces dernières* »[3] ;

---

ont voulu la ramener sur le terrain professionnel, ce qui ne peut au contraire que l'affaiblir. Ordinaire myopie des libéraux ! »

1 Le journal libéral *Rossia (La Russie)* avait invité ses lecteurs à soutenir le nouveau ministre, soi-disant réformateur, de l'Instruction publique, afin d'arracher la jeunesse à l'influence pernicieuse « des extrémistes et des intransigeants ». Dans l'*Iskra*, Potressov ironise à ce propos sur les libéraux, qui ne comprennent pas que « *les droits politiques ne se donnent pas, mais se conquièrent de haute lutte, et que chaque pas vers la libération de la Russie est acheté par des victimes humaines.* »

2 À la suite des événements du 4 mars, toutes sortes d'organisations et d'individus, des professeurs, l'Association de secours mutuel des écrivains russes, publièrent des protestations contre les violences de la police. Une déclaration recueillit en particulier les signatures de 95 littérateurs, savants, avocats. Beaucoup de ces derniers furent bannis ou emprisonnés, et l'Association des écrivains dissoute.

3 Le journal conservateur *Novoïé Vrémia* (*Temps nouveaux*) avait écrit, le 11 mai 1901, que le gouvernement devait prendre en mains la question ouvrière, « *comme un demi-siècle auparavant il avait pris en mains la question paysanne, mû par cette sage conviction qu'il vaut mieux prévenir par des réformes les revendications du peuple que d'attendre ces dernières* ». L'article esquissait tout un programme de réformes tendant à calmer par des aumônes mensongères le mécontentement grandissant. Dans l'*Iskra*, Lénine relevait cet « *aveu précieux* » et, après avoir fait l'histoire de la législation ouvrière en Russie,

nous avons encouragé les statisticiens protestataires[1] et blâmé les statisticiens briseurs de grève. Voir dans cette tactique un obscurcissement de la conscience de classe du prolétariat et un compromis avec le libéralisme, c'est appliquer en fait le programme du Credo, quand bien même on le renie en paroles[2]. En effet, par là même, on traîne la social-démocratie à « la lutte économique contre les patrons et le gouvernement » et l'on s'efface devant le libéralisme en renonçant à intervenir activement et à déterminer son attitude social-démocrate dans chaque question « libérale ».

❖ ❖ ❖

Lénine explique ensuite qu'il faut emprunter à la social-démocratie allemande ce qu'elle a de bon : cette dernière sait exploiter révolutionnairement tout événement politique, soutenir toute protestation contre l'arbitraire ; de là son autorité et son prestige.

---

concluait : « *Savez-vous par quelle grande réforme on veut fermer la bouche aux ouvriers et leur manifester la sollicitude gouvernementale ? Si l'on en croit des bruits persistants, il y a conflit entre le ministère des Finances et le ministère de l'Intérieur : ce dernier demande que l'inspection des fabriques relève de lui, parce qu'alors, assure-t-il, elle sera moins docile aux capitalistes et s'occupera davantage des ouvriers, ce qui préviendra les troubles. Que les ouvriers se préparent à une nouvelle faveur du tsar : les inspecteurs des fabriques vont changer d'uniforme.* »

1 Les statisticiens au service des municipalités rurales jouaient un rôle immense dans le mouvement d'opposition libérale. Aussi étaient-ils l'objet des représailles gouvernementales.

2 Le Credo raillait l'idée de former un parti ouvrier indépendant et invitait les marxistes russes à négliger la politique marxiste pour « *aider à la lutte économique du prolétariat et participer à l'opposition libérale* ».

IV
Le primitivisme des « économistes » et l'organisation des révolutionnaires

Après avoir traité, dans ce chapitre, des buts politiques, Lénine aborde les questions d'organisation. Il est temps de renoncer au régime des « cercles » isolés et sans défense contre la provocation, régime qui peut suffire aux économistes, mais est insuffisant pour mener la lutte avec succès.

3. L'organisation des ouvriers et l'organisation des révolutionnaires

Si, dans la conception de « lutte économique contre les patrons et le gouvernement », on englobe celle de « lutte politique », on est amené à assimiler plus ou moins l'organisation des révolutionnaires à celle des ouvriers. C'est ce qui arrive aux économistes, de sorte que, lorsque nous traitons avec eux de l'organisation, nous parlons littéralement de choses différentes. Je me souviens d'une conversation que j'eus avec un économiste assez logique dont je venais de faire la connaissance. L'entretien roulait sur la brochure : *Qui fera la révolution politique*[1] ? Nous avions reconnu que le défaut capital de cette brochure était de ne pas tenir compte de la question d'organisation. Nous pensions déjà être entièrement d'accord, mais nous ne tardâmes pas à nous apercevoir que nous parlions de choses différentes. Mon interlocuteur accusait l'auteur de ne pas tenir compte des caisses de grève, sociétés de

1 Brochure illégale éditée dans l'Oural par un groupe de social-démocrates dans un recueil intitulé *Prolétarskaia borba* (*La lutte prolétarienne*), n° 1, paru en 1899, et réimprimé par le comité de Kiev.
La thèse qui y était soutenue était que la révolution politique était à l'ordre du jour, mais que pour « la faire » il n'y avait pas besoin d'une organisation rigide : il suffisait de déclarer la grève générale. (Lénine a qualifié cette idée d'« absurde ».)

secours mutuel, etc.[1]; quant à moi, j'avais en vue l'organisation de révolutionnaires indispensable pour faire la révolution politique. Et, dès que cette divergence de vues se fut révélée, il nous fut impossible de nous mettre d'accord sur aucune question de principe.

En quoi consiste la source de nos divergences ? En ce que les économistes dévient constamment de la social-démocratie vers le trade-unionisme dans les questions d'organisation comme dans les questions politiques. La lutte politique de la social-démocratie est beaucoup plus large et plus complexe que la lutte économique des ouvriers contre les patrons et le gouvernement. Par suite, l'organisation du parti social-démocrate révolutionnaire doit être autre que l'organisation des ouvriers pour la lutte économique. L'organisation des ouvriers doit être en premier lieu professionnelle ; en second lieu, le plus large possible ; en troisième lieu, la moins clandestine possible (ici et dans la suite, je n'ai évidemment en vue que la Russie autocratique). Au contraire, l'organisation des révolutionnaires doit englober principalement des gens dont la profession est l'action révolutionnaire. Aucune distinction entre ouvriers et intellectuels et, à plus forte raison, aucune distinction professionnelle ne sauraient être admises dans une telle organisation. Cette organisation ne doit pas être très étendue et il faut qu'elle soit le plus clandestine possible. Arrêtons-nous sur ces trois points.

Dans les pays de liberté politique, la différence entre l'organisation professionnelle et l'organisation politique est aussi claire qu'entre les trade-unions et la social-démocratie. Les rapports de cette dernière avec les trade-unions varient inévitablement de pays à pays selon les conditions historiques, juridiques et autres ; ils peuvent être plus ou moins étroits, complexes, etc. (ils doivent

1 Les économistes voulaient grouper les ouvriers seulement autour de ces caisses de grève, qui, pour eux, remplacèrent le parti.

être, à notre avis, le plus étroits et le moins complexes possible), mais il ne saurait être question dans les pays libres d'identifier l'organisation syndicale avec le parti social-démocrate.

En Russie, le joug de l'autocratie efface au premier abord toute distinction entre l'organisation social-démocrate et le syndicat ouvrier, car syndicats et cercles sont formellement interdits, et la grève, manifestation et arme principale de la lutte économique des ouvriers, est considérée comme un crime de droit commun (parfois même comme un délit politique). De la sorte, la situation en Russie, d'une part, « *aiguille sur les questions politiques les ouvriers menant la lutte économique* » et, d'autre part, pousse les social-démocrates à confondre le trade-unionisme et la social-démocratie (nos Kritchevsky, Martinov et consorts, qui ne cessent de parler du premier cas, ne remarquent pas le second). En effet, que l'on se représente des gens dont les quatre-vingt-dix-neuf centièmes sont absorbés par « la lutte économique contre les patrons et le gouvernement ». Les uns, durant toute la période de leur action (4-6 mois), ne songeront jamais à la nécessité d'une organisation plus complexe de révolutionnaires. D'autres, vraisemblablement, tomberont sur la littérature bernsteinienne, relativement assez répandue, et en tireront la conviction que ce qui a une importance essentielle, c'est la « progression de la lutte journalière courante ». D'autres enfin se laisseront peut-être séduire par l'idée de donner au monde un nouvel exemple de « liaison étroite et organique avec la lutte prolétarienne », de liaison du mouvement professionnel et du mouvement social-démocrate. Plus un pays arrive tard au capitalisme et, par suite, au mouvement ouvrier, diront-ils, plus les socialistes peuvent participer au mouvement professionnel et le soutenir, moins il peut et il doit y avoir des syndicats non social-démocrates. Ce raisonnement est parfaitement juste, mais le malheur

est qu'on va plus loin et qu'on rêve d'une fusion complète entre la social-démocratie et le trade-unionisme. Nous allons voir, par l'exemple du statut de la ligue de combat de Saint-Pétersbourg, l'influence nuisible de ces projets sur nos plans d'organisation.

Les organisations ouvrières pour la lutte économique doivent être des organisations professionnelles. Tout ouvrier social-démocrate doit, autant que possible, soutenir ces organisations et y travailler activement. Mais il n'est pas de notre intérêt d'exiger que les social-démocrates seuls puissent être membres des unions « corporatives », car cela restreindrait la portée de notre influence sur la masse. Laissons participer à l'union corporative tout ouvrier comprenant qu'il est nécessaire de s'unir pour lutter contre les patrons et le gouvernement. Le but même des unions corporatives serait inaccessible si elles n'étaient pas très larges. Et plus elles seront larges, plus notre influence sur elles s'étendra non seulement par suite du développement « spontané » de la lutte économique, mais aussi par l'action consciente et directe des membres socialistes de l'union sur leurs camarades. Mais, dans une organisation nombreuse, la clandestinité est impossible (car elle exige beaucoup plus de préparation que la participation à la lutte économique). Comment concilier cette contradiction entre la nécessité d'un effectif nombreux et le régime clandestin ? Comment arriver à ce que les organisations corporatives soient le moins clandestines possible ? Il n'y a que deux moyens : ou bien la légalisation des unions corporatives (qui dans quelques pays a précédé celle des unions socialistes et politiques), ou bien le maintien de l'organisation secrète, mais alors si lâche, si élastique que, pour la masse des membres, le régime clandestin soit réduit presque à rien.

La légalisation des unions ouvrières non socialistes et non politiques a déjà commencé en Russie[1], et il n'est pas douteux que la progression rapide de notre mouvement ouvrier social-démocrate encouragera et multipliera les tentatives de légalisation, tentatives émanant principalement des partisans du régime existant, mais aussi des ouvriers eux-mêmes et des intellectuels libéraux. Les Vassiliev et les Zoubatov ont déjà préconisé la légalisation ; les Ozérov et les Worms lui ont promis et fourni leur concours, et, parmi les ouvriers, ils ont trouvé des adeptes[2]. Aussi sommes-nous obligés de tenir compte de ce nouveau courant. À n'en pas douter, notre devoir est de démasquer les Zoubatov et les Vassiliev, les gendarmes et les popes, et de dévoiler leurs intentions véritables aux ouvriers. Nous devons démasquer toute tendance conciliatrice qui percerait dans les discours des libéraux aux réunions ouvrières publiques,

1 En 1898 avait été légalisée à Kharkov une société de secours mutuel des artisans, qui avait des ramifications dans les villes du Sud et avait de l'influence sur les ouvriers d'usine les plus modérés. Jusqu'en 1901 il se fonda cinq autres associations semblables.

2 Dès 1898, Zoubatov, le chef de la Sûreté à Moscou, faisait adopter par les autorités policières son idée que pour calmer le mouvement ouvrier menaçant il fallait, tout en arrêtant les révolutionnaires, accorder des satisfactions aux mécontents. Il s'occupa d'abord de séduire par des promesses les militants arrêtés. Ensuite, après les troubles de février 1901, d'accord avec lui, quelques professeurs de l'université de Moscou, dont Ozérov et Worms, organisèrent sur le modèle de la société de Kharkov une société de secours mutuel des mécaniciens qui eut aussitôt un grand succès parmi les ouvriers. Peu après, à Minsk, le colonel de gendarmerie Vassiliev formait lui-même une société des employés de magasin et une des menuisiers et protégeait de même le « Parti ouvrier israélite indépendant ». Le « nouveau courant » consistait à opposer au mouvement ouvrier révolutionnaire un mouvement ouvrier « socialiste » lui aussi, gênant pour le patronat, mais respectant le régime politique établi.

soit que ces gens croient sincèrement à la collaboration pacifique des classes, soit qu'ils aient le désir de contenter les autorités, soit qu'ils soient simplement des maladroits. Nous devons enfin mettre les ouvriers en garde contre les pièges de la police qui, à ces réunions publiques et dans les sociétés autorisées, observe les « hommes de talent » et cherche à profiter des organisations légales pour introduire des provocateurs dans les organisations illégales[1].

Mais, ce faisant, nous ne devons pas oublier que la légalisation du mouvement ouvrier ne profitera pas, en fin de compte, aux Zoubatov, mais à nous. Par notre campagne d'accusations, nous séparons l'ivraie du bon grain. Quelle est l'ivraie, nous l'avons déjà indiqué. Le bon grain, c'est notre action, qui consiste à intéresser le plus grand nombre d'ouvriers possible aux questions politiques et sociales, à nous libérer, nous, révolutionnaires, de fonctions qui sont au fond légales (diffusion d'ouvrages légaux, secours mutuels, etc.) et qui, en se développant, nous donneront infailliblement des matériaux de plus en plus considérables pour l'agitation. Aussi pouvons-nous et devons-nous dire aux Zoubatov et Ozérov : « Travaillez, messieurs, faites votre possible. Vous dressez des pièges aux ouvriers – par la provocation

1 Les ouvriers qui, confiants dans la liberté de parole qu'on leur offrait, se signalaient aux réunions des professeurs Ozérov, Worms et autres par un point de vue révolutionnaire étaient d'ordinaire arrêtés peu après. De même à Minsk servaient de souricière les réunions hebdomadaires organisées avec l'assentiment de Vassiliev : les révolutionnaires étaient, quelques jours après, exilés en Sibérie pour 3, 4 et 5 ans. L'*Iskra*, dès septembre 1901, dénonça le danger de ce procédé de « corruption politique » du mouvement ouvrier, commenta la découverte d'un provocateur à la tête de l'organisation (économiste) de Saint-Pétersbourg, dénonça la science bourgeoise au service de l'autocratie.

directe ou par le strouvisme[1] – mais nous nous chargeons de vous démasquer. Chaque fois que vous faites un pas en avant – ne serait-ce qu'un "zigzag timide" – nous vous disons : merci ! » Un pas en avant, même minuscule, ne peut qu'élargir le cercle dans lequel se meuvent les ouvriers. Or, cela ne peut que nous profiter et hâter l'apparition d'unions légales où ce ne sont pas les provocateurs qui attraperont les socialistes, mais les socialistes qui gagneront des adeptes[2]. En un mot, il nous faut maintenant combattre l'ivraie. Notre affaire n'est pas de cultiver le bon grain dans de petits pots. En arrachant l'ivraie nous défrichons par là même le terrain et permettons au froment de pousser. Et tant qu'il y aura des gens pour faire de la culture en chambre, nous devrons préparer des moissonneurs sachant aujourd'hui arracher l'ivraie et recueillir demain le bon grain[3].

Ainsi, nous ne pouvons, au moyen de la légalisation, résoudre la question de la création d'une organisation

1 Il est établi que Zoubatov exploita largement comme argument en faveur de son système de socialisme pacifique l'existence du marxisme légal et du révisionnisme.

2 Les prévisions de Lénine ont été entièrement vérifiées. Le socialisme policier devait conduire, avec Gapone, à la journée du 9 janvier 1905.

3 La lutte de l'*Iskra* contre les mauvaises herbes a donné lieu de la part du *Rabotché Diélo* à cette sortie hargneuse : « *Pour l'*Iskra*, ce sont moins ces événements importants (du printemps) qui sont un signe des temps que les misérables tentatives des agents de Zoubatov pour "légaliser" le mouvement ouvrier. L'*Iskra *ne voit pas que ces faits parlent précisément contre elle ; ils attestent en effet que le mouvement ouvrier a pris des proportions menaçantes aux yeux du gouvernement* ». (*Deux congrès*, p. 27.) La faute est toujours au « dogmatisme » de ces orthodoxes « sourds aux commandements impérieux de la vie ». Ils s'obstinent à ne pas voir du blé haut d'un mètre, pour faire la guerre à de mauvaises herbes d'un centimètre ! N'est-ce pas là une « déformation de la perspective du mouvement ouvrier russe » ? (N. L.)
Cette note a été supprimée par Lénine en 1907.

professionnelle la moins clandestine et la plus large possible (mais nous serions enchantés que les Zoubatov et Ozérov nous en offrissent la possibilité même partielle, ce pour quoi il nous faut guerroyer le plus énergiquement possible contre eux). Il nous reste la voie des organisations professionnelles secrètes et nous devons aider de tout notre pouvoir les ouvriers qui s'engagent déjà (nous le savons de source sûre) dans cette voie. Les organisations professionnelles peuvent non seulement être extrêmement utiles pour développer et renforcer la lutte économique, mais elles peuvent devenir, en outre, un auxiliaire précieux de l'agitation politique et de l'organisation révolutionnaire[1].

Pour arriver à ce résultat, pour orienter le mouvement professionnel dans le sens désirable pour la social-démocratie, il faut avant tout bien comprendre l'absurdité du plan d'organisation que préconisent, depuis près de cinq ans, les économistes pétersbourgeois. Ce plan est exposé dans le statut de caisse ouvrière, de juillet 1897[2], et le statut d'organisation de la ligue, d'octobre 1900[3].

---

1 Cette phrase éclaire la pensée de Lénine sur les syndicats à cette époque. Lui-même écrit en 1907 dans la préface au recueil *Douze années*, contenant la 2e édition de *Que faire ? : « Bien des pages de* Que faire ? *sont consacrées à l'immense importance de la lutte économique et des syndicats. »*

2 Un statut de caisse ouvrière avait déjà été présenté par la ligue de combat de Saint-Pétersbourg aux « anciens » lorsque, en février 1897, ils avaient reçu quatre jours de liberté avant de partir pour la Sibérie. Le but était, dit Martov dans ses *Mémoires d'un social-démocrate*, de grouper, autour du noyau d'intellectuels de la ligue, les éléments du prolétariat jusque-là plus ou moins isolés dans les cercles d'usine. Lénine le soumit à une critique assez vigoureuse. Il est probable que c'était un premier projet du statut de juillet dont il est parlé ici.

3 Ce second statut avait été élaboré également par la ligue de combat de Saint-Pétersbourg. C'était le statut non pas d'une « union ouvrière » spéciale, mais bien de toute l'organisation. S'il y a, pour les lecteurs modernes, quelque confusion dans tout ce passage, cela vient du manque de différenciation du

Ces deux statuts, et c'est là leur défaut essentiel, exposent tous les détails d'une vaste organisation ouvrière, qu'ils confondent avec l'organisation des révolutionnaires. Prenons le statut de 1900, le mieux élaboré. Il se compose de 52 paragraphes : 23 paragraphes exposent l'organisation, le mode de gestion et les limites des « cercles ouvriers » organisés dans chaque fabrique (« *dix hommes au maximum* ») et élisant des « *groupes centraux* ». « *Le groupe central observe tout ce qui se passe dans la fabrique ou l'usine et tient la chronique des événements... (paragraphe 2). Il rend compte chaque mois à tous les cotisants de l'état de la caisse (paragraphe 17).* » Dix paragraphes sont consacrés à l'« *organisation de quartier* » et dix-neuf aux fonctions complexes du comité d'organisation ouvrière[1] et du comité de la ligue de combat de Saint-Pétersbourg (délégués des quartiers et des « *groupes exécutifs* », ou « *groupes de propagandistes pour les relations avec la province et avec l'étranger, pour la gestion des dépôts, des éditions, de la caisse* »).

La social-démocratie assimilée aux groupes exécutifs en ce qui concerne la lutte économique des ouvriers ! Il serait difficile de démontrer d'une façon plus frappante comment l'économisme dévie de la social-démocratie vers le trade-unionisme, combien peu il se rend compte que le social-démocrate doit avant tout songer à une organisation de révolutionnaires capables de diriger toute la lutte émancipatrice du prolétariat. Parler de

parti politique et du syndicat à cette époque. C'est cette distinction que Lénine réclame.

1 Pour diriger l'agitation et l'organisation des ouvriers dans les fabriques et les usines, il est formé dans le sein du comité un groupe spécial d'agitation sous le nom de comité d'organisation ouvrière, composé d'élus de tous les quartiers et d'un délégué élu par les représentants des groupes exécutifs (art. 8 du titre III du statut). Ce comité ouvrier, dit Martov, jouait auprès du comité de la ligue le rôle d'une espèce de « chambre basse »,

« l'émancipation politique de la classe ouvrière », de la lutte contre « l'arbitraire tsariste » et écrire de pareils statuts, c'est ne rien comprendre, absolument rien, aux vraies tâches politiques de la social-démocratie. Aucun des 52 paragraphes ne montre que les auteurs aient compris la nécessité d'une large agitation politique parmi les masses, d'une agitation mettant en lumière tous les aspects du régime autocratique, ainsi que la physionomie des différentes classes sociales en Russie. D'ailleurs, avec un tel statut, les buts trade-unionistes mêmes du mouvement, abstraction faite des buts politiques, restent inaccessibles, car ils exigent une organisation par profession dont le statut ne fait pas mention.

Mais le plus caractéristique, c'est peut-être la lourdeur extraordinaire de tout ce « système », qui cherche à relier chaque usine au « comité » par une série de règles uniformes, minutieuses jusqu'au ridicule, avec un régime électoral à trois degrés[1]. Dans l'étroit horizon de l'économisme, la pensée se ravale à des détails bureaucratiques. En réalité, les trois quarts de ces paragraphes ne sont jamais appliqués ; par contre, une organisation aussi « clandestine », avec un groupe central dans chaque usine, facilite considérablement aux gendarmes les vastes coups de filet. Les Polonais ont déjà passé par cette phase du mouvement ; il y eut un temps où ils s'enthousiasmaient pour les caisses ouvrières ; mais ils y renoncèrent bientôt, s'étant aperçus qu'ils faisaient le jeu des gendarmes[2]. Si nous voulons de larges organisations ouvrières à l'abri des rafles de la gendarmerie, nous devons faire en sorte qu'elles ne soient pas des organisations officielles, réglementées. Pourront-elles alors fonctionner ? Mais quelles

1 Les cercles ouvriers élisent le groupe central d'usine ; celui-ci élit l'organisation de quartier ; celle-ci élit le comité de la ligue.

2 Le socialisme polonais a exercé une grande influence, par l'intermédiaire du Bund juif, sur l'organisation de la social-démocratie russe.

sont leurs fonctions ? « *Observer tout ce qui se passe à l'usine et tenir la chronique des événements* » (paragraphe 2 du statut). Est-il absolument besoin pour cela d'une réglementation minutieuse ? Des correspondances dans la presse illégale ne vaudraient-elles pas mieux que des groupes spéciaux à cet effet ? « *Diriger la lutte des ouvriers pour l'amélioration de leur situation à l'usine* » (paragraphe 3) : pour cela non plus, pas besoin de règlement. Tout agitateur tant soit peu intelligent apprendra facilement par une simple conversation quelles revendications veulent poser les ouvriers, puis il les transmettra à une organisation étroite de révolutionnaires, qui éditera une feuille volante appropriée. « *Créer une caisse... avec cotisation de deux kopecks par rouble* » (paragraphe 9)[1] et faire chaque mois un compte rendu de l'état de la caisse (paragraphe 17) ; exclure les membres n'acquittant pas leur cotisation (paragraphe 10)[2], etc. : voilà, pour la police, une véritable aubaine, car rien n'est plus facile que de pénétrer le secret de la « caisse centrale de l'usine », de confisquer l'argent et de coffrer tous les éléments actifs. Ne serait-il pas plus simple d'émettre des timbres d'un ou deux kopecks à l'estampille d'une certaine organisation (très restreinte et très secrète), ou encore de faire des collectes, dont un journal illégal donnerait le résultat dans une langue conventionnelle ? On arriverait tout aussi bien au but proposé et les gendarmes auraient beaucoup plus de peine à découvrir l'organisation.

1 Voici le texte de ce paragraphe 9 : « *Le groupe central organise une caisse d'usine (de fabrique) à laquelle tous les membres de tous les cercles et groupes sont tenus de verser à chaque paye 2 kopecks par rouble de salaire.* »

2 « *Les membres de cercle qui n'ont pas payé leur cotisation pendant trois mois ne sont plus considérés comme membres de l'organisation, à moins que les autres camarades ne jugent leurs explications satisfaisantes.* »

Je pourrais continuer cette analyse du statut, mais je crois en avoir dit assez. Un petit noyau compact, composé des ouvriers les plus sûrs, les plus expérimentés et les mieux trempés, ayant des délégués dans les principaux quartiers et relié de façon rigoureusement clandestine à l'organisation des révolutionnaires, pourra parfaitement, avec le concours de la masse et sans forme matérielle aucune, accomplir toutes les fonctions d'une organisation professionnelle et les accomplir de la façon la plus désirable pour la social-démocratie. C'est seulement ainsi que l'on pourra, en dépit des gendarmes, consolider et développer le mouvement professionnel social-démocrate[1].

On m'objectera qu'une organisation non réglementée, avec des cadres aussi lâches, n'ayant en somme aucun membre connu et enregistré, ne peut être qualifiée d'organisation. Peut-être ; pour moi l'appellation n'a pas d'importance. Mais cette organisation sans membres fera tout ce qu'il faut et assurera dès le début une liaison solide entre nos futures trade-unions et le socialisme. Ceux qui veulent une large organisation d'ouvriers avec élections, comptes rendus, suffrage universel, et cela sous l'absolutisme, sont des utopistes incurables.

La conclusion est simple : si nous commençons par établir une forte organisation de révolutionnaires, nous pourrons assurer la stabilité du mouvement, réaliser les buts social-démocrates et les buts purement trade-unionistes. Mais si nous commençons par constituer une large organisation ouvrière sous prétexte qu'elle est le plus « accessible » à la masse (en réalité, c'est aux gendarmes

1 Malgré cette expression de « mouvement professionnel social-démocrate », Lénine se représentait alors les syndicats comme des organisations politiquement neutres. Il l'affirme dans la préface au recueil *Douze années* et ajoute que, jusqu'aux congrès de Londres et de Stuttgart (1907), il ne s'est jamais écarté de cette opinion.

qu'elle sera le plus accessible ; et elle mettra en outre les révolutionnaires sous la main de la police), nous n'atteindrons aucun de ces buts, nous ne nous débarrasserons pas de notre primitivisme et, par notre morcellement, nos effondrements continuels, nous ne ferons que rendre plus accessibles à la masse les trade-unions du type Zoubatov ou Ozérov.

Quelles seront exactement les fonctions de cette organisation de révolutionnaires ? Nous allons le dire. Mais auparavant, examinons encore un raisonnement typique de notre terroriste, qui, de nouveau, marche la main dans la main avec les économistes[1]. La revue *Svoboda* renferme, dans son numéro 1, un article intitulé « L'organisation », dont l'auteur cherche à défendre ses amis, les économistes ouvriers d'Ivanovo-Voznessensk[2].

Mauvaise chose – dit-il – qu'une foule silencieuse, inconsciente ; mauvaise chose qu'un mouvement qui ne

1 Dans un chapitre précédent, Lénine avait découvert ce point commun entre les terroristes et les économistes que tous deux s'inclinent respectueusement devant la spontanéité du mouvement ouvrier. Il a en vue le « groupe socialiste-révolutionnaire » de la *Svoboda* (1901-1903) qui, à la différence des narodovoltsi, niait la terreur comme moyen d'effrayer et de désorganiser le pouvoir, mais la recommandait comme moyen provisoire d'« exciter » la lutte politique. Il ne parut que deux numéros de la revue *Svoboda*, tirés à 3 000 exemplaires, mais Lénine consacre plusieurs chapitres aux diverses erreurs de cette tendance, parce qu'elle exerçait une sérieuse influence sur l'organisation de Saint-Pétersbourg, qu'il voulait conquérir à l'*Iskra*.

2 En février 1900, l'union social-démocrate des ouvriers du Manchester russe avait lancé un manifeste *« à toutes les organisations ouvrières de Russie »* pour demander la convocation d'un congrès ouvrier panrusse. Le manifeste se terminait par ces mots : *« Il est désirable que les délégués ne soient pas des intellectuels, mais uniquement des ouvriers. »* C'est sans doute pour encourager les ouvriers d'Ivano-Vosnessensk dans cette voie que l'article de la *Svoboda* est écrit. Dans ce centre textile, l'organisation social-démocrate était presque exclusivement ouvrière.

vient pas des profondeurs de la masse. Ainsi dans une ville universitaire, lorsque les étudiants, à l'époque des fêtes ou pendant l'été, regagnent leurs foyers, le mouvement ouvrier s'arrête complètement. Un mouvement ouvrier stimulé de l'extérieur peut-il être une force véritable ? Évidemment non... Il n'a pas encore appris à marcher seul, on le tient en lisière. Partout, le tableau est le même : les étudiants s'en vont, le mouvement cesse ; on incarcère les éléments les plus capables, les autres font fausse route ; on arrête le « comité », et, tant qu'un nouveau comité n'est pas formé, c'est l'interruption du mouvement. D'ailleurs, le nouveau comité peut ne pas ressembler du tout à l'ancien : celui-ci disait une chose, celui-là dira le contraire ; le lien entre hier et demain est brisé, l'expérience du passé ne profite pas à l'avenir. Et tout cela parce que le mouvement n'a pas de racines profondes, parce que ce n'est pas une centaine d'imbéciles, mais une dizaine d'hommes intelligents qui font le travail. II est toujours facile de capturer une dizaine d'hommes, mais quand l'organisation englobe la foule, que tout vient de la foule, il est impossible que l'entreprise soit détruite.

La description est juste. Il y a là un bon tableau de notre primitivisme. Mais, par leur illogisme et leur manque de sens politique, les conclusions sont dignes de la *Rabotchaïa Mysl*. Par leur illogisme, car l'auteur confond la question philosophique et historico-sociale des « racines profondes » du mouvement avec celle de l'organisation technique de la lutte contre les gendarmes. Par leur manque de sens politique, car au lieu d'en appeler des mauvais dirigeants aux bons, l'auteur en appelle des dirigeants à la « foule ». C'est là tenter de nous faire faire machine en arrière au point de vue organisation, de même que c'est tenter de nous faire régresser politiquement que de vouloir substituer à l'agitation politique l'excitant de la terreur.

À la vérité, je me trouve embarrassé pour analyser le fatras que nous sert la *Svoboda*. Pour plus de clarté, je commencerai par un exemple. Prenons les Allemands. On ne niera pas, je l'espère, que leur organisation englobe la foule, que chez eux tout vient de la foule, que le mouvement ouvrier a appris en Allemagne à marcher tout seul. Pourtant, comme cette foule de plusieurs millions d'hommes apprécie ses chefs politiques éprouvés ! Comme elle s'accroche à eux ! Que de fois les socialistes ne se sont-ils pas entendu dire au Parlement par les députés des partis adverses : « Belle démocratie que la vôtre, en vérité ! Le mouvement de la classe ouvrière n'existe chez vous qu'en paroles ; en réalité, c'est toujours le même groupe de chefs qui fait tout. Depuis des temps immémoriaux, ce sont les Bebel et les Liebknecht qui dirigent. Vos délégués, soi-disant élus par les ouvriers, sont plus inamovibles que les fonctionnaires nommés par l'empereur ». Mais les Allemands n'ont accueilli que par le dédain ces tentatives démagogiques pour opposer la « foule » aux « chefs » et pour affaiblir le mouvement en sapant la confiance de la masse envers une « dizaine d'hommes intelligents ». Ils sont assez développés politiquement, ils ont suffisamment d'expérience pour comprendre que, sans une « dizaine » de chefs talentueux (les talents ne surgissent pas par centaines), de chefs éprouvés, instruits par une longue pratique, bien d'accord entre eux et connaissant parfaitement leur rôle respectif, aucune classe dans la société contemporaine ne peut mener fermement la lutte. Ils ont eu également leurs démagogues, qui flattaient des « centaines d'imbéciles », les mettaient au-dessus des « dizaines d'hommes intelligents », glorifiaient le « poing puissant » de la masse, poussaient (comme Most ou Hasselmann) cette masse à des actes « révolutionnaires » irréfléchis et semaient la méfiance à l'égard des chefs fermes et

résolus[1]. Et c'est seulement grâce à une lutte tenace, implacable, contre tous les éléments démagogiques que le socialisme allemand a grandi et s'est fortifié. Or, au moment où la social-démocratie russe subit une crise par suite du manque de chefs intelligents et expérimentés, nos sages viennent nous dire sentencieusement : « Mauvaise chose qu'un mouvement qui ne vient pas des profondeurs de la masse ! »

« Un comité formé d'étudiants ne fait pas l'affaire : il est instable. » Tout à fait juste ! Mais ce qui en résulte, c'est qu'il faut un comité de révolutionnaires professionnels, étudiants ou ouvriers, peu importe. Or, votre conclusion à vous, c'est qu'il ne faut pas stimuler de l'extérieur le mouvement ouvrier. Dans votre ingénuité, vous ne remarquez même pas que vous faites ainsi le jeu de nos économistes et de notre primitivisme. Comment les étudiants ont-ils stimulé jusqu'à présent les ouvriers ? Uniquement en leur portant les bribes de connaissances politiques qu'ils avaient eux-mêmes, les bribes d'idées socialistes qu'ils avaient pu acquérir (car la principale nourriture de l'étudiant contemporain, le marxisme légal, n'a pu lui donner que les éléments du socialisme). Il n'y a pas eu trop, mais trop peu, beaucoup trop peu, de cette « stimulation » dans notre mouvement ; jusqu'à présent, nous n'avons fait que mijoter dans notre jus,

1 Après la loi d'exception contre les socialistes, en 1878, le parti allemand se trouva dans l'obligation de chercher une tactique nouvelle : Liebknecht et Bebel se prononcèrent, avec la majorité du parti, pour la soumission à la loi, mais en profitant de toutes les possibilités légales subsistant pour renforcer l'agitation socialiste ; Most et Hasselmann, anciens députés au Reichstag, d'origine ouvrière, firent une violente campagne pour l'action révolutionnaire immédiate et contre les dirigeants du parti. L'expression du « poing puissant » de la masse est de Hasselmann. Elle est rapportée dans l'*Histoire de la social-démocratie allemande*, de Fr. Mehring, tome VIII, que Lénine cite par ailleurs.

que nous incliner devant la « lutte économique des ouvriers contre les patrons et le gouvernement ». Nous, révolutionnaires de profession, nous devons stimuler et stimulerons bien davantage le mouvement. Mais avec votre expression de « stimulation de l'extérieur », qui inspire inévitablement à l'ouvrier (tout au moins à l'ouvrier aussi peu développé que vous) la méfiance envers tous ceux qui lui apportent les connaissances politiques et l'expérience révolutionnaire, vous faites de la démagogie, et les démagogues sont les pires ennemis de la classe ouvrière.

Oui, oui, c'est bien cela, et ne récriminez pas contre mes procédés polémiques « dépourvus de camaraderie ». Je ne songe pas à suspecter la pureté de vos intentions ; j'ai déjà dit que l'on pouvait devenir démagogue uniquement par naïveté politique. Mais j'ai montré que vous êtes descendus jusqu'à la démagogie. Et je ne me lasserai pas de répéter que les démagogues sont les pires ennemis de la classe ouvrière. En effet, ils éveillent les mauvais instincts des masses et il est impossible aux ouvriers arriérés de les reconnaître, surtout lorsqu'ils sont sincères. Ce sont les pires ennemis de l'ouvrier parce que, dans cette période d'oscillations et de tâtonnements[1] où notre mouvement se cherche encore, il n'y a rien de plus facile que d'entraîner démagogiquement la foule, dont seules les épreuves les plus amères parviendront ensuite à dessiller les yeux. Voilà pourquoi les social-démocrates russes doivent combattre

1 Dans la conclusion de *Que faire ?* Lénine divise l'histoire de la social-démocratie russe en trois périodes : la première, de 1884 à 1894, est celle où « *apparaît et se fortifie la théorie* », en dehors de tout mouvement ouvrier ; la deuxième, de 1894 à 1898, voit naître la social-démocratie « *comme mouvement social, comme élan des masses populaires, comme parti politique* ; la troisième est une période « *d'éparpillement et d'hésitation* » *parmi les dirigeants, marxistes légaux d'un côté, économistes de l'autre, mais de progrès immenses du mouvement ouvrier.* »

impitoyablement la démagogie de la *Svoboda* et du *Rabotché Diélo*[1].

« Il est plus facile de capturer une dizaine d'hommes intelligents qu'une centaine d'imbéciles. » Cet axiome (qui vous vaudra toujours les applaudissements des imbéciles) vous paraît évident uniquement parce que, dans votre raisonnement, vous avez sauté d'une question à une autre. Vous aviez commencé par parler de l'arrestation du « comité », de l'arrestation de l'« organisation », et maintenant vous sautez à une autre question, le déracinement du mouvement. Certes, notre mouvement est indestructible parce qu'il a des racines innombrables dans les profondeurs de la masse, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Maintenant même, malgré tout notre primitivisme, il est impossible de détruire nos « racines profondes » ; et pourtant nous avons continuellement à déplorer des arrestations qui empêchent toute suite dans le mouvement Or, si vous posez la question de la mainmise sur les organisations et que vous y restiez, je vous dirai qu'il est beaucoup plus difficile de se saisir d'une dizaine d'hommes intelligents que d'une centaine d'imbéciles. Et je soutiendrai ma proposition, quoi que vous fassiez pour exciter la foule contre mon « antidémocratisme ». Par « hommes intelligents » en matière d'organisation, il faut entendre uniquement, comme je l'ai indiqué à maintes reprises, les révolutionnaires professionnels, étudiants ou ouvriers, peu importe. Or, j'affirme : 1° qu'il ne saurait y avoir de solide mouvement révolutionnaire sans une organisation de dirigeants qui en maintienne la continuité dans

1 Tout ce que nous avons dit au sujet de la « stimulation de l'extérieur » et des raisonnements de la *Svoboda* sur l'organisation s'applique entièrement à tous les économistes, les partisans du *Rabotché Diélo* y compris, car ils ont soutenu et prêché ces vues sur les questions d'organisation, ou bien s'y sont ralliés. (N. L.)

le temps ; 2° que plus la masse entraînée spontanément dans la lutte est nombreuse, plus une telle organisation est urgente et doit être solide (sinon, il sera facile aux démagogues d'entraîner les couches arriérées de la masse) ; 3° que cette organisation doit se composer principalement de révolutionnaires de métier ; 4° que, dans un pays autocratique, plus nous réduirons l'effectif de cette organisation au point de n'y accepter que quelques révolutionnaires de profession initiés à la lutte contre la police politique, plus il sera difficile de « se saisir » d'une telle organisation ; 5° que d'autant plus nombreux seront les ouvriers et les éléments des autres classes qui pourront militer dans le mouvement.

Que nos économistes, nos terroristes et nos « terroristes-économistes »[1] réfutent, s'ils le peuvent, ces propositions, dont je ne développerai en ce moment que les deux dernières. Est-il plus facile de se saisir d'une « dizaine d'hommes intelligents » que « d'une centaine d'imbéciles ? » C'est là une question qui se ramène à celle que j'ai analysée plus haut : une organisation de masse est-elle compatible avec un régime strictement clandestin ? Nous ne pourrons jamais donner à une vaste organisation le caractère clandestin sans lequel il ne saurait être question d'une lutte ferme et suivie contre le gouvernement. La concentration de toutes les fonctions clandestines entre les mains du plus petit nombre possible de révolutionnaires professionnels ne signifie nullement que ces derniers « penseront pour tous », que la foule ne participera pas activement au

1 Ce terme serait peut-être plus juste que le précédent en ce qui concerne la *Svoboda*, car, dans *La Renaissance de l'esprit révolutionnaire*, on défend le terrorisme et, dans l'article en question, l'économisme. La *Svoboda* a tout ce qu'il faut pour faire du bon travail, elle est pavée des meilleures intentions, et pourtant elle n'arrive qu'à la confusion. La raison en est que, préconisant la continuité de l'organisation dans le temps, elle ne veut pas reconnaître la nécessité de la continuité de

mouvement. Au contraire, la foule fera surgir de plus en plus nombreux des révolutionnaires professionnels, car elle saura alors qu'il ne suffit pas à quelques étudiants et ouvriers menant la lutte économique de se réunir pour constituer un « comité », mais qu'il est nécessaire de former peu à peu des révolutionnaires professionnels, et elle songera à les former. La centralisation des fonctions clandestines de l'organisation n'implique nullement celle de toutes les fonctions du mouvement.

Loin de diminuer, la collaboration de la masse à la littérature illégale décuplera, lorsqu'une dizaine de révolutionnaires professionnels en centralisera l'édition clandestine. Alors la lecture de la littérature illégale, la collaboration aux publications illégales et même leur diffusion cesseront presque d'être une œuvre clandestine, car la police comprendra bientôt l'absurdité et l'impossibilité de poursuites judiciaires et administratives contre chaque détenteur ou propagateur de publications tirées à des milliers d'exemplaires.

Et il en est ainsi pour toutes les fonctions du mouvement, y compris les manifestations. Une manifestation n'aura que plus de chances d'attirer la masse et de réussir si une « dizaine » de révolutionnaires éprouvés, au moins aussi bien dressés que notre police, en centralise tous les côtés clandestins : édition de tracts, élaboration

---

la pensée révolutionnaire et de la théorie social-démocrate. S'efforcer de faire surgir le révolutionnaire professionnel par l'excitant de la terreur et par « une organisation des ouvriers moyens » aussi peu que possible « stimulée de l'extérieur », c'est, en vérité, pour chauffer sa maison, la démolir afin d'avoir du bois. (N. L.)

La Renaissance de l'esprit révolutionnaire est la première brochure du groupe *Svoboda*, celle qui donna son programme. Plus loin Lénine raille cette prétention de s'abaisser jusqu'aux ouvriers « moyens » « *Donnez-nous des idées sur l'organisation si vous en avez, et nous verrons nous-mêmes qui d'entre nous est "moyen" et qui est au-dessous de la moyenne.* »

du plan approximatif, nomination de dirigeants pour chaque quartier de la ville, chaque rayon usinier, chaque établissement d'enseignement, etc. (on dira, je le sais, que mes vues sont antidémocratiques[1], mais je réfuterai plus loin cette objection stupide).

La centralisation des fonctions les plus clandestines par l'organisation des révolutionnaires renforcera et élargira, loin de l'affaiblir, l'action d'une foule d'autres organisations destinées au grand public (et, par suite, le moins strictement réglementées et le moins clandestines possible) : associations ouvrières professionnelles, cercles ouvriers d'instruction et de lecture de la littérature illégale, clubs socialistes, cercles démocratiques pour les autres couches de la population, etc. De tels cercles, associations et organisations sont nécessaires partout ; il faut qu'ils soient le plus nombreux et leurs fonctions le plus variées possible, mais il est absurde et nuisible de les confondre avec l'organisation des révolutionnaires, d'éteindre dans la masse le sentiment que, pour « servir » un mouvement de masse, il faut des hommes qui se consacrent spécialement et entièrement à l'action social-démocrate et qui, patiemment, opiniâtrement, fassent leur éducation de révolutionnaires professionnels.

Voilà ce que l'on ne comprend plus guère[2]. Par notre primitivisme, nous avons fortement compromis le prestige des révolutionnaires en Russie : c'est là notre faute capitale en matière d'organisation. Un révolutionnaire mou, hésitant dans les questions théoriques, borné dans son horizon, justifiant son inertie par la spontanéité du mouvement de masse, plus semblable à un secrétaire de trade-union qu'à un tribun populaire, sans un plan hardi

1 Le troisième congrès de l'Union des social-démocrates russes à l'étranger avait en effet, dans ses nouvelles instructions au *Rabotché Diélo,* fait allusion à l'existence dans le parti de *« tendances antidémocratiques »* en matière d'organisation.

2 Lénine compare sans doute avec l'époque des narodovoltsi.

et de grande envergure qui force le respect de ses adversaires, un révolutionnaire inexpérimenté et maladroit dans son métier (la lutte contre la police politique), est-ce là un révolutionnaire ? Non, ce n'est qu'un misérable et grossier manouvrier[1].

Que l'on ne s'offense pas de cette épithète : en ce qui concerne l'impréparation, je me l'applique à moi-même le premier. J'ai travaillé dans un cercle qui s'assignait de vastes tâches[2] et, comme tous mes camarades, je souffrais de sentir que nous n'étions que de grossiers manouvriers à ce moment historique où une organisation de révolutionnaires eût pu retourner la Russie. Et quand je me rappelle ce sentiment de honte que j'éprouvais alors, je sens monter en moi l'amertume contre ces pseudo-social-démocrates dont la propagande déshonore le nom de révolutionnaires et qui ne comprennent pas que notre tâche n'est pas de rabaisser le révolutionnaire au rôle de manouvrier, mais d'élever le manouvrier au rôle du révolutionnaire.

❖ ❖ ❖

Lénine réfute ensuite les accusations d'antidémocratisme et de blanquisme et traite, dans une cinquième et dernière partie, la question du « journal politique panrusse » comme organisateur collectif du parti.

1 Littéralement : artisan (*koustar*).

2 Lénine pense au cercle des « anciens », dont il fit partie à Saint-Pétersbourg, en 1894-1895, au moment de réveil du mouvement ouvrier.

Contre les mencheviks

L'*Iskra* et *Que faire?* par la clarté de leur doctrine, conquéraient rapidement à l'idée du parti politique un et centralisé la majorité des groupes social-démocrates de Russie. Par d'habiles manœuvres, les « agents » de l'*Iskra* « faisaient sauter de l'intérieur » les comités économistes les uns après les autres.

Des événements comme la grève de Rostov, en mars 1902, accompagnée d'une manifestation aux cris de « *À bas l'autocratie! Vive la liberté!* » témoignaient des aspirations non plus seulement économiques, mais aussi politiques, des ouvriers.

D'autre part, la constitution de partis concurrents, celui des socialistes-révolutionnaires et celui de l'*Osvobojdénié*[1], la nouvelle vague de grèves qui s'annonçait, les mouvements agraires qui se multipliaient, rendaient urgente la formation du parti politique du prolétariat.

En juillet 1902, le comité de Saint-Pétersbourg se déclara solidaire des idées de l'*Iskra*; la plupart des autres comités et groupes suivirent. Lénine qui, de Londres où il avait transporté la rédaction de l'*Iskra*, était en relations constantes avec le mouvement russe, jugea le moment venu : les délégués de l'*Iskra*, du comité de Saint-Pétersbourg et de l'Ouvrier du Sud, organisation très influente, réunis à Pskov le 2 novembre 1902, élurent un comité d'organisation de 3 membres (complété plus tard des représentants du Bund israélite et de quelques autres) chargé de préparer la convocation

1 Le Parti socialiste-révolutionnaire se groupa autour de la revue *La Russie révolutionnaire*, publiée par Gotz et Tchernov à l'étranger, vers la fin de 1901. La revue *Osvobojdénié (Libération)* commença à paraître le 1er juillet 1902, sous la direction de Strouvé, et les cercles libéraux qu'elle groupait eurent leurs premiers congrès en juillet et septembre 1903.

d'un deuxième congrès du Parti social-démocrate de Russie.

Le 17 juillet 1903, se rencontraient à Bruxelles[1] 51 délégués de 26 organisations, dont 5 appartenant à l'émigration. La majorité était iskriste : contre elle, ne se trouvaient que 5 délégués du Bund et 2 du *Rabotché Diélo*, Martinov et Akimov. Cependant il apparut, dès la discussion sur l'ordre du jour, que le bloc de l'*Iskra* n'était pas homogène. Par contre sur les premiers points, dans les discussions soulevées à propos du programme, on vit Martov, comme Plékhanov, marcher avec Lénine.

Une question relativement peu importante, celle du statut du parti, engendra à la commission, puis à la vingt-deuxième séance du congrès, un débat qui devait avoir les plus graves conséquences. La commission présentait pour le paragraphe 1 deux formules. La première, élaborée depuis longtemps par Lénine et qui, dans les réunions préliminaires des délégués, avait été considérée comme la formule de la rédaction de l'*Iskra*, était la suivante :

« Est considéré comme membre du parti quiconque professe son programme et soutient le parti non seulement matériellement mais encore par sa participation personnelle à une de ses organisations. »

La seconde avait été proposée par Martov :

« Est considéré comme membre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie quiconque professe son programme, soutient le parti matériellement et lui apporte un concours personnel régulier sous la direction d'une de ses organisations. »

Pour comprendre le débat extrêmement confus qui s'engagea à ce propos au congrès, il faut se représenter ce qu'était alors la situation. Un délégué nous l'apprend : *« Nous avons des comités social-démocrates, composés d'une élite peu nombreuse de révolutionnaires. Le*

1 Le congrès, ouvert à Bruxelles, dut presque aussitôt, chassé par la police belge, se transporter à Londres.

comité est à la tête du mouvement ouvrier local. Derrière lui, derrière ces meneurs, se trouve une masse de révolutionnaires-ouvriers, qui portent les proclamations, récoltent l'argent, manifestent dans les rues, vont en prison et en exil, mais qui ne font partie ni du comité ni d'aucune autre organisation. » Il y avait, d'une part, une organisation de révolutionnaires professionnels, étroite et conspirante ; de l'autre, toutes sortes d'organisations sympathisantes approchant plus ou moins de la première et, enfin, des individus isolés exécutant pour l'organisation des révolutionnaires diverses missions.

Pour que, dans le mouvement politique grandissant, la social-démocratie pût jouer son rôle, défini par l'*Iskra*, de guide du prolétariat et de toutes les oppositions dans la lutte contre l'autocratie, il fallait évidemment étendre la notion de parti au-delà des petits groupes de révolutionnaires professionnels. Là-dessus tous les iskristes étaient donc d'accord. Ils se séparaient ensuite.

Lénine, concevant le parti comme une troupe destinée à préparer, sous les ordres d'une autorité centrale puissante, l'assaut général contre l'absolutisme, ne voulait y comprendre que celles des organisations sympathisantes, cercles d'usine ou autres, qui seraient reconnues par le comité central comme « organisations du parti », à l'exclusion des autres et surtout des isolés. « *Un groupe de porteurs doit appartenir au Parti ouvrier social-démocrate de Russie et connaître un certain nombre de ses membres et de ses fonctionnaires. Un groupe qui étudie les conditions professionnelles de travail et élabore des revendications professionnelles ne doit pas nécessairement appartenir au parti social-démocrate. Un groupe d'étudiants, d'officiers, d'employés s'occupant d'instruction mutuelle avec la participation d'un ou deux membres du parti ne doit même pas savoir parfois que ces derniers sont membres du parti.* » L'organisation des révolutionnaires professionnels,

prudemment élargie, devenait le parti, se confondait avec lui.

À cette conception s'opposait celle qui conservait l'organisation des révolutionnaires, mais lui opposait le parti comme un rendez-vous de toutes les organisations sympathisantes, de tous les individus se déclarant eux-mêmes social-démocrates Agir autrement, disaient Axelrod et quelques autres, c'est laisser de côté nombre de professeurs, de lycéens. d'ouvriers chargés de famille que leurs conditions d'existence empêchent d'entrer dans une organisation illégale ou strictement disciplinée, mais qui n'en sont pas moins dévoués à la cause. C'est créer un parti de conspirateurs, et non un parti de classe. Il faut au contraire, affirme Martov, que *« tout participant à une grève ou à une manifestation puisse, si on lui demande compte de ses actes, se déclarer membre du parti ». « Plus le titre de membre du parti est répandu, et mieux cela vaut ! »*

Tandis que beaucoup d'iskristes se séparaient de Lénine sur cette définition du « membre du parti », la représentante du comité de l'organisation ouvrière de Saint-Pétersbourg,[1] Lydie Makhnoveti (nommée Broukère au congrès), quoique hostile d'ailleurs à l'esprit centraliste du projet, reconnut que *« les sympathisants qui de temps en temps rendent tel ou tel service ne peuvent être considérés comme membres du parti, celui-ci ne devant avoir que des membres actifs »*, et que *« tous les membres actifs appartiennent à telle ou telle fraction de l'organisation, laquelle embrasse les fonctions de toutes sortes qui lui sont nécessaires ».* L'accord avec Lénine d'une « économiste » comme Broukère fut naturellement relevé par Martov.

Au cours de la discussion, Plékhanov intervint, disant qu'il venait de se décider en faveur de Lénine. Il répond aux objections. Rien ne saurait empêcher

1 Voir dans un des extraits précédents (*L'Organisation des ouvriers et l'organisation des révolutionnaires*) ce qu'était ce comité. Il venait de se produire une scission entre lui et le comité de la ligue de combat, dirigé par les iskristes.

celui qui le veut d'entrer dans une organisation du parti. Quant à ceux qui ne veulent pas, on n'a pas besoin d'eux. Le professeur qui estime au-dessous de sa dignité d'entrer dans une organisation n'est pas intéressant non plus. Si, devant un tribunal, un accusé dit qu'il sympathise avec le parti, mais qu'il ne lui appartient pas parce qu'il ne satisfait pas à toutes ses exigences, cela ne fera qu'élever l'autorité du parti. Le projet de Lénine ne ferme nullement la porte à une multitude d'ouvriers : ce ne sont pas les ouvriers qui craindront d'entrer dans une organisation, mais seulement les intellectuels, pénétrés d'individualisme bourgeois, et c'est fort heureux, car ils sont d'ordinaire les porte-parole de tous les opportunistes. Pour le projet de Lénine doivent donc voter tous les adversaires de l'opportunisme.

Trotsky proteste contre cette conclusion : les opportunistes sont fort capables de s'organiser, eux aussi, et surtout les intellectuels ; « *les cercles de lycéens, les associations d'étudiants, les organisations de Croix-Rouge sont infiniment plus durables que les organisations ouvrières larges* », que les grèves, les crises, enfin la mobilité des ouvriers détruisent constamment. Lénine et surtout Plékhanov croient avoir imaginé un moyen de débarrasser la social-démocratie d'intellectuels corrupteurs qui séduisent la jeunesse pour la livrer ensuite à Strouvé : ils se trompent, car ces intellectuels trouveront toujours le moyen d'entrer dans une organisation ou d'en former une.

C'est alors que Lénine prend la parole[1]**.**

1 Les procès-verbaux du deuxième congrès, auxquels le discours qui suit est emprunté, ne sont pas sténographiés, mais analytiques. Il s'ensuit : 1° que nous n'avons pas ici le texte exact des paroles de Lénine ; 2° qu'il est fait allusion à beaucoup d'arguments de ses contradicteurs qui ne sont pas mentionnés dans l'analyse de leurs discours.

Les statuts du parti

(discours prononcé au deuxième congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe vingt-troisième séance)[1]

Tout d'abord deux remarques de caractère particulier.

La première, sur l'aimable proposition – je le dis sans ironie – faite par Axelrod de « nous entendre »[2]. J'y acquiescerai volontiers, car je n'estime pas notre divergence si sérieuse que la vie ou la mort du parti en dépende. Un mauvais article des statuts ne nous tuera pas[3]. Mais puisque nous avons à choisir entre deux formules, je ne puis renoncer à ma ferme conviction que celle de Martov empire le projet primitif et peut, dans certaines conditions, causer au parti bien du mal.

La seconde vise la camarade Broukère. Il est naturel que, voulant appliquer partout le principe électif[4], cette camarade ait adopté ma formule, la seule qui définisse

1 *Œuvres complètes*, édition russe, tome IV, p. 276-278.

2 Axelrod avait terminé son discours en remarquant que Lénine, « *avec ses cercles de la périphérie rentrant dans l'organisation du parti* » (les cercles d'usine admis dans le parti s'ils le désirent et si le comité central les en juge dignes), répondait à son désir : « *Restent encore les isolés, mais là aussi on pourrait encore s'entendre.* »

3 Tout le reste des statuts portait en effet le caractère désiré par Lénine, ce qui réduisait les conséquences de la modification apportée à l'article 1^er^. L'article 1^er^ fut finalement adopté dans son ensemble par 35 voix contre 1 (12 abstentions).

4 Dans son discours, Broukère avait réclamé « *pour tous les membres actifs de l'organisation le droit d'influer sur le comité, le droit, correspondant à leurs devoirs, d'influer, directement ou indirectement, sur l'élection du comité central et des comités régionaux* ».

avec quelque exactitude la notion de membre du parti. Je ne comprends pas la joie que procure au camarade Martov cet accord de la camarade Broukère avec moi. Est-ce que, vraiment, Martov se donne comme règle de dire le contraire de ce que dit Broukère sans analyser ses motifs et ses arguments ?

Passant au fond, je dirai que le camarade Trotsky n'a pas du tout compris l'idée principale de Plékhanov, et c'est pourquoi dans son raisonnement l'essentiel lui a échappé. Il a parlé d'intellectuels et d'ouvriers, du point de vue de classe et du mouvement de masse[1], mais il n'a pas remarqué une question fondamentale : ma formule rétrécit-elle ou élargit-elle la notion de membre du parti ? S'il s'était posé cette question, il aurait remarqué sans peine que ma formule rétrécit cette notion, tandis que celle de Martov, avec son « élasticité », l'élargit. Or, dans la période que notre parti traverse, « élasticité » ouvre la porte à tous les éléments aventureux, flottants et opportunistes. Pour réfuter cet argument, il aurait fallu démontrer qu'il n'existe pas de tels éléments, mais Trotsky n'a même pas songé à le faire. D'ailleurs il n'aurait pu le démontrer car, on le sait, ces éléments sont en grand nombre et il s'en trouve dans la classe ouvrière. Il est d'autant plus nécessaire pour le parti d'avoir une ligne ferme et de maintenir la pureté de ses principes que le rétablissement de son unité amènera dans ses rangs beaucoup d'éléments instables, dont le nombre ira croissant avec le développement de ses effectifs[2].

1 Le discours de Trotsky, tel qu'il nous est présenté dans l'analyse du procès-verbal, ne contient pas précisément ces expressions. De même, plus bas, le mot d'« élasticité » ne figure pas dans le discours de Martov.

2 Dans une courte intervention précédente, Lénine avait dit que sa formule était un stimulant à l'organisation.

Trotsky, qui, après beaucoup d'autres[1], m'objecte que le parti n'est point une association de conspirateurs, montre qu'il a très mal compris l'idée principale de mon livre *Que faire ?* Il a oublié que je propose plusieurs organisations, de types différents, depuis les plus clandestines et les plus étroites jusqu'à d'autres relativement larges et « libres » (*lose*). Il a oublié que le parti doit n'être que l'avant-garde, le guide de l'immense masse ouvrière, qui, tout entière (ou presque), travaille « SOUS le contrôle et la direction » du parti, mais n'y entre pas et ne doit pas y entrer.

Voyez à quelles conclusions Trotsky se trouve amené par suite de son erreur fondamentale. II dit que si des quantités d'ouvriers étaient arrêtés et qu'ils déclarent ne pas appartenir à notre parti, ce dernier serait un parti bien étrange[2]. N'est-ce pas plutôt le contraire ? Et ne sont-ce pas les réflexions de Trotsky qui sont étranges ? Il trouve regrettable ce qui ne pourrait que réjouir tout révolutionnaire tant soit peu expérimenté. Si des centaines et des milliers d'ouvriers arrêtés pour grèves et manifestations se trouvaient n'être pas membres des organisations du parti, cela prouverait simplement que nos organisations sont bonnes et que nous nous acquittons de notre tâche, qui est de grouper un cercle clandestin, plus ou moins étroit, de dirigeants et d'attirer au mouvement la masse la plus considérable possible.

L'erreur des partisans de la formule de Martov vient de ce que non seulement ils veulent ignorer un des maux essentiels de notre parti, mais encore le sanctifier. Ce mal, c'est que, dans cette atmosphère de mécontentement politique presque universel, avec le caractère absolument clandestin de notre travail, avec les cercles étroits et

1 Ainsi, Martov, Martinov. Par contre, cet argument ne se trouve pas dans le discours tel qu'il nous a été conservé de Trotsky.

2 Cet argument, invoqué aussi par Martov, ne figure pas non plus dans le procès-verbal du discours de Trotsky.

secrets et même les entrevues où se concentre la majeure partie de notre activité, il nous est extrêmement difficile, presque impossible, de distinguer les bavards des travailleurs. Il n'existe probablement pas de pays où ce mal soit aussi coutumier et apporte autant de confusion et de préjudice qu'en Russie. Nous en souffrons cruellement, non seulement chez les intellectuels, mais aussi parmi la classe ouvrière : or la formule de Martov le légalise. Elle tend à faire un membre du parti de n'importe qui, Martov l'a reconnu lui-même avec une réticence : *« Si vous voulez, soit »*, a-t-il dit[1]. C'est justement ce que nous ne voulons pas ! Et c'est pourquoi nous nous opposons si résolument à sa formule. Mieux vaut que dix travailleurs ne s'intitulent pas membres du parti – les vrais travailleurs ne courent pas après les titres – que de donner à un seul bavard le droit et la possibilité de l'être. Voilà le principe qui me semble irréfutable et qui m'oblige à combattre Martov.

On m'a objecté que nous ne donnons aucun droit aux membres du parti et qu'il ne peut donc y avoir d'abus[2]. L'objection ne tient pas : les droits ne sont pas énumérés, mais ils ne sont pas non plus limités. Deuxièmement – et c'est le principal – il ne faut pas oublier que chaque membre répond pour tout le parti et le parti pour chacun de ses membres. Dans les conditions présentes de notre activité politique, qui n'en est encore qu'à l'état embryonnaire, il serait dangereux et nuisible de donner à ceux qui ne sont pas inscrits dans une organisation les droits de membres du parti et d'imposer au parti la responsabilité des actes d'hommes qui ne sont pas entrés – peut-être intentionnellement – dans une de ses organisations.

1 Ces paroles, appartenant sans doute à un échange de propos entre Lénine et Martov, n'ont pas été conservées par le procès-verbal.

2 L'objection est de Roussov, délégué du comité de Bakota.

Martov est saisi d'horreur à la pensée qu'en justice un homme qui n'est pas membre du parti n'aura pas le droit, quoique militant actif, de s'appeler membre du parti. Quant à moi, cela ne m'effraie pas. Ce qui serait mauvais, au contraire, c'est qu'un homme qui s'intitule membre du parti sans appartenir à aucune de ses organisations puisse se montrer en justice sous un jour indésirable. Il serait en effet impossible alors de démentir qu'il a travaillé sous le contrôle et la direction[1] d'une organisation, impossible précisément à cause du caractère vague de l'expression. En pratique, la chose est hors de doute, ces mots « sous le contrôle et la direction » feront qu'il n'y aura ni contrôle, ni direction. Jamais le comité central ne sera à même d'exercer un contrôle véritable sur des gens qui militent, mais ne font partie d'aucune organisation. Notre devoir est de nantir le comité central d'un contrôle effectif. Notre devoir est de sauvegarder la fermeté, de maintenir la pureté de notre parti. Nous devons nous efforcer d'élever le nom et la valeur de membre du parti plus haut, encore plus haut et toujours plus haut, et c'est pourquoi je suis contre la formule de Martov.

1 Le projet primitif de Martov portait ces deux mots. Lénine reprend l'objection déjà exprimée par Strakhov, et à laquelle Martov avait faiblement répondu.

Le débat se termina par un vote nominal qui repoussa la formule de Lénine par 28 voix contre 23 et adopta celle de Martov par 28 voix contre 22 et 1 abstention. On vit les représentants du Bund et de l'Union des social-démocrates russes à l'étranger, antiiskristes et « économistes », se joindre à Martov et aux « faibles » de l'*Iskra* contre la majorité des « forts », fidèle à Lénine. À partir de ce moment, sans que rien en paraisse dans les procès-verbaux du congrès, les deux « fractions » prirent l'habitude de tenir leurs réunions particulières dans des salles différentes.

La fraction de Lénine semblait devoir être en minorité, quand un incident se produisit qui affaiblit son adversaire : les délégués du Bund, mécontents du rejet de leurs statuts fédéralistes, et ceux de l'Union des social-démocrates russes, dont la dissolution avait été implicitement prononcée, quittèrent le congrès.

Le congrès devait se diviser définitivement sur le choix des rédacteurs de l'*Iskra*, devenue organe central du parti, et des membres du comité central et du conseil du parti[1]. Martov et ses amis, dont Trotsky, voulaient conserver, malgré les tiraillements déjà constatés dans son sein, l'ancienne rédaction de six membres : Lénine voulait en faire élire une nouvelle, plus homogène, de trois membres. Il l'emporta par 19 voix contre 17 et 3 abstentions. Martov déclara alors, en son nom et en celui de Potressov, Axelrod, Zassoulitch, qu'ils refusaient en tout cas d'entrer dans la nouvelle rédaction. Élu cependant, avec Plékhanov et Lénine, Martov répéta qu'il ne consentirait à aucun prix à devenir un instrument entre les mains des deux hommes qui détenaient désormais en fait le pouvoir dans le parti. Lorsqu'il s'agit d'élire le comité central,

1 Le conseil du parti était conçu comme l'autorité suprême, départageant, le cas échéant, le comité central (en Russie) et la rédaction de l'organe central (à l'étranger).

Martov et les membres de la « minorité », au nombre de 20, refusèrent de participer au vote.

La lutte pour le pouvoir dans le parti avait amené une véritable scission. Lénine avait avoué franchement, en réponse aux plaintes de Martov : « *La lutte pour l'influence a été jusqu'ici toute l'activité de l'*Iskra*...; aujourd'hui il s'agit de quelque chose de plus, de consolider matériellement cette influence... Il me reproche de vouloir influer sur le comité central, et moi je me fais un mérite d'avoir voulu et de vouloir encore consolider cette influence matériellement. Nous parlons deux langues différentes... Oui, le camarade Martov a absolument raison : nous accomplissons un grand acte politique, témoignant du choix que nous avons fait de l'une des tendances qui se dessinent actuellement dans le parti. Je ne me laisse aucunement épouvanter par les expressions effrayantes d'"état de siège dans le parti", de "lois d'exception contre telles ou telles personnes ou groupes", etc. À l'égard des éléments instables et chancelants nous avons non seulement le droit mais le devoir de créer un "état de siège". Tout notre statut, tout notre centralisme, désormais approuvé par le congrès, ne sont rien autre qu'un "état de siège" déclaré contre les sources innombrables de confusion politique. Contre la confusion, il faut des lois spéciales, fussent-elles d'exception, et la décision prise par le congrès inaugure la tendance politique qui convient, en fournissant une base solide pour des lois et des mesures de ce genre* ».

Le ton violent et personnel qu'avait pris la discussion entre la majorité et la minorité du parti ne pouvait qu'envenimer les choses. C'est dans l'émigration surtout que la lutte se déchaîna.

Aussitôt après le congrès, la minorité se mit à boycotter les autorités centrales élues contre son gré : malgré les invitations, orales et écrites, de Lénine, qui leur montrait la désorganisation que cela apportait dans le travail du parti, les anciens rédacteurs de l'*Iskra* cessèrent leur collaboration au journal.

En même temps l'opposition répandait en Russie des brochures comme celle de Martov : *Encore une fois en minorité*, où elle dénonçait l'absolutisme de Lénine, le formalisme bureaucratique qu'il voulait faire régner dans le parti, l'obéissance mécanique qu'il exigeait, la terreur qu'il déclarait contre ses anciens camarades.

Fin octobre 1903, la minorité du parti réunit un congrès de la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire (organisation fondée par Plékhanov lors de sa rupture en 1900 avec l'Union des social-démocrates russes à l'étranger) ; là elle se savait en majorité. La division du parti apparut plus clairement que jamais : Lénine, rapporteur, exposa les événements du congrès du parti, montrant par l'analyse des votes comment la minorité des iskristes avait fait bloc en réalité avec tous les éléments opportunistes ou chancelants ; Martov, co-rapporteur, fit un discours indigné, demandant au parti de décider entre lui et Lénine, se plaignant en termes pathétiques des intrigues, des manœuvres et des mensonges de la majorité. Enfin lorsque le représentant du comité central invita la Ligue à mettre son statut intérieur en harmonie avec la nouvelle organisation du parti, le congrès refusa de se soumettre : c'était la rébellion déclarée. Les partisans de la majorité du parti se retirèrent donc, comme raconte Lénine, « *pour ne pas prendre part à une indigne comédie* ».

Dès la fin de ce scandaleux congrès, Plékhanov, ne se résignant pas à la scission, engagea des pourparlers : il espérait obtenir la paix en faisant entrer dans la rédaction de l'*Iskra* par cooptation les quatre anciens rédacteurs. C'était déchirer, pour complaire à l'individualisme anarchique d'un « cercle », la décision du parti. Lénine, n'étant pas d'accord, se retira de la rédaction le 1er novembre 1903.

Dès lors Lénine a contre lui non seulement Martov, Axelrod et leurs amis, mais Plékhanov, qui jusqu'ici l'avait soutenu et maintenant l'accuse lui aussi de mettre obstacle par son intransigeance à l'unité du

parti. L'ère de la nouvelle *Iskra*, entre les mains de ceux qu'on allait appeler les mencheviks, commençait.

La concession de Plékhanov n'avait servi à rien : l'opposition réclamait maintenant la « cooptation » d'un certain nombre de ses membres au comité central. Lénine fit encore, en janvier 1904, au conseil du parti une tentative de « paix » en proposant de laisser les choses en l'état, l'*Iskra* à la minorité, le comité central à la majorité, et de cesser tout boycottage, toutes exigences de « cooptation » pour ramener le différend aux questions de principe. La proposition fut repoussée. La « paix » semblait désormais impossible. La nouvelle *Iskra*, après avoir d'abord gardé une certaine retenue, devenait l'organe exclusif d'une tendance qui de plus en plus se bornait à des attaques personnelles contre le « léninisme », tout en invoquant les principes de la vraie démocratie dans le parti. Martov publiait sa brochure sur *La lutte contre l'état de siège dans le Parti social-démocrate*, où il répétait contre Lénine les accusations de centralisme excessif, de bureaucratie, de bonapartisme, de jacobinisme, etc. Lénine, après un instant de découragement où il songea à partir pour l'Amérique afin de s'y livrer à des travaux de statistique, décida de porter la bataille au grand jour et, en avril 1904, écrivit une brochure-massue dans laquelle il reprenait et analysait de son point de vue tous les événements qui s'étaient écoulés depuis le commencement du congrès du parti. Développant son discours du congrès de la Ligue, il montrait l'origine du différend, la coalition inquiétante de Martov avec les économistes d'hier et le « marais », son attitude d'opposition d'abord loyale, puis sa façon de couvrir par de prétendus principes son dépit de n'avoir pas été élu aux organes dirigeants du parti, ses attitudes désorganisatrices et « anarchiques » de boycottage, enfin toutes les attaques de la minorité après le congrès, attaques motivées uniquement par le désir de faire entrer par cooptation des membres de la minorité dans la direction du parti. La brochure est intitulée *Un pas en avant, deux pas en arrière*, parce

que, par son refus de se soumettre à la majorité, la minorité ramène le parti, enfin constitué au congrès de Londres, à ce qu'il était à l'époque des cercles.

Un des principaux et des plus sérieux documents publiés par les adversaires de Lénine était représenté par les deux feuilletons d'Axelrod, parus les 15 décembre 1903 et 15 janvier 1904 dans la nouvelle *Iskra*, sous les titres : « L'unification de la social-démocratie russe et ses objectifs » et « Résultats de la liquidation du primitivisme ». Axelrod y montrait que, dans les autres pays, la social-démocratie se confond vraiment avec l'élite de la classe ouvrière, tandis qu'en Russie, par suite des particularités historiques, économiques et sociales du pays, elle est un groupement de révolutionnaires extérieur à la classe ouvrière et qui voit l'intérêt de la révolution dans la subordination de plus en plus complète des ouvriers à sa direction. De là une contradiction entre le but de la social-démocratie, qui est la libération de la classe ouvrière, et le moyen, qui est l'inféodation de la classe ouvrière à un groupement bourgeois radical. Telle était l'idée de l'article, mais à ce sujet Axelrod lançait quelques pointes à l'adresse des principes centralistes prônés par Lénine et adoptés au congrès, en les qualifiant d'absolutisme bureaucratique et de jacobinisme. C'est à quoi Lénine répond dans le chapitre qu'on va lire.

La brochure : *Un pas en avant, deux pas en arrière* fut écrite d'un seul jet, comme en témoigne le manuscrit presque sans ratures, en avril 1904, à Genève. Bontch-Brouévitch, qui dirigeait les éditions du parti, raconte comment les mencheviks firent tout pour en retarder la composition et l'impression. Elle parut dans la première quinzaine de mai. Au moment même où on commençait d'expédier les exemplaires déjà prêts, le représentant du comité central du parti ordonna de surseoir à l'opération, mais on passa outre.

Un pas en avant, deux pas en arrière

(La crise de notre parti)[1]

LA NOUVELLE *ISKRA*. L'OPPORTUNISME EN MATIÈRE D'ORGANISATION

Pour analyser la position de principe de la nouvelle *Iskra*, il faut prendre comme base les deux feuilletons d'Axelrod. La signification concrète de plusieurs de ses locutions favorites a été déjà indiquée plus haut[2] ; tâchons maintenant d'en faire abstraction, de suivre le développement de la pensée qui a conduit la « minorité » (à telle ou telle occasion mesquine et futile) à adopter précisément ces mots d'ordre et d'examiner la portée de ces derniers, indépendamment de leur origine, indépendamment de la « cooptation »[3].

Nous vivons maintenant sous le signe des concessions[4] : faisons donc une concession au camarade Axelrod et « prenons au sérieux » sa théorie.

---

1 *Œuvres complètes*, édition russe, tome V, p. 452-472.

2 Dans un chapitre précédent intitulé : « Après le congrès. – Deux procédés de lutte », Lénine montre que les accusations d'absolutisme et de centralisme bureaucratique couvrent une conception en réalité anarchique et opportuniste.

3 Lénine affirme en effet à maintes reprises que toute la campagne de l'opposition est au fond suscitée par le désir de faire entrer les siens, par cooptation, dans les autorités supérieures du parti.

4 Pointe à l'adresse de Plékhanov et aussi du comité central, prêts à tout sacrifier à l'unité du parti.

La thèse fondamentale d'Axelrod (n° 57 de l'*Iskra*) est celle-ci : « *Nous avons eu dès le début deux tendances opposées, dont l'antagonisme devait fatalement se développer et se refléter sur le mouvement au fur et à mesure de ses progrès* » ; et encore : « *Le but prolétarien du mouvement* [en Russie] *est en principe le même que celui de la social-démocratie d'Occident.* » Mais chez nous l'action sur les masses ouvrières émane « *d'un élément social qui leur est étranger* » – les intellectuels radicaux. Ainsi Axelrod constate dans notre parti un antagonisme entre deux tendances, l'une prolétarienne, l'autre intellectuelle.

En cela, Axelrod a tout à fait raison. L'existence de cet antagonisme (et cela pas seulement dans le Parti social-démocrate russe)[1] ne fait pas de doute. Bien plus, c'est cet antagonisme, on le sait, qui dans une large mesure explique la division de la social-démocratie contemporaine en social-démocratie révolutionnaire (ou orthodoxe) et en social-démocratie opportuniste (ou révisionniste, ministérialiste, réformiste), division qui s'est pleinement manifestée en Russie au cours de ces dix dernières années. On sait aussi que la social-démocratie orthodoxe exprime les tendances prolétariennes du mouvement, tandis que la social-démocratie opportuniste exprime les tendances intellectuelles démocratiques.

Mais, arrivé à ce fait de notoriété publique, Axelrod, effrayé, fait machine arrière. Il n'essaie pas un instant d'analyser comment s'est manifestée la division en question dans l'histoire de la social-démocratie russe en général et à notre congrès en particulier, bien qu'il écrive justement à propos du congrès. Comme toute la rédaction de la nouvelle *Iskra*, Axelrod a une peur mortelle des procès-verbaux de ce congrès[2]. Nous ne devons pas

1 Axelrod, au contraire, en fait une particularité du parti russe.

2 Lénine aimait à renvoyer ceux qui s'intéressaient au conflit entre majorité et opposition aux procès-verbaux du congrès.

en être étonnés, après tout ce qui a été exposé, mais de la part d'un « théoricien » qui prétend étudier les diverses tendances de notre mouvement, c'est là un cas original de phobie de la vérité. Après avoir écarté, en vertu de cette particularité qui le caractérise, les matériaux les plus nouveaux et les plus exacts relatifs aux tendances de notre mouvement, Axelrod cherche le salut au doux pays des rêves :

« *Le marxisme légal ou demi-marxisme a bien donné,* dit-il, *un chef littéraire à nos libéraux. Pourquoi l'histoire espiègle ne procurerait-elle pas à la démocratie bourgeoise révolutionnaire un chef venant du marxisme révolutionnaire "orthodoxe"?*[1] » De ce rêve, agréable pour Axelrod, nous pouvons dire seulement que, s'il arrive à l'histoire de faire des gamineries, cela ne justifie nullement les gamineries de pensée d'un homme qui entreprend d'analyser cette même histoire. Quand, sous le chef du demi-marxisme, apparaissait le libéral, les gens qui voulaient (et savaient) approfondir ses « tendances », se référaient non pas aux espièglerie possibles de l'histoire, mais à des dizaines et des centaines de traits de la psychologie et de la logique de ce chef, aux particularités de sa physionomie littéraire qui trahissaient une projection du marxisme dans la littérature bourgeoise. Axelrod, qui prétend analyser « *les tendances révolutionnaires en général et les tendances prolétariennes de notre mouvement* » n'a su ni démontrer, ni relever certaines tendances chez tels et tels représentants de cette aile orthodoxe qu'il déteste : il n'a fait ainsi que se délivrer à lui-même un brevet d'indigence. Il faut croire que les affaires d'Axelrod vont bien mal, s'il ne lui reste qu'à invoquer les espièglerie possibles de l'histoire !

1 Remarque d'Axelrod, dans laquelle il a en vue d'un côté Strouvé, de l'autre Lénine.

Une autre référence d'Axelrod, aux jacobins celle-là, est encore plus instructive[1]. Axelrod n'ignore pas, vraisemblablement, que la division de la social-démocratie contemporaine en aile révolutionnaire et en aile opportuniste a depuis longtemps déjà, et pas seulement en Russie, donné lieu à des « *analogies historiques avec l'époque de la Révolution française* ». Axelrod n'ignore pas, vraisemblablement, que les girondins de la social-démocratie contemporaine recourent toujours et partout aux termes de « jacobinisme », « blanquisme », etc., pour caractériser leurs adversaires. N'imitons pas Axelrod dans sa peur de la vérité et jetons les yeux sur les procès-verbaux de notre congrès : ne contiendraient-ils pas des matériaux permettant d'analyser et de mettre à l'épreuve les tendances que nous étudions et les analogies que nous examinons ?

Premier exemple : la discussion sur le programme. Le camarade Akimov (« entièrement d'accord »[2] avec Martinov) déclare : « *L'alinéa relatif à la conquête du pouvoir politique*[3] *[à la dictature du prolétariat] a été, comparativement à tous les autres programmes*

1 Voici le texte auquel Lénine fait allusion : « *Il semble singulier, à propos de ces inventions bureaucratiques et de ces utopies relevées par la presse [les idées de la majorité sur l'organisation du parti] de chercher des analogies historiques dans la Révolution française. Pourtant, afin de caractériser la tendance de cette utopie, il faut s'y risquer. Au bout de la voie sur laquelle elle entraîne notre mouvement, on voit, comme un point brillant, le club jacobin, c'est-à-dire le groupement des éléments démocratiques révolutionnaires de la bourgeoisie, menant à sa suite, au moyen de sociétés populaires, les portions les plus actives du prolétariat.* »

2 Expression d'Akimov dans son discours à la neuvième séance du deuxième congrès, dont a été également tiré le passage cité plus bas.

3 Dans ses commentaires au projet de programme, Plékhanov écrit : « *Soigneusement et non sans dessein "orthodoxe", nous avons souligné dans notre projet le rôle de la social-démocratie comme avant-garde de l'armée ouvrière, et en même temps comme son guide.* »

social-démocrates, rédigé de telle façon qu'il peut être interprété (et il l'a été en effet par Plékhanov) en ce sens que le rôle de l'organisation dirigeante reléguera au second plan et isolera de cette organisation la classe dirigée par elle. Et c'est pourquoi nos buts politiques sont formulés exactement comme ceux de la Narodnaïa Volia». Plékhanov et d'autres iskristes répondent à Akimov en l'accusant d'opportunisme[1]. Axelrod ne trouve-t-il pas que cette discussion nous montre (dans la réalité et non dans d'imaginaires espièglerie de l'histoire) l'antagonisme existant entre les modernes jacobins et les modernes girondins de la social-démocratie ? Et si Axelrod a parlé des jacobins, n'est-ce pas parce qu'il s'est trouvé (par suite de ses erreurs) en la compagnie des girondins de la social-démocratie ?

Deuxième exemple. Le camarade Possadovsky soulève la question d'« *un sérieux dissentiment* » sur la « *question fondamentale* » de la « *valeur absolue des principes démocratiques* » (p. 169)[2]. Avec Plékhanov, il nie leur

1 D'après les procès-verbaux, Plékhanov accuse Akimov d'opportunisme, mais sur un autre point : sa négation de la théorie de la paupérisation. Martov répondit à Akimov, mais sans le traiter d'opportuniste.

2 A la seizième séance du deuxième congrès, Possadovski, délégué de Sibérie, iskriste de la majorité, dit : « *Il ne s'agit pas de détails, mais d'un sérieux dissentiment ; évidemment, nous nous séparons sur une question fondamentale : faut-il subordonner notre politique à venir à tel ou tel principe démocratique, en lui reconnaissant une valeur absolue, ou bien tous les principes démocratiques doivent-ils être subordonnés exclusivement à l'intérêt de notre parti ? Je suis délibérément pour cette dernière solution.* » Plékhanov se déclare ensuite solidaire de cette opinion : « *Le succès de la révolution est la loi suprême. Et si pour l'assurer il fallait provisoirement limiter l'action de tel ou tel principe démocratique, il serait criminel de notre part d'hésiter... Il se peut que, dans certains cas, nous soyons obligés de nous prononcer même contre le suffrage universel.* » Contre ces paroles protestent Egorov, délégué du groupe l'Ouvrier du Sud, iskriste dans l'ensemble, mais toujours soucieux de

valeur absolue. Les leaders du « centre » ou du marais (Egorov) et des anti-iskristes (Goldblatt) s'élèvent catégoriquement contre cela et voient chez Plékhanov une « *imitation de la tactique bourgeoise* » (p. 170). C'est précisément l'idée d'Axelrod sur le lien entre l'orthodoxie et la tendance bourgeoise, avec cette seule différence que chez Axelrod cette idée est en l'air, tandis que chez Goldblatt elle est rattachée à un débat précis. Encore une fois, Axelrod ne trouve-t-il pas que cette controverse, elle aussi, nous fait toucher du doigt, à notre congrès, l'antagonisme entre jacobins et girondins de la social-démocratie contemporaine ? Si Axelrod crie contre les jacobins, n'est-ce pas parce qu'il s'est trouvé en la compagnie des girondins ?

Troisième exemple : la discussion sur le paragraphe 1 des statuts. Qui défend « les tendances prolétariennes dans notre mouvement », qui souligne que l'ouvrier ne craint pas l'organisation, que le prolétaire ne sympathise pas avec l'anarchie, qu'il apprécie ce stimulant « organisez-vous », qui enfin met en garde contre les intellectuels bourgeois, pénétrés jusqu'à la moelle d'opportunisme ? Les jacobins de la social-démocratie. Et qui introduit dans le parti les intellectuels radicaux, qui prend soin des professeurs, des lycéens, des isolés, de la jeunesse radicale ? Le girondin Axelrod avec le girondin Liber[1].

Avec quelle maladresse Axelrod se défend de « *l'accusation mensongère d'opportunisme, ouvertement répandue* »[2], au congrès de notre parti contre la majorité du

conserver dans le parti sa place à part ; et Goldblatt, du Bund, qui prononce la phrase citée par Lénine. C'était toute la question de la dictature du prolétariat qui était ainsi posée.

1 Voir plus haut le discours de Lénine, avec l'introduction et les notes. Liber, délégué du comité central du Bund, s'était déclaré solidaire d'Axelrod et de Martov.

2 Expression employée dans une lettre de Martov et Potressov adressée à la majorité de l'*Iskra* après la discussion sur le paragraphe 1 du statut. Lénine raille cette plainte dans un chapitre

groupe Libération du travail. Par sa défense, il confirme l'accusation en répétant sa rengaine à la Bernstein sur le jacobinisme, le blanquisme, etc. Il crie au danger du côté des intellectuels radicaux pour assourdir le son de ses propres discours du congrès, qui ne respiraient que sollicitude pour ces mêmes intellectuels.

Les « mots effrayants » de jacobinisme, etc., ne signifient absolument rien, sinon opportunisme. Le jacobin lié indissolublement à l'organisation du prolétariat, devenu conscient de ses intérêts de classe, c'est le social-démocrate révolutionnaire. Le girondin qui soupire après les professeurs et les lycéens, qui craint la dictature du prolétariat, qui rêve à la valeur absolue des exigences démocratiques, c'est l'opportuniste. Seuls des opportunistes peuvent encore, à l'époque actuelle, croire au danger d'organisations conspiratrices, quand l'idée de ramener la lutte politique aux proportions de la conspiration a été répudiée des milliers de fois dans les écrits, réfutée depuis longtemps par la vie, quand l'importance cardinale de l'agitation politique de masse a été expliquée et rabâchée sans fin. Le fondement réel de cette peur de la conspiration ou du blanquisme n'est pas tel ou tel trait du mouvement pratique, mais la timidité girondine de l'intellectuel bourgeois, dont la mentalité perce si souvent chez les social-démocrates contemporains.

Rien de plus comique que le tourment que se donne la nouvelle *Iskra* pour dire quelque chose de nouveau (lorsqu'elle met en garde contre la tactique des révolutionnaires conspirateurs de France de 1840 et 1860 (n° 62, article de tête)[1]. Dans un prochain numéro de l'*Iskra*, les

précédent. L'accusation avait été en effet portée par Plékhanov, ensuite par Lénine, et répandue après dans les couloirs du congrès

1 Lénine fait allusion à un article de Martov, publié le 15 mars 1904, où se trouve cette phrase : « *On parle de la préparation de l'insurrection comme on ferait d'un complot fabriqué de toutes*

girondins de la social-démocratie contemporaine nous diront sans doute pour quel groupe de conspirateurs français de 1840 l'importance de l'agitation politique dans la masse ouvrière, des journaux ouvriers comme moyen d'action du parti sur la classe, était une notion élémentaire, depuis longtemps oubliée.

Cette rage qu'a la nouvelle *Iskra* de répéter, sous prétexte de nouveauté, des vérités déjà ressassées et des plus élémentaires n'est pas un accident, mais la conséquence inévitable de la situation où se trouvent Axelrod et Martov, tombés dans l'aile opportuniste de notre parti. Nécessité fait loi. Il faut répéter les phrases opportunistes ; il faut revenir en arrière pour tenter de trouver dans un passé lointain une justification quelconque de sa position, indéfendable du point de vue des débats du congrès et des nuances ou divisions apparues au congrès. Aux élucubrations d'Akimov sur le jacobinisme et le blanquisme, Axelrod joint les lamentations du même Akimov, qui se plaint que non seulement les « économistes », mais aussi les « politiques », aient été « étroits », soient « emballés », etc.[1]

Quand on lit ces jugements dans la nouvelle *Iskra*, qui se targue d'être au-dessus de tous ces étroitesses et emballements, on se demande avec stupeur : de qui font-ils le portrait ? Où entendent-ils ces discours ? Qui donc ignore que la division des social-démocrates russes en économistes et en politiques a depuis longtemps fait son

---

pièces par une organisation strictement clandestine, à peu près comme l'entendaient les révolutionnaires français de 1840 et 1860. »

1 Dans son article, Axelrod affirme que « *le souvenir de l'économisme, de l'opportunisme et de leurs compagnons inévitables, le primitivisme, l'anarchie organique, etc.* » a dominé les membres du deuxième congrès, les portant par réaction au « *fétichisme centraliste* » et leur faisant oublier le but de la social-démocratie : « *approfondir et élargir l'activité du parti dans l'esprit du marxisme révolutionnaire* ».

temps ? Parcourez l'*Iskra* de la dernière ou des deux dernières années avant le congrès, et vous verrez que la lutte contre l'« économisme » s'apaise et cesse complètement dès 1902 ; vous verrez que, par exemple, en juillet 1903 (n° 43), il est parlé des « temps de l'économisme » comme de quelque thèse « définitivement passée », que l'économisme est considéré comme « définitivement enterré », que les emballements des politiques sont regardés comme de l'histoire ancienne. Pour quel motif la nouvelle rédaction de l'*Iskra* revient-elle à cette division définitivement enterrée ? Avons-nous donc combattu au congrès Akimov et consorts pour les fautes qu'ils ont commises il y a deux ans dans le *Rabotché Diélo* ? Si nous avions agi de la sorte, nous aurions été de parfaits imbéciles. Mais chacun sait qu'il n'en a pas été ainsi et que nous les avons combattus, non pour leurs fautes anciennes du *Rabotché Diélo*, mais pour les fautes nouvelles qu'ils ont commises dans leurs jugements et dans leurs votes au congrès. Ce n'est pas d'après leur position dans le *Rabotché Diélo*, mais d'après leur position au congrès que nous avons jugé des erreurs qui étaient définitivement liquidées et de celles qui persistaient encore et nécessitaient la discussion.

À l'époque du congrès, l'ancien fractionnement en économistes et en politiques n'existait déjà plus, mais il subsistait des tendances opportunistes diverses, qui s'exprimèrent au cours des débats et des votes sur nombre de questions et qui amenèrent finalement une nouvelle division en « majorité » et « minorité ». Au fond, la nouvelle rédaction de l'*Iskra* s'efforce, pour des raisons faciles à comprendre, de voiler la liaison de ce nouveau fractionnement avec l'opportunisme constaté aujourd'hui dans notre parti et, pour cela, elle est obligée de remonter en arrière, du nouveau fractionnement à l'ancien. Impuissante à expliquer l'origine politique du nouveau fractionnement (ou, désireuse, par esprit de concession,

de voiler[1] cette origine), elle remet sur le tapis l'ancienne division dont il ne saurait plus être question.

Chacun sait qu'à la base du nouveau fractionnement il y a un désaccord sur des questions d'organisation, désaccord qui a commencé par la controverse sur les principes de l'organisation (paragraphe 1 des statuts) et qui s'est terminé par une « pratique » digne des anarchistes. L'ancien fractionnement en économistes et en politiques était motivé par un désaccord portant principalement sur les questions tactiques.

Cet oubli des questions plus complexes, vraiment actuelles et essentielles, de la vie du parti en faveur de questions depuis longtemps résolues et artificiellement exhumées, la nouvelle *Iskra* s'efforce de le justifier par une amusante philosophie, qui n'est au fond qu'une philosophie de « suiveurs ». Toute la prose de la nouvelle *Iskra* est imprégnée de ce « principe » que le contenu est plus important que la forme, que le programme et la tactique sont au-dessus de l'organisation, que « *la vitalité de l'organisation est directement proportionnelle aux idées qu'elle apportera au mouvement* », que le centralisme

1 *Cf.* l'article de Plékhanov sur l'économisme dans le n° 54 de l'*Iskra*. Dans le sous-titre, il s'est glissé, semble-t-il, une légère coquille. Au lieu de : « *Pensées à propos du deuxième congrès du parti* », il faut lire : « *à propos du congrès de la Ligue* » ou, si l'on veut, « *à propos de la cooptation* ». Autant il est convenable, dans certaines conditions, d'être conciliant sur des querelles de personnes, autant il est inadmissible (du point de vue du parti et non du point de vue bourgeois) de tourner en dérision des choses qui émeuvent le parti, de remplacer la question de la nouvelle faute de Martov et d'Axelrod, évoluant de l'orthodoxie vers l'opportunisme, par celle de la vieille faute (dont personne, sauf la nouvelle *Iskra*, ne se souvient plus aujourd'hui) des Martinov et des Akimov, prêts peut-être maintenant, sur beaucoup de points du programme et de la tactique, à passer de l'opportunisme à l'orthodoxie. (N. L.)

n'est pas « *quelque chose qui se suffit à soi-même* », que ce n'est pas un « *talisman universel* », etc.[1]

Grandes, profondes vérités ! Le programme effectivement est plus important que la tactique, et la tactique plus importante que l'organisation. L'alphabet est plus important que la morphologie, et la morphologie que la syntaxe ; mais que dire de gens qui ont raté leur examen sur la syntaxe et qui maintenant font les importants et tirent vanité d'avoir redoublé la classe inférieure ? Sur les principes d'organisation, Axelrod a raisonné en opportuniste (paragraphe 1) ; dans l'organisation, il a agi en anarchiste (congrès de la Ligue), et maintenant il approfondit la social-démocratie ! Au fond qu'est-ce que l'organisation ? Ce n'est qu'une forme. Qu'est-ce que le centralisme ? Ce n'est pas un talisman. Qu'est-ce que la syntaxe ? C'est assurément moins important que la morphologie, ce n'est que le mode d'assemblement des éléments de la morphologie.

Le camarade Alexandrov[2] ne conviendra-t-il pas avec nous – demande triomphalement la nouvelle rédaction de l'*Iskra* – qu'en élaborant un programme, le congrès a beaucoup plus contribué à la centralisation du parti qu'en adoptant des statuts, si parfaits soient-ils ? Il faut espérer que cet apophtegme classique acquerra une notoriété au moins aussi grande que la phrase fameuse du camarade Kritchevsky sur la social-démocratie qui, comme l'humanité, s'assigne toujours des tâches réalisables.

La profondeur de la nouvelle *Iskra* est exactement du même calibre. Pourquoi a-t-on raillé la phrase de Kritchevsky ? Parce que ce dernier, avec une banalité qu'il essayait de faire passer pour de la philosophie, justifiait

1 Expressions d'Axelrod dans l'article critiqué.

2 Pseudonyme d'Olminsky, qui venait d'arriver à Genève. Les mencheviks cherchaient alors à le gagner à leur cause, mais il se tourna bientôt contre eux et, sous le nom de Galerka, devint un des plus vigoureux pamphlétaires bolchevistes.

l'erreur d'une certaine partie des social-démocrates dans les questions de tactique et leur incapacité à poser justement les problèmes politiques. Il en est exactement de même pour la nouvelle *Iskra* qui, déclarant que le programme est plus important que les statuts et que les questions de programme sont plus importantes que les questions d'organisation, justifie l'erreur d'une partie des social-démocrates dans les questions d'organisation, l'instabilité qui a conduit certains camarades jusqu'à la phraséologie anarchiste. N'est-ce pas là une idéologie de « suiveurs » ?[1] N'est-ce pas là se vanter d'avoir redoublé la classe inférieure ?

L'adoption du programme contribue plus à la centralisation que l'adoption des statuts. Comme ce lieu commun, donné pour de la philosophie, sent son intellectuel radical, beaucoup plus près du bourgeois décadent que du social-démocrate ! Le mot de centralisation dans cette phrase fameuse est pris dans un sens tout à fait symbolique. Si les auteurs de cette phrase ne savent pas ou ne veulent pas penser, ils auraient pu du moins se rappeler que l'adoption du programme de concert avec les bundistes, non seulement n'a pas amené la centralisation de notre travail commun, mais ne nous a même pas préservés de la scission[2]. L'unité dans les questions de programme et de tactique est la condition nécessaire, mais non suffisante de l'unification du parti, de la centralisation de son travail (Seigneur Dieu ! quelles vérités élémentaires on est obligé de rabâcher dans ce temps où toutes les notions sont confondues !) Pour obtenir ce

1 Lénine avait appliqué l'épithète de « suiveurs » aux économistes qui, au lieu de guider le mouvement ouvrier, se traînaient à sa remorque.

2 Au deuxième congrès, le programme du parti avait été adopté à l'unanimité des présents moins une abstention (Akimov). Ce n'est qu'après que les délégués du Bund se retirèrent, sur une question de statut (fédération ou autonomie seulement).

dernier résultat, il faut encore l'unité d'organisation, qui est impossible, dans un parti dépassant tant soit peu le cadre d'un cercle, sans des statuts formels, sans subordination de la minorité à la majorité, de la partie au tout.

Tant que nous n'avions pas d'unité dans les questions fondamentales de programme et de tactique, nous disions sans détours que nous vivions à l'époque de la dispersion et des cercles, nous déclarions franchement qu'avant de nous unir, il fallait nous délimiter[1] ; nous ne parlions pas d'organisation commune, nous traitions exclusivement des questions nouvelles (elles étaient alors nouvelles) de la lutte contre l'opportunisme en matière de programme et de tactique. Maintenant cette lutte, de notre aveu à tous, a assuré déjà une unité suffisante, formulée dans le programme et dans les résolutions du parti sur la tactique ; il nous faut faire le pas suivant, et, d'un commun accord, nous l'avons fait ; nous avons élaboré les formes d'une organisation unique fondant ensemble tous les cercles. On nous a ramenés en arrière en détruisant à moitié ces formes ; on nous a ramenés à la conduite anarchiste, à la phrase anarchiste, au rétablissement du cercle au lieu de la rédaction du parti, et l'on justifie ce pas en arrière en disant que l'alphabet est plus utile au discours que la connaissance de la syntaxe !

La philosophie des « suiveurs », qui a fleuri il y a trois ans dans les questions de tactique, renaît maintenant, appliquée aux questions d'organisation. Prenez cette argumentation de la nouvelle rédaction : « *L'orientation social-démocrate combative, d'après le camarade Alexandrov, doit être assurée, dans le parti, non par la seule lutte idéologique, mais encore par des formes déterminées d'organisation.* » La rédaction déclare : « *Cette opposition de la lutte idéologique et des formes d'organisation n'est*

1 L'annonce de l'*Iskra*, écrite en novembre 1900, disait : « *Avant de nous unir, et pour nous unir, il faut d'abord délibérément et nettement nous délimiter.* »

pas mauvaise. La lutte idéologique est un processus, tandis que les formes d'organisation ne sont que... des formes [oui, c'est imprimé tel quel dans le n° 56, supplément, page 4, colonne 1] destinées à revêtir un contenu changeant, toujours en développement : le travail pratique du parti en développement. » Cela revient à dire qu'un boulet est un boulet et une bombe une bombe ! La lutte idéologique est un processus et les formes d'organisation ne sont que des formes revêtant un contenu !

Il s'agit de savoir si notre lutte idéologique revêtira une forme plus haute, la forme d'une organisation de parti obligatoire pour tous, ou la forme de l'ancien éparpillement et des anciens cercles. On nous a fait rétrograder de formes plus élevées à des formes plus primitives, et on se justifie en affirmant que la lutte idéologique est un processus et que les formes ne sont que des formes ! Ainsi Britchevsky nous ramenait jadis de la tactique-plan à la tactique-processus.

Prenez ces phrases prétentieuses de la nouvelle *Iskra* sur « *l'éducation du prolétariat par lui-même* », phrases dirigées contre ceux que la forme soi-disant empêche de voir le contenu[1]. N'est-ce pas là une répétition des vues d'Akimov ? L'Akimov numéro 1 avait justifié le retard d'une certaine partie des intellectuels social-démocrates à poser les problèmes de tactique en alléguant

1 Dans un article du 25 juillet 1904 intitulé « L'éveil de la démocratie et nos objectifs », Martinov se plaint que la social-démocratie agisse à la place du prolétariat, au lieu d'entraîner ce dernier à sa suite dans la lutte politique. Il est bien de publier des brochures, « *mais jamais ce moyen, employé pour atteindre un but, ne peut remplacer ce but, qui doit être : l'autoéducation systématique du prolétariat par sa participation à la vie politique de l'État.* » « *Il est temps,* conclut-il, *de se débarrasser de ce défaut qui consiste à ne voir, que la forme et non le contenu, les arbres et non la forêt, la "centralisation autour du vide" et non le problème sérieux de l'organisation de la lutte spontanée du prolétariat en lutte politique consciente.* »

le caractère « plus profond » de la « lutte prolétarienne », la nécessité pour le prolétariat de faire son éducation lui-même. L'Akimov numéro 2 justifie l'état arriéré d'une certaine partie des intellectuels social-démocrates en ce qui concerne la théorie et la pratique de l'organisation par la raison non moins profonde que l'organisation n'est qu'une forme et que toute la question est dans l'éducation du prolétariat par lui-même.

Le prolétariat ne craint pas l'organisation et la discipline, il ne fera rien pour que messieurs les professeurs et les lycéens qui ne désirent pas entrer dans l'organisation soient reconnus comme membres du parti à seule condition de travailler sous le contrôle de l'organisation. Le prolétariat est préparé à l'organisation par toute son existence de façon beaucoup plus radicale que beaucoup d'intellectuels. Le prolétaire qui a tant soit peu compris notre programme et notre tactique ne justifiera pas le manque d'organisation par la raison que la forme est moins importante que le contenu. Ce n'est pas le prolétariat, mais quelques intellectuels de notre parti qui manquent d'éducation en matière d'organisation et de discipline et qui ne dédaignent pas la phraséologie anarchiste. Les Akimov numéro 2 calomnient le prolétariat en disant qu'il n'est pas préparé à l'organisation, tout comme les Akimov numéro 1 l'avaient calomnié en disant qu'il n'était pas préparé à la lutte politique. Le prolétaire qui est devenu un social-démocrate conscient et qui se sent membre du parti repoussera la théorie des « suiveurs » en matière d'organisation avec le même mépris qu'il l'a repoussée dans les questions de tactique.

Prenez enfin cette profonde pensée du « Praticien »[1] de la nouvelle *Iskra* : « *Comprise dans son vrai sens, l'idée d'une organisation centraliste de combat, coordonnant et*

1 Pseudonyme d'un membre de la minorité, Panine, délégué de Crimée au deuxième congrès. Dans cette lettre à l'*Iskra*, il conçoit le parti comme un ensemble de comités autonomes,

*centralisant **l'activité** [en gras pour souligner la profondeur] des révolutionnaires, ne prend corps naturellement que si cette activité existe ; l'organisation même, en tant que forme, ne peut se développer que **parallèlement** au travail révolutionnaire qui en constitue le contenu.* »

Cela ne rappelle-t-il pas, encore une fois, ce héros de l'épopée populaire qui, à la vue d'un convoi funèbre, s'épanchait en souhaits ? Il ne se trouvera pas un seul praticien dans notre parti pour ne pas comprendre que c'est précisément la forme de notre activité (c'est-à-dire l'organisation) qui retarde depuis longtemps sur le contenu, et que les cris : Au pas ! N'allez pas trop vite ! adressés aux retardataires ne peuvent venir que de bêtas.

Essayez de comparer par exemple notre parti au Bund. Il est hors de doute que le contenu[1] de notre travail est infiniment plus riche, plus divers, plus large et plus profond que celui du Bund. L'envergure théorique est plus considérable ; le programme est plus développé ; l'action sur les masses ouvrières (et non sur les seuls artisans organisés) est plus large et plus profonde ; la propagande et l'agitation sont plus variées ; le rythme du travail politique est plus vif chez les leaders et chez les simples militants ; les mouvements populaires, lors des manifestations et des grèves générales, sont plus grandioses ; l'activité parmi les éléments non prolétariens est plus énergique. Mais la

---

le comité central étant une sorte d'organe exécutif cantonné dans les fonctions dont les comités ne peuvent pas s'acquitter.

1 Je ne rappelle même pas que le contenu du travail de notre parti n'a été fixé (au congrès) dans l'esprit de la social-démocratie révolutionnaire qu'au prix d'une lutte contre ces mêmes anti-iskristes et ce même marais dont les représentants l'emportent numériquement dans notre minorité. Il est également intéressant, en ce qui concerne le « contenu », de comparer par exemple six numéros de l'ancienne *Iskra* (46-51) et douze numéros de la nouvelle *Iskra* (52-63). Mais ce sera pour une autre fois. (N. L.)

Les numéros 46 à 51 de l'*Iskra* sont ceux qui ont été publiés sous la direction commune de Plékhanov et de Lénine.

« forme » ? La « forme » de notre travail est plus arriérée que celle du Bund, et cela au point de faire monter le rouge de la honte au front de quiconque a à cœur les affaires de son parti[1]. Le retard de l'organisation du travail par rapport à son contenu est notre point faible, et il l'était déjà longtemps avant le congrès, longtemps avant la constitution du comité d'organisation. L'état rudimentaire et instable de la forme ne permet pas de faire des progrès sérieux dans le développement du contenu, provoque un marasme honteux, conduit au gaspillage des forces et fait que les actes ne correspondent pas aux paroles. Tous ont souffert de cette inconséquence, et voilà que les Axelrod et les « praticiens » de la nouvelle *Iskra* viennent nous dire que la forme ne doit se développer que parallèlement au contenu !

Voilà où conduit une légère erreur en matière d'organisation (paragraphe 1) si l'on s'avise d'approfondir cette erreur et de chercher un fondement philosophique à une phrase opportuniste. Nous avons déjà entendu ce refrain appliqué à la tactique ; nous l'entendons maintenant appliqué à l'organisation.

La théorie des « suiveurs » en matière d'organisation est un produit naturel et inévitable de la psychologie de l'individualiste anarchiste, qui veut ériger en système, en doctrine, en divergences de principe (au début peut-être accidentellement) ses déviations anarchistes. Au congrès de la Ligue, nous avons vu les débuts de cet anarchisme ; dans la nouvelle *Iskra*, nous voyons des tentatives pour l'ériger en système. Ces tentatives confirment

1 Le Bund, qui avait eu son premier congrès dès 1897, était le parti révolutionnaire des artisans juifs des provinces de l'ouest de l'empire ; ses objectifs étaient donc limités territorialement et nationalement. Mais il possédait une puissante organisation de caisses ouvrières dirigées par un système de comités élus groupés autour du comité central, de nombreux organes, des conférences et congrès, et une notion nette du parti

admirablement l'opinion exprimée déjà au congrès sur la différence des points de vue de l'intellectuel bourgeois qui se rallie à la social-démocratie et du prolétaire qui a pris conscience de ses intérêts de classe.

Le même « Praticien » de la nouvelle *Iskra*, avec la profondeur que nous lui connaissons, me reproche de concevoir le parti comme une « *énorme fabrique* » avec un directeur, le comité central, à sa tête. Il ne soupçonne même pas que le mot qu'il lance trahit du coup la psychologie de l'intellectuel bourgeois qui ne connaît ni la pratique ni la théorie de l'organisation prolétarienne. La fabrique, qui à d'aucuns semble seulement un épouvantail, est la forme supérieure de la coopération capitaliste, qui a groupé, discipliné le prolétariat, qui lui a enseigné l'organisation, qui l'a mis à la tête de toutes les catégories de la population travailleuse et exploitée. C'est le marxisme, idéologie du prolétariat éduqué par le capitalisme, qui a enseigné et qui enseigne aux intellectuels inconsistants la différence entre le côté exploiteur de la fabrique (discipline basée sur la crainte de mourir de faim) et son côté organisateur (discipline basée sur le travail en commun résultant d'une technique hautement développée). La discipline et l'organisation, que l'intellectuel bourgeois a tant de peine à acquérir, sont assimilées bien plus facilement par le prolétariat, grâce précisément à cette « école » de la fabrique. La crainte de cette école, la méconnaissance de son importance comme élément d'organisation, caractérisent bien les méthodes de pensée reflétant les conditions d'existence petites-bourgeoises qui engendrent cet aspect de l'anarchisme que les social-démocrates allemands appellent *Edelanarchismus*, c'est-à-dire l'anarchisme du monsieur « distingué », l'anarchisme seigneurial, comme je l'appellerais volontiers. Cet anarchisme-là est propre au nihilisme russe. Le parti lui semble une « fabrique » monstrueuse ; la subordination de la partie au tout et de la

minorité à la majorité lui apparaît comme un « asservissement » (*cf.* les feuilletons d'Axerold) ; la division du travail sous la direction de l'autorité centrale provoque de sa part des plaintes tragi-comiques sur la transformation des hommes en « *rouages et en vis* »[1] (c'est naturellement quand elle touche les rédacteurs et autres journalistes que cette transformation est considérée comme particulièrement désastreuse) ; le rappel de l'existence d'un statut provoque une grimace de mépris et l'observation dédaigneuse (à l'adresse des « formalistes ») qu'on peut fort bien se passer de statut.

C'est incroyable, mais il en est ainsi : c'est là l'observation que me fait Martov dans le n° 58 de l'*Iskra*, en citant mes propres paroles de la *Lettre à un camarade*[2]. N'est-ce pas faire de l'« anarchisme seigneurial », n'est-ce pas adhérer à la théorie des « suiveurs » que de justifier, par ces exemples puisés dans l'époque de la dispersion et des cercles, la conservation et la glorification du régime des cercles et de l'anarchie à une époque où l'on s'organise en parti ?

Pourquoi précédemment n'avions-nous pas besoin de statut ? Parce que le parti consistait en cercles isolés n'ayant entre eux aucune liaison organique. Le passage d'un cercle à un autre dépendait uniquement du « bon

1 Expression d'Axelrod.

2 La *Lettre à un camarade sur nos problèmes d'organisation* est un des documents essentiels de l'époque. Elle fut écrite par Lénine en septembre 1902 en réponse à un projet de statut pour le parti qu'il avait reçu d'un militant de Russie nommé Eréma (Scheerson). Lorsque parut le n° 68 de l'*Iskra*, elle venait d'être imprimée à Genève (janvier 1904). Lénine y répétait à plusieurs reprises que l'observation des règles données par lui vaut mieux que leur inscription dans un statut, que les définitions formelles sont inopérantes s'il n'y a pas une liaison réelle entre le comité central et les groupes de base du parti : « *Au fond on pourrait à la rigueur se passer de statut, et le remplacer par une information régulière sur chaque cercle, sur chaque branche de travail.* »

vouloir » d'un individu, qui n'avait en face de lui aucune expression nette de la volonté d'un tout. Les questions litigieuses à l'intérieur des cercles se décidaient non d'après un règlement, mais « *par la lutte et la menace de s'en aller* », comme je l'écrivais dans la *Lettre à un camarade* d'après l'expérience de nombre de cercles en général, et en particulier de notre propre collège de rédaction. À l'époque des cercles, la chose était naturelle et inévitable, mais il ne venait à l'esprit de personne de la vanter, de voir là un idéal ; tous se plaignaient de cet éparpillement ; tous en souffraient et attendaient impatiemment la fusion des cercles dispersés en un parti véritable. Et maintenant que cette fusion s'est opérée, on nous ramène en arrière ; on nous sert, sous couleur de principes d'organisation supérieurs, la phraséologie anarchiste ! Aux gens habitués à la robe de chambre et aux pantoufles de la vie de famille des cercles, un règlement formel paraît étroit, étriqué, gênant, bas, bureaucratique, asservissant et étouffant pour le libre « processus » de la lutte idéologique. L'anarchisme seigneurial ne comprend pas qu'un statut formel est nécessaire précisément pour remplacer les liens étroits des cercles par la large liaison du parti. Le lien, à l'intérieur du cercle ou entre les cercles, ne devait ni ne pouvait revêtir une forme précise, car il était fondé sur l'amitié ou sur une « confiance » non motivée. La liaison du parti ne doit reposer ni sur l'une ni sur l'autre, mais sur un statut formel, rédigé « bureaucratiquement » (du point de vue de l'intellectuel débraillé), et dont seule la stricte observation nous garantit de l'arbitraire et des caprices des cercles, de leurs querelles, qualifiées de libre « processus » de la lutte idéologique.

La rédaction de la nouvelle *Iskra* enseigne gravement à Alexandrov que « *la confiance est chose délicate qui ne s'enfonce pas de force dans les cœurs et dans les têtes* » (n° 56, supplément). Elle ne comprend pas qu'en mettant au premier plan la question de la confiance, elle trahit

une fois de plus son anarchisme seigneurial et son adhésion à l'idéologie des « suiveurs » en matière d'organisation. Quand j'étais membre d'un cercle, du collège des six rédacteurs, ou du groupe de l'*Iskra*, j'avais le droit de justifier, par exemple, mon refus de travailler avec X uniquement par mon manque de confiance, sans avoir d'explications à donner. Devenu membre du parti, je n'ai pas le droit d'invoquer un vague manque de confiance, car ce serait ouvrir toute grande la porte à toutes les extravagances et à toutes les fantaisies des anciens cercles ; je suis obligé de motiver ma « confiance » ou ma « méfiance » par un argument formel, c'est-à-dire me référer à telle ou telle disposition formellement établie de notre programme, de notre tactique, de notre statut. Je ne peux plus me borner à un : « je fais confiance » ou « je ne fais pas confiance » non motivé : je dois compte de mes décisions, comme en général une fraction quelconque du parti doit compte des siennes à tout le parti ; je dois suivre la voie formellement prescrite pour exprimer ma « défiance », pour faire triompher les idées et les désirs qui découlent de cette « défiance ». Nous nous sommes élevés de la « confiance » non motivée, propre aux cercles, à la façon de voir d'un parti, qui réclame des motifs et des formes déterminées pour exprimer et pour éprouver la confiance. Or voilà que la rédaction nous ramène en arrière et appelle son idéologie de « suiveurs » conception nouvelle de l'organisation !

Voyez comment notre rédaction, qui prétend représenter le parti, raisonne sur les groupes littéraires qui pourraient exiger d'y être représentés : « *Nous ne nous indignerons pas ; nous n'invoquerons pas à grands cris la discipline* », déclarent ces anarchistes seigneuriaux, qui toujours et partout ont manifesté leur dédain de la discipline. « *Nous nous entendrons* » avec ces groupes, s'ils sont sérieux, ajoutent-ils ; sinon nous nous rirons de leurs exigences.

Quelle largeur d'esprit, dira-t-on, en comparaison de votre vulgaire formalisme ! En réalité, c'est là un replâtrage de la phraséologie des cercles, servi au parti par une rédaction qui sent qu'elle n'a rien du parti, qu'elle est une survivance du temps des cercles. La fausseté intérieure de cette position conduit fatalement à l'anarchisme qui érige en principe de l'organisation social-démocrate la dispersion, qu'en paroles on déclare pharisaïquement avoir fait son temps. Pas besoin d'aucune hiérarchie, d'instances supérieures et inférieures : pour l'anarchisme seigneurial cette hiérarchie semble une invention bureaucratique, des ministères, des départements, etc. (voir le feuilleton d'Axelrod)[1]. Pas besoin d'aucune subordination de la partie au tout, d'aucune définition « bureaucratique et formelle » des procédés propres au parti pour « s'entendre » ou se délimiter : le désordre des cercles est sanctifié par la phraséologie sur les méthodes « sincèrement social-démocrates » d'organisation.

Voilà où le prolétaire qui a été à l'école de la « fabrique » peut et doit donner une leçon à l'individualisme anarchique. L'ouvrier conscient est depuis longtemps sorti des langes : le temps n'est plus où il fuyait l'intellectuel comme tel. L'ouvrier conscient sait apprécier le stock plus riche de connaissances, l'horizon politique plus large qu'il trouve chez les intellectuels social-démocrates.

1 « *Comment, en un mot, s'incarnent les principes du "marxisme révolutionnaire" dans les méthodes et le contenu de la pratique du parti ? La question, pour les fétichistes de la centralisation, se résout d'elle-même, par des perfectionnements de nature purement matérielle dans l'organisation : un renforcement inouï de la spécialisation dans des fonctions minuscules, un ordre strict dans la répartition et la hiérarchie de ces fonctions, la création d'une multitude de services de toutes sortes, départements, sections, bureaux, ateliers, entre lesquels sont distribués dans un ordre hiérarchique les révolutionnaires professionnels et semi-professionnels, le plus souvent changés en chefs de bureau, commis, adjudants, sous-officiers, simples soldats, gardiens, ouvriers spécialistes, ou même fractions de spécialistes.* »

Mais à mesure qu'il se forme chez nous un véritable parti, l'ouvrier conscient doit apprendre à distinguer la psychologie du soldat de l'armée prolétarienne de celle de l'intellectuel bourgeois qui fait parade de phraséologie anarchiste ; il doit apprendre à exiger non seulement des simples militants, mais aussi des camarades « haut placés » qu'ils s'acquittent de leurs obligations de membres du parti ; il doit apprendre à mépriser l'idéologie des « suiveurs » en matière d'organisation, comme il la méprisait jadis en matière de tactique.

Le girondisme et l'anarchisme seigneurial se rattachent étroitement à l'attitude de la nouvelle *Iskra*, qui défend l'autonomisme contre le centralisme en matière d'organisation. C'est cette aversion pour le centralisme[1] que reflètent les vitupérations contre le bureaucratisme et l'autocratie, les lamentations sur « *le dédain immérité que l'on témoigne à ceux qui ne sont pas iskristes* »[2] (et qui ont défendu l'autonomie au congrès), les cris comiques à propos de la « subordination sans réplique », les plaintes amères sur le régime du bon plaisir, etc., etc. Dans tous les partis, l'aile opportuniste défend et justifie toujours ce qui est retardataire en matière de programme, de tactique et d'organisation. La défense des conceptions arriérées de la nouvelle *Iskra* en matière d'organigation est intimement liée à la défense de l'autonomisme.

À la vérité, l'autonomisme est déjà tellement discrédité après les trois années de propagande de l'ancienne *Iskra* que la nouvelle a encore la pudeur de ne pas

1 Je néglige ici, comme dans tout ce paragraphe, le côté « cooptationniste » de ces jérémiades. (N. L.)

2 Dans un article intitulé « Notre congrès », publié dans le n° 53 de l'*Iskra* le 26 novembre 1903, Martov constate comme une des lacunes du deuxième congrès « *le dédain certainement immérité des iskristes des deux tendances pour les indications importantes et essentiellement dignes d'attention de quelques délégués du camp peu nombreux des non-iskristes* ».

se prononcer ouvertement en sa faveur. Elle nous assure encore de ses sympathies pour le centralisme, mais elle ne nous les témoigne qu'en imprimant le mot « centralisme » en italique[1]. En réalité, l'analyse des « principes » du quasi-centralisme « vraiment social-démocrate » de la nouvelle *Iskra* y découvre à chaque instant le point de vue de l'autonomisme. N'est-il pas clair maintenant qu'Axelrod et Martov, en matière d'organisation, ont évolué vers Akimov ? Ne l'ont-ils pas reconnu solennellement eux-mêmes par leurs paroles significatives sur « *le dédain immérité que l'on témoigne à ceux qui ne sont pas iskristes* » ? N'est-ce pas l'autonomisme qu'Akimov et ses amis ont défendu au congrès du parti ?

C'est l'autonomisme (sinon l'anarchisme) que Martov et Axelrod défendaient au congrès de la Ligue, quand, avec un zèle amusant, ils cherchaient à démontrer que la partie ne doit pas être subordonnée au tout, qu'elle est autonome dans la détermination de ses rapports avec le tout, que le statut de la Ligue à l'étranger, formulant ces rapports, est valable contre la volonté de la majorité du parti, contre la volonté de l'autorité centrale du parti[2]. C'est l'autonomisme que Martov défend mainte-

1 Dans le même article, Martov écrit : « *Nous avons besoin, extrêmement besoin, d'un parti strictement centralisé, mais ce parti ne doit pas consister en quelques groupes centraux étroits, appuyés sur une foule de militants révolutionnaires répartis par spécialités et renonçant, volontairement ou non, à raisonner... Notre parti centralisé sera une organisation de révolutionnaires sachant obéir et marcher au pas, mais n'oubliant jamais qu'ils sont membres du parti et que chacun d'eux doit prendre une part active et consciente au processus dans lequel s'élaborent les formes supérieures du mouvement.* » Plus loin, on trouve cette phrase : « *Le congrès a permis de constater... que le gros des social-démocrates souhaite l'organisation du mouvement sur la base du centralisme.* »

2 Au congrès de la Ligue, Martov prononça ces paroles : « *Nous avons mentionné hier dans notre résolution que nous nous soumettons au statut du parti, mais nous n'avons pas dit qui doit*

nant ouvertement dans les colonnes de la nouvelle *Iskra* (n° 60) à propos de l'introduction par le comité central de membres dans les comités locaux. Je ne parlerai pas des sophismes enfantins par lesquels Martov a défendu l'autonomisme au congrès de la Ligue et le défend aujourd'hui dans la nouvelle *Iskra*[1]. Mais je tiens à noter ici que cette tendance indiscutable à soutenir l'autonomisme contre le centralisme est un trait caractéristique de l'opportunisme en matière d'organisation.

La seule tentative faite pour analyser la notion de bureaucratisme vient de la nouvelle *Iskra* (n° 53), qui oppose le « *principe démocratique formel* » et le « *principe bureaucratique formel*[2] ».

Cette opposition (malheureusement aussi peu développée que l'allusion aux non-iskristes) renferme une parcelle de vérité. La bureaucratie par rapport à la démocratie, c'est le centralisme par rapport à l'autonomie ; c'est également le principe d'organisation de la social-démocratie révolutionnaire par rapport au principe d'organisation des opportunistes de la social-démocratie.

---

interpréter ce statut. Je pense qu'en fin de compte ce sera celui qui s'en acquittera le plus sagement. » Comme Plékhanov lui demandait : « *Qui jugera ?* », il répondit : « *La lutte décidera* ». Le congrès adopta un article disant que le statut de la Ligue pouvait être modifié non par le comité central, mais seulement par le congrès régulier du parti.

1 Examinant les différents paragraphes du statut, Martov a négligé précisément celui qui parle des rapports du tout avec la partie. Le comité central « *répartit les forces du parti* » (paragraphe 6). Peut-on répartir les forces sans transférer les militants d'un comité dans un autre ? Cette vérité élémentaire se passe de démonstration. (N. L.)

2 Dans l'article « Notre congrès », Martov écrit : « *Plus l'état de choses existant en Russie nous oblige à éliminer de notre régime le principe démocratique formel, plus nous devrons éviter de le remplacer par le principe bureaucratique formel, plus il importe que les autorités centrales du parti se trouvent sous la pression constante de l'opinion publique du parti, de l'opinion des révolutionnaires conscients.* »

Ces derniers vont de la base au sommet et, par suite, défendent, partout où il est possible et autant qu'il est possible, l'autonomie, la « démocratie » et, par excès de zèle, vont parfois jusqu'à l'anarchie. Les social-démocrates révolutionnaires, au contraire, vont du sommet à la base et préconisent l'extension des droits et des pouvoirs du centre par rapport à la partie.

Dans la période de la dispersion et des cercles, ce sommet que la social-démocratie cherchait à faire le point de départ de son organisation était fatalement un des cercles les plus influents par son activité et sa constance révolutionnaire (en l'occurrence, l'organisation de l'*Iskra*). À l'époque du rétablissement de l'unité effective du parti et de la dissolution des cercles dans cette unité, ce sommet est forcément le congrès du parti, organe suprême de ce dernier. Le congrès groupe dans la mesure du possible tous les représentants des organisations actives et, en nommant les institutions centrales (ordinairement de façon à satisfaire plutôt les éléments avancés que les éléments retardataires et à plaire plutôt à l'aile révolutionnaire qu'à l'aile opportuniste), il en fait le sommet de l'édifice jusqu'au congrès suivant. Il en est ainsi du moins chez les Européens de la social-démocratie et, peu à peu, non sans peine, non sans lutte, cette coutume, odieuse aux anarchistes, commence à s'étendre aussi aux Asiates de la social-démocratie.

Il est à remarquer que tous ces traits caractéristiques de l'opportunisme en matière d'organisation (autonomisme, anarchisme seigneurial ou intellectuel, idéologie de « suiveurs » et girondisme) se retrouvent, toutes proportions gardées, dans tous les partis social-démocrates du monde où il y a une aile révolutionnaire et une aile opportuniste.

C'est ce qui est apparu tout dernièrement avec un relief saisissant dans le Parti social-démocrate allemand, quand l'échec subi dans la 20e circonscription électorale

de Saxe (incident Göhre)[1] a mis à l'ordre du jour les principes d'organisation du parti. Ce qui a grandement contribué à soulever la question de principe à propos de cet incident, c'est le zèle des opportunistes. Göhre (ancien pasteur, auteur du livre connu : *Drei Monate Fabrikarbefter*[2] et l'un des « héros » du congrès de Dresde) est un opportuniste acharné, et l'organe des opportunistes allemands (*Sozialistische Monatshefte*) a immédiatement « intercédé » en sa faveur.

L'opportunisme dans le programme est naturellement lié à l'opportunisme dans la tactique et dans les questions d'organisation. Le camarade Wolfgang Heine s'est chargé d'exposer le « nouveau » point de vue. Pour caractériser la physionomie de cet intellectuel typique, qui en adhérant à la social-démocratie a conservé son idéologie opportuniste, il me suffira de dire que Wolfgang Heine se situe à peu près à mi-chemin entre notre Akimov et notre Egorov[3].

Wolfgang Heine est parti en campagne dans le *Sozialistische Monatshefte* avec non moins de pompe que le

1 Göhre avait été élu au Reichstag le 16 juin 1903 dans la 16e circonscription saxonne, mais après le congrès de Dresde il démissionna ; les électeurs de la 20e circonscription, vacante depuis la mort de Rosenow, voulurent proposer la candidature de Göhre. La direction du parti et le comité central d'agitation de Saxe s'y opposèrent et, n'ayant pas le droit d'interdire formellement la candidature de Göhre, obtinrent toutefois son renoncement.
Aux élections, les social-démocrates essuyèrent un échec. (L. N.)

2 *Trois Mois en fabrique*, paru en 1891.

3 Egorov était au deuxième congrès le délégué du groupe l'Ouvrier du Sud ; il soutenait l'*Iskra* contre l'économisme, mais votait avec la minorité. Il avait ainsi une position beaucoup moins accusée qu'Akimov, théoricien de l'économisme.
Heine, député au Reichstag, était avocat et devait rester fidèle à son opportunisme jusqu'à nos jours : il a été ministre en Prusse après la révolution de novembre 1918.

camarade Axelrod dans la nouvelle *Iskra*. Son article a un titre significatif : « Remarques démocratiques à propos de l'incident Göhre » (n° 4, avril). W. Heine s'y élève contre « *l'atteinte portée à l'autonomie de la circonscription électorale* », défend le « principe démocratique », proteste contre l'immixtion d'une « autorité nommée » (c'est-à-dire de la direction centrale du parti) dans le libre choix par le peuple de ses délégués. Il ne s'agit pas ici d'un incident fortuit, nous apprend Heine, mais de toute une « *tendance au bureaucratisme et au centralisme dans le parti* », tendance qui s'était signalée antérieurement, dit-il, mais qui devient maintenant particulièrement dangereuse. Il faut « *reconnaître en principe que les institutions locales du parti sont les interprètes de sa vie* » (plagiat de la brochure de Martov : *Encore une fois en minorité*[1]). Il ne faut pas « *s'habituer à ce que toutes les décisions politiques importantes émanent d'un seul centre* » ; il faut mettre le parti en garde contre « *une politique doctrinaire qui perd le contact avec la vie* » (emprunté au discours de Martov au congrès du parti à propos de « *la vie qui prendra le dessus* »)[2]. « *Si l'on considère la racine des choses,* ajoute Heine, *si l'on fait abstraction des conflits de personnes, qui ici, comme partout, ont joué un rôle important, on verra dans cet acharnement contre les révisionnistes [l'auteur veut, semble-t-il, distinguer la lutte contre le révisionnisme de la lutte contre les révisionnistes] principalement une méfiance des officiels du parti à l'égard de l'"élément étranger", la défiance de la tradition envers ce qui sort de l'ordinaire, de l'institution impersonnelle envers ce qui est individuel [voir la résolution d'Axelrod au congrès de la*

1 Titre d'une brochure de Martov.

2 Martov avait dit, lors des débats sur le paragraphe 1 du statut, que le rigorisme de Lénine serait brisé par la vie, qui ferait naître des multitudes d'organisations en dehors de celles du parti.

Ligue sur l'étouffement de l'initiative individuelle][1] *; en un mot, on y verra cette même tendance que nous avons déjà caractérisée plus haut comme la tendance au bureaucratisme et au centralisme dans le parti.* »

La notion de « discipline » inspire à Heine la même généreuse indignation qu'à Axelrod.

« *On a accusé,* écrit-il, *les révisionnistes de manquer de discipline pour avoir écrit dans le* Sozialistische Monatshefte*, organe que l'on ne voulait même pas reconnaître comme social-démocrate, parce qu'il n'est pas sous le contrôle du parti. Ce rétrécissement de la notion de "social-démocratie", cette discipline exigée dans le domaine des idées, où doit régner une liberté absolue [qu'on se rappelle la phrase : la lutte idéologique est un processus, et les formes d'organisation ne sont que des formes], témoignent déjà d'une tendance au bureaucratisme et à l'étouffement de l'individualité.* »

Et, longtemps encore, Heine fulmine sur tous les tons contre cette tendance détestable à créer « *une vaste organisation la plus centralisée possible, une tactique unique et une théorie unique* » ; tout comme Axelrod, il condamne l'« obéissance absolue », le « centralisme simpliste », etc., etc.

La discussion soulevée par Heine s'est développée et, comme dans le parti allemand aucune querelle de cooptation ne l'encombrait et que les Akimov allemands précisent leur physionomie non seulement dans les congrès, mais aussi, régulièrement, dans un organe spécial, le débat s'est rapidement ramené à l'analyse des principes de l'orthodoxie et du révisionnisme en matière d'organisation. K. Kautsky est intervenu comme représentant de la tendance révolutionnaire (accusée, il va de soi, comme

1 Axelrod avait signé une résolution où le centralisme bureaucratique était défini comme poursuivant une unité extérieure et formelle « *par l'étouffement systématique de l'initiative individuelle* ».

chez nous, d'esprit « dictatorial », « inquisitorial », etc.) dans un article intitulé « Circonscription électorale et parti »[1].

L'article de W. Heine, déclare Kautsky, « *exprime la pensée de toute l'orientation révisionniste* ». Ce n'est pas seulement en Allemagne, mais aussi en France et en Italie, que les opportunistes sont corps et âme pour l'autonomisme, pour l'affaiblissement de la discipline du parti, pour sa réduction à zéro ; partout leurs tendances aboutissent à la désorganisation, à la dégénération du « principe démocratique » en anarchisme.

La démocratie n'est nullement l'absence de pouvoir, déclare Kautsky aux opportunistes ; la démocratie n'est pas l'anarchie ; c'est la suprématie de la masse sur ses mandataires, tandis que sans les autres formes de pouvoir, les pseudo-serviteurs du peuple sont en réalité ses maîtres.

Kautsky examine le rôle désorganisateur de l'autonomisme opportuniste dans les différents pays ; il montre que c'est précisément l'adhésion à la social-démocratie d'une « *masse d'éléments bourgeois* »[2] qui renforce l'opportunisme, l'autonomisme et les tendances à la violation de la discipline ; il rappelle sans cesse que « *l'organisation est l'arme qui émancipera le prolétariat* », que « *l'organisation est l'arme proprement prolétarienne de la lutte de classe* ».

En Allemagne, où l'opportunisme est plus faible qu'en France et en Italie, « *les tendances autonomistes n'ont guère abouti jusqu'ici qu'à des déclamations plus ou*

1 Le but de Kautsky, dans cet article, est de montrer la nécessité de la discipline exigée par le parti de ses députés et journalistes ; il ne traite pas, comme ici Lénine, de la discipline du parti en général.

2 À titre d'exemple, Kautsky cite Jaurès. Dans la mesure où ils dévient vers l'opportunisme, de tels hommes « *devaient fatalement considérer la discipline du parti comme un rétrécissement inadmissible de leur libre personnalité* ». (N. L.)

moins pathétiques contre les dictateurs et les inquisiteurs, les excommunications[1] *et les recherches d'hérésies, qu'à des criailleries sans fin, qui engendreraient une dispute interminable si l'on s'en occupait*».

Il n'est pas étonnant qu'en Russie, où l'opportunisme dans le parti est encore plus faible qu'en Allemagne, les tendances autonomistes aient enfanté moins d'idées et plus de «déclamations pathétiques» et de criailleries.

Il n'est pas étonnant que Kautsky arrive à cette conclusion :

«*Dans aucune autre question peut-être, le révisionnisme international, en dépit de toutes ses diversités et nuances, ne se signale par autant d'homogénéité que dans la question d'organisation.*»

Formulant les tendances fondamentales de l'orthodoxie et du révisionnisme dans ce domaine, Kautsky, lui aussi, recourt à l'expression : bureaucratisme contre démocratie.

On nous dit, écrit-il, que donner à la direction du parti le droit d'influer sur le choix des candidats (aux élections législatives) dans les circonscriptions locales, «*c'est attenter honteusement au principe démocratique, qui exige que toute l'activité politique s'exerce de bas en haut, par l'initiative des masses, et non de haut en bas, par la voie bureaucratique... Mais s'il existe un principe démocratique, c'est incontestablement celui-ci : la majorité doit primer la minorité et non pas le contraire.*»

L'élection des députés au Parlement, par quelque circonscription que ce soit, est une affaire importante pour tout le parti, qui doit influer sur la désignation des candidats, au moins par l'entremise d'hommes de confiance (*Vertrauensmänner*).

1 *Bannstrahl*, anathème. C'est l'équivalent allemand de «l'état de siège» et des «lois d'exception». C'est le «mot terrible» des opportunistes allemands. (N. L.)

« *Si quelqu'un trouve cette façon de faire trop bureaucratique ou trop centraliste, il n'a qu'à proposer que les candidats soient désignés par le vote direct de tous les membres du parti. Mais comme ce procédé est inapplicable, il n'y a pas à se plaindre d'un manque de démocratie quand la fonction en question, comme beaucoup d'autres concernant le parti tout entier, est accomplie par un ou quelques-uns des organes du parti.* »

Selon le « droit coutumier » du parti allemand, les circonscriptions électorales, auparavant déjà, s'entendaient à l'amiable avec la direction du parti pour présenter tel ou tel candidat.

« *Mais le parti est devenu trop grand pour que cette coutume tacite soit suffisante. Le droit coutumier cesse d'être un droit quand on cesse de le reconnaître comme quelque chose qui va de soi, quand ses définitions et son existence même sont contestées. Alors il doit être fixé expressément, codifié... Il faut fixer de façon précise les statuts*[1] *et, par là, renforcer le caractère rigoureux de l'organisation.* »

Ainsi, dans le parti allemand, comme chez nous, c'est la lutte de l'aile opportuniste contre l'aile révolutionnaire sur la question d'organisation, le conflit de l'autonomisme et du centralisme, de la démocratie et du « bureaucratisme », de la tendance au renforcement de la sévérité de l'organisation et de la discipline, de la psychologie de l'intellectuel inconstant et de la psychologie du prolétaire conséquent, de l'individualisme intellectuel et de la cohésion prolétarienne.

1 Il est extrêmement instructif de confronter ces remarques de Kautsky sur le remplacement du droit coutumier tacitement reconnu par un droit formellement inscrit dans des statuts avec tout le « renouvellement » survenu dans notre parti en général, et dans la rédaction en particulier, depuis le congrès du parti. Voir le discours de V. Zassoulitch (au congrès de la Ligue) qui, vraisemblablement, ne se rend pas entièrement compte de la portée de ce renouvellement. (N. L.)

Quelle a été dans ce conflit l'attitude de la démocratie bourgeoise, qui a en Allemagne des représentants non moins savants et non moins observateurs que nos messieurs de l'*Osvobojdénié* ?[1]

La démocratie bourgeoise en Allemagne a immédiatement réagi à la nouvelle querelle et, comme en Russie et ailleurs, elle a immédiatement pris fait et cause pour l'aile opportuniste du Parti social-démocrate. Le principal organe du capital bancaire d'Allemagne, *la Gazette de Francfort*, a lancé un retentissant éditorial (7 avril 1904) qui montre que la manie de plagier Axelrod devient littéralement une sorte de maladie de la presse allemande. Les farouches démocrates de la Bourse francfortoise flagellent l'« autocratie » dans le Parti social-démocrate, la « dictature du parti », la « domination tyrannique des chefs du parti », ces « excommunications » par lesquelles on veut « châtier pour ainsi dire tout le révisionnisme », cette « obéissance aveugle », cette « discipline qui tue » et cette « soumission de larbin » qui sont exigées et qui font des membres du parti des « cadavres politiques » (voilà qui est encore beaucoup plus fort que les « rouages » et les « vis » !). Toute originalité, s'écrient avec indignation les chevaliers de la Bourse à propos du régime « antidémocratique » de la social-démocratie, toute individualité doit être en butte aux persécutions, parce qu'elle menace de conduire au régime français, au jauressisme et au millerandisme, comme l'a déclaré sans détours Zindermann, rapporteur sur cette question au congrès des social-démocrates saxons.

Ainsi, les nouvelles élucubrations de la nouvelle *Iskra* sur la question d'organisation sont, à n'en pas douter, opportunistes.

1 *La Libération*, organe illégal, publié à Paris, de la Ligue de la libération, fondée en été 1903 par Strouvé et les libéraux bourgeois. La Ligue était ouverte même aux individus appartenant déjà à un parti et cherchait à attirer ainsi les social-démocrates.

❖ ❖ ❖

Malgré la guerre russo-japonaise, commencée le 27 janvier 1904, malgré le vaste mouvement de grèves et de manifestations ouvrières embrassant tout le sud de la Russie, malgré les graves questions politiques posées par l'incapacité et la corruption de plus en plus évidentes du régime, la brochure de Lénine fit pendant de longs mois les frais d'une vaste et vive polémique. Parmi les social-démocrates russes à l'étranger, les mencheviks l'attaquèrent fréquemment dans l'*Iskra*. Ils purent se vanter d'avoir avec eux Kautsky et Rosa Luxemburg. Celle-ci, dans deux articles publiés à la fois dans l'*Iskra* et dans la *Neue Zeit* (nos 42 e t 43, juillet 1904), soumet à une forte critique en particulier le chapitre dont la traduction précède. Elle reproche à Lénine sa définition du social-démocrate révolutionnaire comme un jacobin « lié » à l'organisation des ouvriers conscients, donc extérieur à elle, alors que la « *social-démocratie est le mouvement même de la classe ouvrière* ». Elle estime injuste d'établir un rapport d'égalité entre « autonomisme » et opportunisme des intellectuels et d'invoquer à ce sujet l'exemple de l'Occident, où le danger opportuniste résulte du milieu politique du parlementarisme et non de l'état psychologique d'une catégorie d'individus ; aucun statut établi d'avance, si sévère soit-il, ne prémunira contre un danger sans cesse renaissant sous des formes nouvelles ; enfin « *rien ne livre aussi facilement et aussi sûrement un mouvement ouvrier encore jeune aux caprices des intellectuels que son emprisonnement dans la cuirasse d'un centralisme bureaucratique* ».

Au catalogue des bons caractères

Collection Romans

Émeute au Transvaal
Harry Bloom 17,30 €

La Paix
Ernst Glaeser 14,20 €

Les Croisés
Stefan Heym 29,50 €

Ici, sous l'Étoile polaire (tome I)
Väinö Linna 20,30 €

Les gardes rouges de Tempere
Ici, sous l'Étoile polaire (tome II)
Väinö Linna 21,30 €

Réconciliation
Ici, sous l'Étoile polaire (tome III)
Väinö Linna 22,00 €

Les Damnés de la Terre
Henry Poulaille 19,30 €

Le Fléau du savoir - L'épopée de Ménaché Foïgel
Moïse Twersky - André Billy 17,30 €

Collection Histoire

1917, la révolte des soldats russes en France
Rémi Adam 13,70 €

La Révolution russe
François-Xavier Coquin 7,10 €

Juin 36
Jacques Danos et Marcel Gibelin 14,30 €

De l'Oncle Tom aux Panthères noires
Daniel Guérin 15,30 €

Hongrie 1956 : un soulèvement populaire, une insurrection ouvrière, une révolution brisée
Georges Kaldy 15,30 €

Histoire de la social-démocratie allemande de 1863 à 1891
Franz Mehring 35 €

La guerre civile en Espagne
Révolution et contre-révolution en Espagne
Felix Morrow 17 €

Collection Témoignages

Autobiographie
Maman Jones 12 €

Moscou sous Lénine
Alfred Rosmer 16,80 €

Au-delà de l'Oural
Un ouvrier américain dans la métropole russe de la sidérurgie
John Scott 16, 80 €

La Révolution de février
Alexandre Tarassov-Rodionov 15,30 €

SOS Indochine
Andrée Viollis 17,30 €

Toute ma vie j'ai lutté
De l'Alabama à Los Angeles et à Detroit
Sam Johnson 16,50 €

La catastrophe d'AZF : Total coupable
Un sinistré « sans fenêtre » raconte
Jean-François Grelier 15 €

Jeunesse d'une ouvrière
Adelheid Popp 10 €

Une communiste, de part et d'autre de l'Atlantique
Rose Alpert-Jersawitz 11,20€

Collection Classiques

Le Programme socialiste
Karl Kautsky 11,20 €

Le socialisme et les intellectuels
Paul Lafargue 2,60 €

Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics
Paul Lafargue 2,60 €

Marx et Engels
David Riazanov 11,20 €

La jeunesse de Lénine
Léon Trotsky 12,20 €

Le Programme de transition
Léon Trotsky 2,60 €

Où va la France
Léon Trotsky 12,70 €

Les leçons d'Octobre
Léon Trotsky 4 €

Hors collection

Haïti 1986-2004
OTR-UCI 20,30 €

Collection Éclairages

1. Proche-Orient 1914-2010
Les origines du conflit israélo-palestinien
Marc Rémy 8,20 €

2. La Première Guerre mondiale
Dix millions de morts pour un repartage du monde
Rémi Adam 8,20 €

3. Histoire de la mondialisation capitaliste - 1. 1492-1914
Édouard Descottes 8,20 €

4. Italie 1919-1920 - Les deux années rouges
Fascisme ou révolution
Bruno Paleni 8,20 €

5. Histoire de la mondialisation capitaliste - 2. 1914-2010
Sandra Chirazi - Raphaël Menand 8,20 €

6. La Russie avant 1917
Gilles Boti 8,20 €

7. Le cerveau et la pensée
Marc Peschanski 8,20 €

8. La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France (1830-1962)
Jacques Le Gall 8,20 €

9. La civilisation arabe du VIIIe au XIIIe siècle
Son essor, ses apports
Farida Megdoud 8,20 €

10. Les philosophes des Lumières
« Entends-tu le tonnerre ? Il roule en approchant… »
Françoise Millot 8,20 €

11. L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes
Tome I - 1923-1927 : la lutte antibureaucratique dans le parti bolchevique
Pierre Merlet 8,20 €

12. L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes
Tome II - 1928-1938 : une lutte à mort contre le stalinisme
Pierre Merlet 8,20 €

13. Les débuts de la social-démocratie dans l'Empire d'Autriche-Hongrie
Éric Tolian et Marc Rémy 8,20 €

14. Le Parti communiste français, 1920-1933
Denis Aler 8,20 €

15. Russie soviétique
La révolution dans la culture et le mode de vie
Nicolas Fornet 8,20 €

Imprimé par IMS - 93500 PANTIN

Pages choisies de Lénine

Première partie/1893-1904

Traduction et notices de Pierre Pascal



Lénine en 1897.

L'unique édition de ces *Pages choisies* date de 1926-1929. Leur réédition permet de faire entendre aujourd'hui une des voix les plus autorisées, parmi celles qui commémorent le centenaire de la révolution russe : celle du militant qui la prépara et en fut le principal acteur. Elle avait été préparée pour le compte de la section française de l'Internationale communiste, à Moscou, par Pierre Pascal. D'abord témoin de la révolution, il était devenu un collaborateur de l'Internationale communiste, en contact étroit avec ses cercles dirigeants. Il ne céda pas à la bureaucratisation du régime : ses introductions et notes sont en parfaite adéquation avec l'esprit de l'auteur, de ses textes, et avec la période. Ces *Pages choisies* tranchent donc avec les éditions ultérieures de Lénine, trafiquées par la bureaucratie stalinienne pour ses besoins politiques changeants.

1893-1904 : la campagne pour le programme, la tactique et l'organisation du parti

Dans les dernières années du XIX^e^ siècle, dans l'empire des tsars, une poignée de révolutionnaires, dont Lénine, travaillent à donner un parti à la classe ouvrière, en lien étroit avec le mouvement socialiste international. Ils affrontent l'autocratie, sa police, ses bagnes. Le prolétariat, encore peu nombreux, férocement exploité et extrêmement combatif, se sépare tout juste de l'immense paysannerie écrasée de misère. Pour unir les groupes dispersés, il faut se délimiter, il faut une solide base programmatique.

Les *Pages* traitent de la filiation du mouvement social-démocrate russe avec les générations révolutionnaires précédentes, soulignant l'apport du marxisme ; des rapports entre le prolétariat des villes et la paysannerie, vus sous l'angle de la tactique révolutionnaire ; du type de parti ouvrier à construire et de militants à former.

On y lit la progression constante de la conscience ouvrière, l'afflux de militants, la construction du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, sur fond de montée des grèves et des affrontements avec l'État.

La révolution de 1905 approche.

Prix ttc : 16 €
www.lesbonscaracteres.com

Collection Classiques

9 782915 727562